

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DÉFINIR LES ABUS DE FORCE POLICIÈRE SELON LE CODE DE
DÉONTOLOGIE DES POLICIERS DU QUÉBEC

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN DROIT

PAR
JACQUES PAINCHAUD

JUILLET 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
L'INTERVENTION POLICIÈRE : UNE TÂCHE EN ÉVOLUTION CONSTANTE	3
1.1 Les objectifs de la recherche	3
1.2 Les fondements historiques de l'intervention policière	4
1.3 Le travail policier	10
1.3.1 Un travail à facettes multiples	10
1.3.2 Un rôle de surveillance et de contrôle social.....	11
1.3.3 L'évolution du rôle du policier	12
1.4 Le contrôle de l'activité policière au Québec à travers le temps	13
1.5 Le travail policier et l'usage de la force	19
CHAPITRE II	
L'USAGE DE LA FORCE ET SES PARAMÈTRES DE CONTRÔLE.....	23
2.1 Le droit pénal.....	23
2.2 Le droit disciplinaire.....	24
2.2.1 Le processus disciplinaire.....	25
2.2.2 La déontologie et la discipline au sein de la Sûreté du Québec.....	27
2.3 Le droit déontologique policier	30
2.3.1 Le processus de déontologie policière.....	30
2.3.2 La réglementation en déontologie policière	30

CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE ET DONNÉES QUANTITATIVES.....	36
3.1 Le type de recherche.....	36
3.2 Les instruments de mesure	37
3.3 L'échantillon	42
CHAPITRE IV	
PRÉSENTATION QUALITATIVE DES DONNÉES.....	49
4.1 Les facteurs relatifs à la légitimité de l'usage de la force	50
4.1.1 Le droit de recourir à la force	50
4.1.2 L'identification obligatoire et le recours à la force	54
4.1.3 L'illégalité de l'arrestation ou de la détention et l'acte dérogatoire	57
4.2 Les facteurs relatifs à la personne interpellée.....	59
4.2.1 La résistance passive et l'usage de la force.....	59
4.2.2 Le danger appréhendé et l'usage de la force	61
4.2.3 La présence de lésion et la conclusion d'abus de force.....	66
4.3 Les facteurs relatifs à l'opération policière	67
4.3.1 L'absence de planification et la légitimité du recours à la force	67
4.3.2 La faute à l'encontre du principe de gradation dans le recours à la force	71
4.3.3 L'intervention coercitive légère.....	76
4.3.4 L'intervention coercitive puissante	84
4.3.5 L'usage de l'arme de service	94
4.3.5.1 L'usage d'une arme dégainée et pointée.....	94
4.3.5.2 L'utilisation de l'arme par coup de feu	97
CHAPITRE V	
L'ANALYSE DES RÉSULTATS OBTENUS.....	110
5.1 La gradation de la force et ses facteurs d'évaluation.....	110
5.1.1 Le droit de recourir à la force	110
5.1.2 L'erreur ou l'abus d'autorité.....	111
5.1.3 L'usage de la force et les techniques enseignées	113

5.1.4 L'usage de la force entre légalité et légitimité de l'intervention policière.....	115
5.1.5 L'obligation d'identification du policier.....	115
5.1.6 La gradation dans l'usage de la force.....	116
5.1.7 Les facteurs reliés au prévenu	120
5.1.8 Les circonstances particulières	123
5.2 Les facteurs relatifs à l'usage de l'arme à feu	125
5.2.1 L'usage d'une arme sans coup de feu sur la personne	125
5.2.2 L'usage de l'arme avec coups de feu sur une personne.....	126
5.3 Sommaire des résultats	127
CONCLUSION	131
ANNEXE A	
CODE DE DÉONTOLOGIE DES POLICIERS DU QUÉBEC : SECTION II	
LES DEVOIRS ET NORMES DE CONDUITE DU POLICIER.....	134
BIBLIOGRAPHIE	139

RÉSUMÉ

En raison des nombreuses lois, règlements et directives qui les encadrent, les opérations policières sont souvent complexes. Le recours à la force est parfois utilisé et dans certains cas, suite à l'intervention, le citoyen impliqué porte plainte. La plainte est alors soumise au Commissaire à la déontologie pour enquête et dans la mesure où le policier fait l'objet d'une citation, le comité à la déontologie policière sera saisi du dossier.

Notre recherche vise les cas d'usage de force soumis devant le comité de déontologie policière au Québec. Afin de faciliter la compréhension du sujet traité, nous avons abordé brièvement l'évolution de l'intervention policière à travers le temps. Ensuite nous avons énuméré les multiples facettes que comporte le travail policier et traité des mécanismes de contrôle de l'activité policière au Québec. Nous avons également identifié les fondements législatifs permettant au policier de faire usage de la force.

Cette étude est une analyse qualitative descriptive, et non critique, des décisions rendues par le comité de déontologie. Nous avons retenu un échantillon de 50 décisions provenant du comité de déontologie policière. L'historique de ces cas et les décisions du comité y sont résumés. Afin d'assurer une rigueur scientifique dans le cadre de notre analyse, nous avons utilisé une grille de critères faisant référence à la gradation de la force. Ces critères sont issus de divers contenus en formation policière et la majorité d'entre eux se sont avérés déterminants dans l'évaluation d'un geste comportant l'usage de la force. Nous avons aussi relevé quelques données quantitatives afin de rendre compte d'un ordre de grandeur des cas d'abus de force par rapport aux autres dispositions du Code de déontologie.

L'examen des décisions via notre grille d'analyse nous permet d'exposer des résultats qui dégagent des tendances jurisprudentielles selon les paramètres retenus. Cependant aucune règle stricte n'a pu être établie concernant l'usage de la force nécessaire. Nous devons plutôt considérer un ensemble de facteurs permettant au comité de déontologie de juger le comportement dérogatoire ou non d'un policier. On y retrouve notamment la légalité de l'intervention, l'identification du policier, la notion de gradation dans le choix d'option du recours à la force ainsi que certaines circonstances particulières comme la présence ou non d'un danger imminent lors de l'intervention policière. Nous avons identifié certaines particularités relatives à ces facteurs ce qui constituent des balises supplémentaires pouvant être utiles aux policiers dans le cadre d'intervention policière comportant l'usage de la force.

Mots – clés

Déontologie policière - code de déontologie - devoirs et normes déontologiques - abus d'autorité policière - usage de la force - formation policière - intervention policière.

INTRODUCTION

Au Québec, les policiers sont responsables de faire respecter plusieurs lois. Ce faisant, ils doivent procéder à des arrestations en conformité avec les lois. Ce qui a pour conséquence de priver temporairement le citoyen (prévenu) de sa liberté pour s'assurer qu'il sera dûment traduit en justice. Dans ce contexte, le travail policier n'est pas toujours simple car, dans de nombreuses situations, le prévenu résiste à son arrestation par conviction qu'il s'agit d'une injustice à son égard. En outre, cette résistance est souvent accentuée par le fait que le prévenu est intoxiqué par l'alcool ou la drogue.

Suite à l'intervention policière, il arrive que le citoyen ayant subi une arrestation avec recours à la force du ou des policiers considère à tort ou à raison que la force employée était excessive à son endroit. Un certain nombre de procédures légales sont alors accessibles à ce citoyen pour se plaindre et faire valoir ses droits. Le ou les policiers identifiés peuvent faire l'objet de poursuites de nature civile, criminelle, déontologique et disciplinaire.

Règle générale, lorsqu'un citoyen porte plainte contre un policier pour avoir eu recours à une force plus grande que nécessaire ou pour tout autre comportement du policier qu'il juge inapproprié à son endroit. Sa plainte fera l'objet d'un examen par le Commissaire à la déontologie policière. Si les faits semblent donner ouverture à une poursuite criminelle, le Commissaire soumettra le dossier à un substitut du procureur de la Couronne afin qu'il détermine s'il y a matière à procéder à une poursuite ou à un acte d'accusation au niveau criminel. À défaut de poursuites criminelles ou à la suite de celles-ci, le Commissaire reprendra le dossier afin de procéder à l'examen de la question déontologique.

En ce qui concerne l'employeur et bien que celui-ci puisse simultanément procéder en mesures disciplinaires, la pratique des divers corps policiers démontre qu'il attend plutôt la fin de ces processus avant d'intervenir. Toutefois, selon la gravité des allégations, le policier

peut être relevé provisoirement ou administrativement de ses fonctions durant la procédure criminelle ou déontologique et disciplinaire.

Dans notre travail, nous traiterons de la problématique entourant l'usage de la force utilisée par le policier dans l'exercice de ses fonctions. La notion de faute déontologique en matière d'usage de la force est prévue au *Code de déontologie*¹. À partir de diverses décisions rendues par le Comité de déontologie policière, nous ferons une analyse typologique de la notion d'usage de la force. Nous tenterons d'identifier les éléments constitutifs de la faute en matière d'usage de la force ainsi que les critères relatifs à la notion de gravité de cette faute déontologique.

Enfin, l'objectif que nous poursuivons dans cette recherche est de comprendre les différents facteurs encadrant le recours à l'usage de la force pour tenter de tracer une ligne claire dans cette zone grise qu'est la force nécessaire par rapport à la force excessive.

¹ Ministère de la Sécurité publique, *Code de déontologie des policiers du Québec*, D. 920-90, (1990) 122 G.O. II, 2531, art. 1, 5 à 11, 6 paragr. 2, 8, 9 [c. 0-8.1, r. 1] (90-09-01) [LOP-2] dans la *Loi sur l'organisation policière*, L.R.Q., c. 0-8.1.

CHAPITRE I

L'INTERVENTION POLICIÈRE : UNE TÂCHE EN ÉVOLUTION CONSTANTE

Dans ce travail, nous nous intéressons aux aléas de l'intervention policière et plus particulièrement à la faute déontologique en matière d'usage de la force et aux critères qui permettent de qualifier cet usage de force raisonnable ou excessive. Dans un premier temps, nous exposerons divers éléments qui motivent cette recherche. Ensuite, nous ferons un survol des fondements de l'intervention policière pour retracer l'origine des moyens utilisés par les policiers dans l'exercice de leurs fonctions.

1.1 Les objectifs de la recherche

Bien que les policiers reçoivent une formation théorique et pratique sur la problématique de l'usage de la force et que l'on retrouve des dispositions législatives, des articles de règlements et des directives précisant que l'on ne doit utiliser que la force nécessaire, il y a régulièrement des plaintes portées contre les policiers alléguant qu'ils font usage de force excessive. On dit que chaque cas est un cas d'espèce et qu'il comporte des particularités distinctives à un point tel qu'on ne peut tracer une ligne claire. Cependant, nous avons constaté qu'il n'y a eu aucune étude quantitative ou qualitative sur les décisions rendues par le Comité de déontologie policière concernant la problématique du recours à la force.

Nous croyons qu'une démarche dans ce sens permettra de dégager un ensemble de critères qui, lorsque rassemblés, révéleront une faute déontologique ainsi que sa gravité en matière d'usage de force. Ainsi, les résultats de cette analyse pourront servir deux objectifs : (a) identifier les facteurs pris en compte par les tribunaux de même que les paramètres de leur appréciation; (b) permettre l'élaboration d'un document visant la prévention et servant à

sensibiliser et informer les policiers sur les facteurs aggravants et atténuants dans l'évaluation d'un usage abusif de la force.

Mais avant, rappelons sommairement les fondements historiques de l'intervention policière afin de comprendre le rôle et les responsabilités des policiers.

1.2 Les fondements historiques de l'intervention policière

Lorsqu'on fait un survol de la littérature entourant l'histoire de la police on constate que : « La plupart des auteurs situent la naissance de l'organisation policière à la fin du XVII^e siècle, en France, et à la fin du XVIII^e siècle, en Angleterre »². L'organisation de la police avec ses spécialisations n'a cessé d'évoluer depuis l'époque de Louis XIV, et de Napoléon : « la réalité policière prend de plus en plus de place dans les interventions de l'État. Cet appareil qu'est la police agit au nom de la loi »³. La structure de l'organisation de la police intègre diverses fonctions soient : la surveillance du territoire, l'enquête criminelle et le témoignage à la cour.

Ainsi, en France, la police sous Louis XIV connut une division des tâches : « La promulgation de l'édit de 1667 faisait en sorte que la sécurité du royaume, la protection des citoyens et l'ordre public allaient être pris en charge par des organisations différentes »⁴. Ainsi, la maréchaussée fut chargée de veiller à prévenir le brigandage sur les routes et autres délits mineurs qui étaient plus souvent qu'autrement sentencés sur-le-champ. Tandis que les délits majeurs nécessitant un travail d'enquête étaient accomplis par la magistrature et non des policiers.

² Tremblay, J. N., *Le métier de policier et le management*, Sillery, Les presses de l'université Laval, 1997, 247 pages, p. 7.

³ *Ibid.*, p. 8.

⁴ *Ibid.*, p. 9.

Cette distinction entre le système judiciaire et l'appareil policier allait fixer définitivement la fonction de police en Occident. Les lieutenants de police[...] sont responsables de la régulation des activités des citoyens, les concepteurs et les opérateurs de la sécurité du système social en place de même que du système de protection des personnes contre les criminels.⁵

La police représentant l'autorité du Roi devient par le fait même les yeux et les oreilles du Roi. La police est le témoin constant des gestes ou omissions de chacun. Il en découle que le savoir de la police est porteur de pouvoir. La police : « ... représente à la fois le pouvoir sacerdotal et un rouage essentiel du pouvoir judiciaire que Durand dit n'être « qu'une agressivité exécutive codifiée et maîtrisée ». Et c'est par ce pouvoir que l'organisation policière sera dorénavant évaluée »⁶.

Au début du XIXe siècle, la police moderne Française cesse de fonctionner

[...] à partir de la volonté royale et de celle de l'aristocratie de l'époque, mais à partir d'un observatoire où sont réunis les grands du pouvoir politique et juridique. [...] Aussi la France fut-elle le premier État européen à spécialiser des agents de police dans quatre rôles différents : service public, protection des personnes et des biens, maintien des institutions et surveillance de l'opinion.⁷

À la même époque, en Angleterre, la police consacre une grande importance à l'investigation criminelle. Cela découle de son intérêt à contrer une criminalité grandissante à cause de la pauvreté qui sévit dans les années 1700 : « C'est à partir de 1729 que l'on assiste à la mise en place progressive d'une force de police caractérisée par son unité de commandement et par le professionnalisme de ses membres ». La conception d'un modèle du travail policier est redevable à diverses personnes dont les frères Fielding, William Pitt et Sir Robert Peel.

En 1785, William Pitt présenta un projet de loi pour doter le pays d'une force de police « nationale » distincte de l'armée. Sa tentative échoua. [...] un projet semblable fut repris en Irlande en 1786, avec la création de la Royal Irish Constabulary, conçue comme une force capable de maintenir l'ordre dans les colonies. Ce modèle servit d'inspiration pour mettre sur

⁵ *Ibid.*, p.10.

⁶ *Ibid.*, p.12.

⁷ *Ibid.*, p.13.

pied la première police provinciale au Québec⁸. Il s'agit d'une police de type paramilitaire armée.

En 1829, Sir Robert Peel, ministre de l'intérieur réussit à faire adopter par le Parlement britannique le *Metropolitan Police Act* afin de policer la ville de Londres. Son objectif consistait à créer un service de police d'esprit "civil" plutôt que militaire. Cette nouvelle conception de l'ordre est basée sur une philosophie de rapprochement et de soutien réciproque entre les citoyens et les policiers.

Le respect impartial du droit et des institutions juridiques, ainsi que l'usage minimal de la force en sont les éléments centraux. Quelques années plus tard, d'autres forces policières seront créées dans cet esprit au sein de l'Empire britannique. Toutefois, elles comporteront également un aspect plus militaire et répressif pour faire face aux situations particulières des colonies.⁹

L'adoption de ce projet de loi est dû au fait qu'il s'agissait d'une réponse pour favoriser la protection du pouvoir des élus en place et de contrer les émeutes et les criminels. Cependant en raison de la préoccupation soulevée par le respect de la liberté individuelle face aux responsabilités de l'État, la police pouvait être perçue comme un élément de répression du crime et non de régulation sociale. « La police de Peel s'appuie donc sur le système judiciaire dont la fonction essentielle consiste à réprimer le crime, plutôt que de vouloir régler ou discipliner les conduites humaines. Ainsi, dans l'esprit de la population, la police de Londres n'a pas à juger les individus ni à les surveiller »¹⁰.

Comme nous venons de le voir, nous pouvons dire que la police est devenue une institution essentielle pour assurer le maintien de l'ordre dans la société européenne. Mais qu'en est-il dans les autres sociétés ?

En Amérique, les premiers corps policiers font leur apparition entre 1837 et 1854. Les Américains conçoivent la police comme un service public à n'utiliser qu'en dernier recours.

⁸ *Ibid.*, p.15

⁹ Poitras, L. A. *Rapport de la Commission d'enquête chargée de faire enquête sur la Sûreté du Québec*, Québec : Les Publications du Québec, 1999, 5 vol. + 2 CD-ROM, annexe : Geneviève Brisson rapport no. 1 page 13-23.

Le shérif ou Marshall appliquait la loi de manière locale alors que la sécurité de la fédération était assumée par la C.I.A.. En outre, lorsque la criminalité déborde les frontières des États c'est le F.B.I. qui s'en charge. Il faut noter que les Américains se sont inspirés notamment du modèle londonien. Cependant la perception du rôle du policier diffère : « Le policier anglais symbolise l'autorité morale dont l'uniforme est le signe le plus évident. [...] Le policier américain, pour sa part, voit dans le port de son uniforme l'emblème de son pouvoir... ».

Au Canada en 1868, au lendemain de la Confédération, l'adoption d'une loi fédérale crée un corps de police sous la désignation « police du Canada » ou « police du Dominion ». La raison ayant provoqué l'urgence de se munir d'un organisme policier est : « le retrait imminent de l'armée britannique du pays (qui) allait priver le pays d'un recours essentiel en temps de crise »¹¹.

Au Québec, c'est au début du 17^e siècle que l'on a ajouté le fait policier dans les moyens visant à assurer le respect de l'ordre. Ces constables au service des juges de paix ont comme rôle d'assurer l'application des règles imposées aux citoyens concernant le maintien de l'ordre, de la tranquillité et de la sécurité.

Sous le régime français, les premiers administrateurs de la colonie procèdent à l'implantation de la police selon le système seigneurial en vigueur. La police est sous la responsabilité de l'intendant de la colonie qui a un rôle de super-ministre responsable du contrôle des affaires intérieures du pays. Elle est composée de membres de la Garde royale. Son fonctionnement s'apparente au modèle en France, soit la maréchaussée française ancêtre de la gendarmerie nationale. « Des polices municipales prennent peu à peu naissance au cours du XVII^e siècle : seule celle de Québec (1651) sera viable. Hors des villes, dans les seigneuries, ce sont les autorités locales qui procurent ce service »¹². Suite à la Conquête des britanniques en 1760 on introduit au Québec le droit criminel de type britannique et ses institutions judiciaires :

¹⁰ *Supra*, note 2, p. 15.

¹¹ *Supra*, note 2, page 16.

¹² *Supra*, note 9.

La Conquête britannique modifie lentement ce tableau : l'Acte de Québec (1774) confère aux municipalités des services de police, mais le gouverneur continue de contrôler les affaires municipales. Ce n'est qu'en 1777 que des officiers de justice, sous la direction du grand voyer, sont chargés de la surveillance et du développement du territoire. De plus, entre 1793 et 1831, on confie le maintien de l'ordre public et l'administration de la justice à des juges de paix disséminés sur tout le territoire. Ceux-ci s'assureront parfois des services de certains membres de la garnison (les connétables des villes de Québec et Montréal), des officiers postés en milieu rural ou d'autres administrateurs afin de concrétiser leur mission. Peu à peu, les grandes municipalités développeront aussi des services de police parallèles à ceux-ci.¹³

En juin 1838, suite aux rebellions des patriotes au Québec, le gouvernement crée une police gouvernementale dans le bas Canada¹⁴, soit une police de ville pour Montréal et Québec et une police rurale pour les campagnes. Ils ont comme mission de veiller à « ... la conservation de la paix, la prévention des vols et autres crimes, et à l'appréhension des infracteurs de la paix... ». De type militaire, la nouvelle police servira de modèle aux futures organisations policières établies par la suite au Canada¹⁵. Les corps policiers municipaux sont abolis. Par la suite, la loi de l'Amérique du nord britannique (AANB) ayant dévolu certains pouvoirs aux provinces, la police gouvernementale devient la police provinciale en 1870 par l'Acte de police de Québec. Pour des raisons de coûts, le gouvernement modifie sa police en 1878. La police provinciale se limitera aux activités relatives aux fonctions judiciaires et à la surveillance du Parlement. Au début du XXI^{ème} siècle, l'organisation policière revient sous l'autorité du procureur général afin de s'ajuster à l'évolution des valeurs de la société désireuse de voir régner la justice. Cela conduit à des modifications favorisant l'implantation d'un modèle policier proactif et spécialisé.

Un modèle plus américanisé de police répressive et préventive, de même qu'une réforme de la discipline, de la sélection et de la formation des agents sera alors implantée. En 1938, une seconde réforme réorganisera encore une fois la Police provinciale : elle sera subdivisée en quatre fonctions (gendarmerie, police de la route, police des liqueurs, police judiciaire) et aura des postes dans tous les comtés du Québec.¹⁶

¹³ *Supra*, note 9.

¹⁴ La province de Québec et la province de l'Ontario sont les seules à posséder un corps de police provincial. Les autres provinces sont desservies à ce titre par La Gendarmerie royale du Canada.

¹⁵ *La Sûreté du Québec de 1870 à 1995 125 ans vers l'avenir*, 1995, document interne, 41 pages p.1.

¹⁶ *Supra* note 9.

Suite à la révolution tranquille, l'organisation policière subit de nouvelles réformes visant à éliminer l'influence politique sur les forces policières. En 1968, la police provinciale du Québec devient la Sûreté du Québec.

En effet, la police provinciale et les autres organisations policières du Québec seront dorénavant « un rouage administratif important [...] Elle tend aussi, depuis les années 1980, à suivre le courant occidental modifiant le rôle policier : l'approche interculturelle comme celle de police de proximité s'inscrivent dans ce mouvement.¹⁷

Dans les années 90, le solliciteur général du Canada produit un document de réflexion pour « *Une vision de l'avenir de la police au Canada* »¹⁸. Essentiellement ce document traite de la réapparition du concept de la police communautaire, il y est écrit :

Le nouveau concept qui, depuis peu, se répand rapidement dans toute l'Amérique du Nord, l'Europe et les principaux pays régis par la common law, est celui de la police communautaire. En fait, il ne s'agit pas tant d'un nouveau concept que d'une reprise ou de la réapparition de l'ancien modèle élaboré dans la région métropolitaine de Londres. En vertu de ce mode de police urbaine, l'objectif global est un partenariat entre la police et la communauté pour résoudre la criminalité et les problèmes connexes. [...] Il est différent du modèle « professionnel » selon lequel la criminalité est la propriété exclusive de la police, laquelle forme un écran protecteur fragile contre la criminalité. [...] Tout d'abord, le rôle ou la mission des policiers au sein de la société canadienne est fondamentalement celui d'agents de la paix et non plus simplement de représentants des forces de l'ordre chargés de faire échec au crime. En contribuant à maintenir la paix, l'ordre et la sécurité au niveau local, les agents de police assument leurs obligations, dans le cadre du partenariat avec la communauté, en se chargeant d'ordinaire mais pas exclusivement de freiner et de prévenir la criminalité et de promouvoir l'ordre public et la sécurité.¹⁹

Aujourd'hui la police communautaire est un concept bien implanté au Québec. On la retrouve au service de police de la ville de Montréal où il s'agit de la police de quartier mais également à la Sûreté du Québec sous le vocable de police de proximité. La police communautaire fait maintenant partie intégrante du travail du policier au Québec.

¹⁷ *Supra*, note 9.

¹⁸ Solliciteur général du Canada (Document de soutien par André Normandeau et Barry Leighton), *Une vision de l'avenir de la police au Canada*, Canada, 1990, 153 pages.

¹⁹ *Ibid.*, page 43.

1.3 Le travail policier

1.3.1 Un travail à facettes multiples

Le travail de policier nécessite de multiples connaissances car les tâches qu'il est appelé à exécuter sont très diversifiées. Le champ d'intervention varie en fonction du poste occupé, qui peut être de policier patrouilleur, d'enquêteur ou qui peut comporter des fonctions spécialisées. Des connaissances de gestion peuvent s'ajouter lorsque le policier occupe l'une de ces fonctions avec un grade supérieur. Pour le policier patrouilleur, ses tâches nécessitent des compétences pour répondre aux diverses exigences de son travail qui consiste à ²⁰:

- répondre aux appels liés à la circulation (porter assistance aux victimes, contrôler la circulation, compléter des rapports d'accident, émettre des contraventions, abattre des animaux, annoncer des décès)
- effectuer des opérations de surveillance routière (faire des barrages routiers, des opérations radar)
- répondre à des appels liés à la criminalité (protéger la scène de crime, assister les victimes, assister les enquêteurs, rencontrer les témoins, rechercher des suspects, procéder à des arrestations, transporter et détenir des suspects)
- répondre aux autres types d'appel
- effectuer des interventions communautaires (activités à caractère socio-préventif)
- participer à des opérations (descentes lors de perquisition, saisies de stupéfiants)
- intervenir en résolution de problématiques (établir plan d'action, élaborer des solutions)
- effectuer des activités à caractère judiciaire (exécution de mandat, assister un huissier, témoigner à la cour)

Pour accomplir ces tâches, on attend du policier un comportement exemplaire, qu'il fasse une utilisation judicieuse de la force (négociation, contrôle, utilisation de la force nécessaire et de l'arme à feu lors de situation de crise) et du véhicule qui lui est confié (usage et manœuvres sécuritaires du véhicule).

²⁰ Service du développement et de la formation de la Sûreté du Québec. *Projet sur le profil de compétences-Étapes I : Analyse de situation de travail du patrouilleur*. Document de travail interne septembre 1998, 28 pages, page 3-4.

Quelque soit la complexité du travail requis, une chose demeure, le travail doit s'accomplir en toute sécurité dans le respect des droits et libertés des citoyens en conformité avec les lois et règlements en vigueur comme le constate la Commission Poitras:

Toute action policière se fait au nom de la loi. Le droit sert de fondement au pouvoir et aux mandats du policier : c'est ça qui fait la qualité. C'est ça qui fait son autorité, c'est ça qui fonde son autorité, qui fonde sa qualité d'intervention et qui fonde la respectabilité qu'il a.²¹

1.3.2 Un rôle de surveillance et de contrôle social

La perception du travail policier par la société comporte un dilemme. D'une part, le citoyen est conscient de l'importance du travail policier puisque l'agent protège, secoure et sécurise par sa présence mais, d'autre part, il questionne le travail du policier lorsqu'il s'agit de faire un contrôle nécessitant des mesures répressives. Bien souvent, c'est lors d'une interception ou d'une arrestation qu'émerge un conflit entre le policier qui fait son travail et le citoyen contrevenant qui résiste et qui défie l'autorité policière. De telles situations donnent parfois lieu à un battage médiatique lors d'événement qualifiés communément de « bavure policière ». Ainsi, est-il possible de penser que la perception du public à l'égard d'une intervention policière en situation de crise ayant mal tournée est biaisé, ce qui peut s'apparenter à un jugement sommaire ou à un préjugé comme le constate un auteur.

À l'occasion d'une intervention l'uniforme, la présence de quelques voitures de police et l'attitude autoritaire du policier peuvent inspirer tout autant la crainte que la confiance. Certains se sentiront agressés par la présence policière : on envahit leur rue, leur territoire et on exerce une contrainte.²²

Il en ressort que le poids et les conséquences de ce genre de situation sont lourds pour l'organisation policière qui recherche au-delà de la légalité de ses interventions la légitimité dans toutes ses actions. C'est là une constatation de la Commission Poitras.

²¹ Brisson, G., *Le métier de policier : balises culturelles* - Montréal, juin 1998, *Supra*, note 9, rapport 1 : revue de la littérature scientifique, page 89.

La complexité du travail apparaît lors d'opérations d'envergure, où les policiers sont appelés à jouer plusieurs rôles qui parfois se dédoublent et se contredisent. Devoir à la fois combattre le crime et protéger la paix amène parfois des tensions et des situations conflictuelles pour chacun des policiers impliqués mais également pour toute l'image de l'organisation.²³

1.3.3 L'évolution du rôle du policier

L'intervention policière est en constante évolution tant par la complexité de l'application des lois, les nouveaux mécanismes de contrôle de l'activité policière et le souci de soigner son image sur la place publique. Le policier des années 90 a tenté un rapprochement avec les citoyens par l'approche communautaire en développant diverses interventions en réponses aux problèmes et préoccupations des citoyens. Les tenants de cette approche expliquent que «l'essence de la responsabilité policière a dorénavant pour but de satisfaire les besoins de la communauté au plan local. Selon cette vision, la police est un des services essentiels responsables de la qualité de vie au sein de la communauté»²⁴. Cependant, faute de ressources humaines adéquates pour combler cette mission communautaire, il devient difficile pour le policier de répondre à ces attentes idéologiques sachant qu'il doit respecter les priorités établies sous forme d'attentes opérationnelles consistant à maintenir l'ordre, prévenir le crime et porter secours aux citoyens. Bref selon Chalom, l'essentiel du travail policier se résume ainsi :

Cette façon de comprendre le contrôle social, qui se résume pour l'essentiel à combattre le crime, se concentre donc sur ces trois principales stratégies dont les critères de réussite sont le nombre d'accusations portées à la suite d'infractions, le temps de réponse aux appels du public et le taux d'élucidation de la criminalité.²⁵

²² Prévost, L., *Résolution de problèmes en milieu policier*, Mont-Royal, Modulo, 1999, 181 pages, page 39.

²³ Brisson, G. et S. Morrisset, *Le métier de policier : balises culturelles*, Supra note 9, - rapport 2 : analyse de documents se penchant sur des pratiques culturelles de la S.Q. page 1108/ 1128.

²⁴ Normandeau, A., *Une police professionnelle de type communautaire*, tome II, Montréal, Ed. Méridien 1998, 353 pages, page 16

²⁵ Chalom, M., *Le policier et le citoyen pour une police de proximité*, Montréal, Ed. Liber. 1998, 164 pages, p. 93.

La gestion du personnel policier s'inspire des principes du management traditionnel. La planification, l'organisation, le développement et le contrôle du travail s'effectue à travers un processus décisionnel hiérarchisé sur toile de fond militaire. Le travail policier est fortement codifié et compilé statistiquement afin de permettre une évaluation quantitative du travail. Tout comme en milieu militaire, la gestion et le commandement s'appuient sur le respect de la discipline. Il s'agit du respect imposé par un processus disciplinaire interne parallèlement à la déontologie policière, en somme, d'un système de contrôle que l'on peut considérer répressif comme l'indique Tremblay:

Il s'agit d'un système de contrôle répressif où le travail de supervision consiste principalement à découvrir les manquements aux règles ou aux directives. [...] disposition d'esprit qui les porte plutôt à s'attarder à ce qu'un policier ne doit pas faire, du moins officiellement, plutôt qu'à le guider dans sa façon de travailler.²⁶

1. 4 Le contrôle de l'activité policière au Québec à travers le temps

Bien que le concept de la déontologie ait fait son chemin auprès des divers intervenants dans le milieu, ce n'est qu'au 1^{er} septembre 1990 que le *Code de déontologie policière*²⁷ fut adopté. Depuis l'instauration d'un Code de déontologie policière, il y a eu un examen rigoureux des mécanismes et du fonctionnement du système de déontologie policière après sept ans d'existence. Les conclusions de ce rapport élaboré par M. Claude Corbo en décembre 1996 ont amené des modifications qui ont été sanctionnées par le législateur en octobre 1997. Nous allons donc aborder immédiatement le volet historique pour comprendre ce qui a mené à la création d'un organisme de surveillance et de contrôle de l'activité policière, ainsi qu'à l'émergence du concept déontologique en matière policière.

La police joue un rôle important dans la société. Son rôle est de maintenir l'ordre et de prévenir le crime. Néanmoins, il faut reconnaître que la police peut également jouer un rôle de serviteur politique pouvant faire ombrage à la démocratie dans la société. La première

²⁶ *Supra*, note 2, page 90-91.

²⁷ Ministère de la Sécurité Publique, *Code de déontologie des policiers du Québec* D. 920-90, (1990) 122 G.O. II, 2531 [c. 0-8.1, r. 1] (90-09-01) [LOP-2] dans la *Loi sur l'organisation policière*, L.R.Q., c. 0-8.1.

Commission de police instaurée en 1968, était un organisme de surveillance et de contrôle de l'activité policière. La raison d'être de cette Commission était d'assurer une dépolitisation de la police afin qu'elle serve mieux la justice. Cette période qualifiée aujourd'hui de « révolution tranquille » est marquée par le phénomène de la dénonciation de la répression policière, de la brutalité policière et de la corruption. Il y eut plusieurs commissions d'enquête et groupes d'étude sur la police qui ont permis d'orienter le législateur. L'honorable Jérôme Choquette, ministre de la Justice à cette époque a déclaré :

[...] ce qui justifie la police dans un État démocratique, c'est ce besoin de protéger les différentes libertés individuelles et sociales, et c'est également la nécessité d'harmoniser ces libertés pour que naisse et se développe un climat général d'ordre, de tolérance et de paix. [...] la police n'est donc pas le bras séculier des tribunaux agissant au nom d'une puissance gouvernementale dirigiste et répressive.²⁸

Ce nouvel organisme de surveillance et de contrôle de l'activité policière avait pour mission de réorganiser la police au Québec par l'établissement de règles uniformes pour l'ensemble des corps policiers. « La création de la Commission de police avait été réclamée par divers organismes et corps policiers depuis plusieurs années »²⁹. Le mandat de cette Commission, décrit à l'article 16 de la *Loi de police* consistait à mettre sur pied un service de renseignements et de statistiques, ainsi qu'un service de recherches pour améliorer la détection et la répression du crime. Il faut noter que cette première *Loi de police* fut également à l'origine de la formation policière. Malgré les impacts positifs de l'instauration de cette Loi, la Commission de police connaît des limites et des contraintes liées à « l'absence de pouvoir exécutoire relativement aux décisions rendues par la Commission, son implication limitée dans le domaine du crime organisé, de même que l'absence de contrôle de l'organisme sur l'Institut de police »³⁰. Parallèlement, l'évolution sociale a fait émerger de nouveaux besoins qui ont induit une volonté législative d'apporter des changements à la Commission de police. Certains événements ont favorisé ces besoins de changements dont l'affaire Rock Forest et l'affaire Gosset qui ont suscité beaucoup d'attention de la part du public. Ces événements ont donné lieu à des recommandations par la Commission de police à

²⁸ Choquette, J., *La police et la sécurité des citoyens*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1971, p.9.

²⁹ Boucher, J. C., *Le contrôle de l'activité policière*, Cowansville (Qc.), Yvon Blais, 1992, 564 pages, p.27. [ci-après Boucher].

l'effet de procéder à la rétrogradation des policiers dans le premier cas et au congédiement dans le deuxième cas. Malgré ces recommandations, la décision de l'autorité policière a été de promouvoir le responsable de l'affaire Rock Forest. Dans le second cas, un arbitre de grief a renversé la décision de congédiement appliquée par le Directeur de police, forçant la réintégration du policier Gosset. L'impact de ces événements a contribué à l'abolition de la Commission de police et au changement de la législation afin d'éviter des décisions contradictoires. La solution fut de mettre en place un comité unique de déontologie policière à vocation également unique comme en témoigne cet extrait de l'étude de Boucher:

Cet organisme, à caractère multifonctionnel, exerçait à la fois des activités à caractère administratif, des activités à caractère quasi judiciaire, des activités en tant que «tribunal d'appel» ainsi que des activités en matière de réglementation policière. Vingt ans plus tard, le législateur québécois remplace cette structure multifonctionnelle par un ensemble de mécanismes dont le concept sous-jacent est celui de la déontologie policière.³¹

Le fondement du système de déontologie policière est abordé dans le rapport Bellemare³²; il s'agit de voir à la professionnalisation de la fonction policière par l'uniformisation des devoirs de services de la police auprès du public au Québec. C'est avec la *Loi sur l'organisation policière*³³ et par la *Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière*³⁴ que l'on modifia les pouvoirs de la défunte Commission de police, en rétablissant les pouvoirs en matière de réglementation au gouvernement. Ainsi furent instaurés, le 1^{er} septembre 1990, le Commissaire à la déontologie policière, le Comité de déontologie et le mécanisme d'appel à la Cour du Québec. Ces dispositions législatives assujetties à tous les policiers au Québec comprennent la réglementation du *Code de déontologie policière*³⁵ incluant les devoirs d'ordre général et particulier envers le public.

³⁰ *Ibid*, p.51

³¹ *Ibid*, p.10

³² Bellemare, J., *Enquête sur les relations entre les corps policiers et les minorités visibles et ethniques*, rapport final du Comité d'enquête à la Commission des droits de la personne du Québec, Montréal, 1988.

³³ *Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives*, projet de loi 86, L.Q. 1988, c. 75

³⁴ *Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives*, projet de loi 68, Assemblée nationale du Québec, première session, trente-quatrième législature, présenté le 15 mai 1990.

³⁵ *Code de déontologie des policiers du Québec*, Décret 920-90, 27 juin 1990, Gazette officielle du Québec, Partie 2, 11 juillet 1990.

L'adoption de la Loi sur l'organisation policière en 1990 a provoqué des changements au niveau de la direction des corps de police, entraînant une perte de juridiction concernant les plaintes du public au profit du Commissaire à la déontologie policière. Afin d'assurer, aux yeux du public, la transparence et l'équité, le Commissaire et le Comité de déontologie policière furent institués exclusivement pour traiter des plaintes portant sur la conduite des policiers envers le citoyen. Leur raison d'être est issue d'un besoin de preuve d'indépendance et d'impartialité supportant le dicton à l'effet que « la police ne peut se policer elle-même ». Il est important de noter qu'à l'article 13 du Code, il est prévu que : « Le présent Code remplace les dispositions concernant la déontologie policière prévues au Règlement sur la déontologie et la discipline des membres de la Sûreté du Québec [...] Il remplace également toute autre norme concernant la déontologie policière édictée par une municipalité »³⁶.

Selon Corbo «...[i]l est clair que le Législateur a voulu retirer aux directions leur pouvoir de gestion quand des gestes posés par leurs policiers, dans l'exercice de leurs fonctions et à l'endroit d'un citoyen, pouvaient contrevenir aux dispositions du Code de déontologie »³⁷.

Le but visé par l'approche déontologique s'arrime au but visé par l'approche disciplinaire : « L'objectif fondamental de la discipline est de développer la conscience professionnelle et de promouvoir les valeurs organisationnelles en corrigeant les conduites inacceptables par une mesure disciplinaire tout en incitant le membre fautif à s'amender »³⁸. Avant 1990, la déontologie et la discipline étaient assujetties à une seule autorité, soit celle de l'employeur. Il s'agit de deux concepts issus de droits connexes et complémentaires :

Cependant, que le policier compare devant un comité de discipline interne ou qu'il compare devant le Comité de déontologie policière pour un geste commis dans l'exécution de ses fonctions à l'endroit d'un membre du public, il s'agit, dans

³⁶ Ministère de la Sécurité Publique, *Code de déontologie des policiers du Québec* D. 920-90, (1990) 122 G.O. II, 2531 [c. 0-8.1, r. 1] (90-09-01) [LOP-2] dans la *Loi sur l'organisation policière*, L.R.Q., c. 0-8.1., section 2, art. 13.

³⁷ Corbo, C., *À la recherche d'un système de déontologie policière juste, efficient et frugal*, Rapport de l'examen des mécanismes et du fonctionnement du système de déontologie policière effectué à la demande du ministre de la Sécurité publique du Québec, Publication du Québec, 1996, 208 pages, p.149.

³⁸ *Supra*, note 9, page 54, annexe 2.

les deux cas, de l'application du même système de droit, c'est-à-dire le droit disciplinaire.³⁹

En séparant le concept déontologique de la procédure disciplinaire, certaines particularités ont été considérées pour établir la composition et le cadre procédural de l'organisme déontologique. Les critères recommandés par *l'International Association for Civilian Oversight of Law Enforcement*⁴⁰, sont :

- Les plaintes doivent être traitées par un organisme distinct et indépendant du service de police ;
- Un tel organisme doit être composé en majorité de non-policiers ;
- Un tel organisme doit disposer de pouvoirs de traitement des plaintes, d'enquête, d'obtention de l'information et de contrainte pour l'obtention de réponses ;
- Le système doit faire preuve de transparence générale et, en particulier, dans ses fonctions de tribunal, doit permettre des audiences publiques ;
- Cette instance doit avoir le pouvoir d'imposer des sanctions ;
- Les personnes responsables du traitement des plaintes doivent être nommées par une autorité publique autonome.

Cela correspond aux propos de l'honorable juge Le Dain dans l'affaire *Valente c. La Reine* :

[...] tant l'indépendance que l'impartialité sont fondamentales non seulement pour pouvoir rendre justice dans un cas donné, mais aussi pour assurer la confiance de l'individu comme du public dans l'administration de la justice. Sans cette confiance, le système ne peut commander le respect et l'acceptation qui sont essentiels à son fonctionnement efficace.⁴¹

Le 16 août 1996, le ministre de la Sécurité publique confiait à M. Corbo le mandat de rechercher des mesures susceptibles d'alléger la lourdeur administrative et les coûts du système de déontologie policière sans en compromettre la crédibilité et l'efficacité. Dans son rapport intitulé « *À la recherche d'un système de déontologie policière juste, efficient et frugal* »⁴², il retient les points suivants qui, selon lui, posent problème :

³⁹ De Blois, R., *Initiation à la déontologie policière*, Édition l'Ardoise, 1998, 89 pages, p. 58.

⁴⁰ *Supra*, note 37, p. 59.

⁴¹ *Valente c. La Reine* [1985] R.C.S. 673,689.

⁴² *Supra*, note 37.

- délai moyen de deux ans entre le dépôt d'une plainte et la sentence rendue par le Comité;
- délai additionnel moyen de quatre ans et plus lorsque la sentence est portée en appel;
- délai moyen de huit mois pour l'enquête d'une plainte ;
- l'analyse du rapport d'enquête pour citer ou rejeter la plainte est d'environ cinq mois;
- délai de six mois entre la citation et l'audition ;
- traitement moyen de 750 plaintes par année, alors qu'un peu plus de 1 000 plaintes sont introduites annuellement dans le système ;
- démarche marquée par la confrontation et la judiciarisation au détriment de la conciliation plus légère et plus rapide ;
- coût annuel des institutions (Commissaire, Comité) environ 4,5 M \$.

Les recommandations retenues par le législateur sont de maintenir la structure actuelle avec quelques modifications tout en assurant sa gratuité dont : faciliter le dépôt et le cheminement des plaintes, accroître le recours à la conciliation, instaurer un nouveau mécanisme d'enquête rapide et abolir le Comité constitué d'un avocat, d'un officier de police et d'un membre représentant les organismes sociaux économiques pour les remplacer par trois juges siégeant individuellement, ayant plein pouvoir et investis de toute la compétence.

Nommé par le gouvernement, le *Commissaire à la déontologie policière* a pour fonction de recevoir et d'examiner toute plainte, formulée par écrit par toute personne, relative à la conduite d'un policier ou d'un constable spécial dans l'exercice de ses fonctions et pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec. Le *Comité de déontologie policière* est un organisme indépendant et autonome⁴³. Il procède à l'audition publique des témoins et a pour fonction de décider si la conduite du policier ou du constable spécial contrevient au Code de déontologie des policiers du Québec. Auquel cas, le Comité peut imposer au policier une sanction exécutoire. Toute décision du Comité de déontologie

⁴³ Ministère de la Sécurité Publique, *Comité de déontologie policière* D. 920-90, (1990) 122 G.O. II, 2531 [c. 0-8.1,r. 1] (90-09-01) [LOP-2] dans la *Loi sur l'organisation policière*, L.R.Q., c. 0-8.1., section 3, art. 194 -212. Le comité ne peut siéger dans un immeuble occupé par un corps de police ou par le commissaire à la déontologie (a.197), le comité est composé d'avocat admis au Barreau depuis au moins 10ans à temps plein et 5 ans à temps partiel (a.198), le mandat est d'une durée de 5 ans et renouvelable par le gouvernement (a.199), les membres du comité doivent prêter serment aux annexes a et b(a.203).

policrière peut faire l'objet d'un recours en appel, par le Commissaire ou le policier, devant un juge de la *Cour du Québec*. La décision du juge est finale et sans appel.⁴⁴

Pour compléter ce chapitre, nous croyons utile de décrire sommairement la notion d'usage de la force dans le travail policier.

1.5 Le travail policier et l'usage de la force

Le droit de recourir à l'usage de la force pour le policier est reconnu dans la mesure où elle s'exerce dans le cadre de ses fonctions et à condition que cela soit nécessaire pour appliquer ou exécuter la loi :

Le Comité a déjà précisé le cadre factuel et légal d'une intervention policière lorsque des policiers sont appelés à recourir à la force pour maîtriser un individu. [...], [l]es tribunaux sont régulièrement intervenus dans des affaires impliquant le recours à la force de la part des policiers et ils ont dégagé et retenu deux principes de base [...]. Le premier principe exige l'existence d'une loi ou d'un règlement autorisant le policier à agir. Quant au second, il prévoit que le degré de force utilisé au moment de l'intervention respecte celui du nécessaire.⁴⁵

Il importe de savoir que l'intervention est faite dans son cadre légal lors d'une arrestation ou détention. Néanmoins il arrive que le caractère illégal d'une intervention n'est pas déterminant pour établir s'il y a eu usage de force excessive. En effet, nous constatons qu'un policier peut être reconnu fautif en regard de l'absence du respect des droits de la personne (fouille abusive ou arrestation sans fournir au prévenu ses droits) sans pour autant que le tribunal déclare que l'usage de la force ait été excessif ou abusif.

⁴⁴ Le Commissaire à la déontologie, *Processus de traitement des plaintes sur la conduite des policiers et des constables spéciaux*, Service des communications du bureau du Commissaire à la déontologie policière, feuillet d'information.

⁴⁵ *Commissaire c. Blanchet, Richard, Soucy et Turcotte*, (C.D.P.) C-98-2565-2, C-98-2566-2, C-98-2567-2, 3 juillet [2000]. 15 pages, p. 9. [ci-après *Commissaire c. Blanchet*].

Lorsque le policier est confronté à prendre la décision de recourir à l'usage de la force, il fait son choix dans une démarche visant la résolution de problèmes conforme à ce qui lui a été enseigné. L'approche en résolution de problèmes comporte plusieurs facteurs à considérer dans l'analyse visant à trouver une solution. Cela exige du policier d'avoir une approche rationnelle et une vision objective de ce qui se passe ainsi qu'une bonne connaissance technique en matière d'intervention en situation de crise. Ces exigences visent à permettre une réponse adéquate aux problèmes rencontrés. Cela nécessite du policier les aptitudes suivantes : « Tout cela implique deux aspects méta cognitifs importants : la connaissance et le contrôle de soi, et la connaissance et le contrôle du processus »⁴⁶. Devant une situation de crise le policier doit évaluer sa capacité physique : peut-il y arriver seul ou à-t-il besoin de renfort ? il va puiser dans ses apprentissages expérientiels, dans ces connaissances théoriques (psychologie) ou techniques (intervention physique) et juridiques (cadre légal); tout cela en fonction du contexte où il se trouve (degré de dangerosité).

La connaissance est une notion. Les notions conjuguées aux habiletés fournissent la compétence. La compétence est l'application cohérente des connaissances et habiletés en fonction des attitudes, aptitudes et habitudes dans l'action. Cette action doit être précédée d'une évaluation et d'un plan. L'action est alors appliquée dans une philosophie de courtoisie, de professionnalisme et de respect, en regard avec la mission et la tâche, évidemment sans jamais oublier l'aspect humain.⁴⁷

Certains facteurs contribuant au recours à la force excessive peuvent être évalués en fonction de différents comportements du policier. Ceux-ci ont été regroupés chronologiquement comme nous le décrivons dans ce qui suit.⁴⁸

⁴⁶ *Supra*, note 22, p.33.

⁴⁷ Institut de police du Québec, *Modèle systémique « Vision des valeurs »*, 1998, tableau transmis lors d'un cours pilote sur l'approche verbale en situation de crise.

⁴⁸ Maxwell, W., *Le recours à la force excessive*, Périodique, La Gazette de la Gendarmerie Royale du Canada, vol.55, no 10, 1993, p. 2 à 6.

- les facteurs pré-incident ou courants

Il s'agit de facteurs reconnus pour produire un état de désensibilisation provoquée par l'habitude de vivre ce genre de situation; cet état contribue à « normaliser » un comportement violent. La polarisation des attitudes et des stéréotypes renforcés par un préjugé ancré conduit le policier à voir les criminels potentiels comme des ennemis, ce qui légitime celui-ci à agir en « justicier ». Parmi les facteurs reconnus, on peut noter l'apparition de mécanismes de défense de la part du policier comme : la rationalisation justifiant le geste en invoquant des motifs non pertinents, le déplacement en se défoulant de ses frustrations sur le criminel, la conversion modifiant un sentiment de peur en agression ainsi que le stress et la tension inhérents au milieu de travail policier.

- les facteurs pendant l'incident

La perte de la maîtrise d'une situation peut entraîner le policier à compenser par l'usage de la force excessive. Son comportement, sa pensée sont alors fonction de ses émotions, de ses craintes (fuir ou lutter). On assiste au désir de châtier, de réprimer le comportement inacceptable sur-le-champ. On peut inclure dans cette catégorie, l'influence de la pensée du groupe, les mauvaises interprétations de paroles ou de gestes et l'exaltation provoquée par l'empressement du moment.

- les facteurs suivant l'incident

La culpabilisation ressentie par le policier est susceptible de l'amener à développer une version dénaturée des faits par la rationalisation lui permettant de se justifier. C'est ce qui engendre les rumeurs embellissant un geste de type « bavure » en geste tout à fait acceptable inspirant les autres. Entre également dans cette catégorie, la dissimulation des faits à ses supérieurs par peur des réprimandes ou sanctions; ceci est susceptible d'engendrer un stress supplémentaire contribuant à reproduire d'autres erreurs de même nature lorsqu'il est confronté à une autre situation de crise.

Pour mieux comprendre ce dont il s'agit, examinons le déroulement du processus dans le cadre de l'utilisation de la force. Ce processus s'effectue généralement de la façon suivante⁴⁹.

En premier lieu, le policier évalue l'incident puis il s'engage dans l'incident de façon volontaire ou par suite de directives reçues. Pour ce faire, le policier doit considérer les facteurs temps, espace et distance relatifs à la situation. S'ajoutent : le degré de danger en fonction du nombre d'opposants; sa capacité physique par rapport à celle de l'opposant; la manifestation d'une menace ou du niveau de résistance des personnes impliquées; les informations particulières connues concernant celles-ci et l'environnement immédiat.

Puis, il choisit une tactique de contrôle dont le niveau de force convient à la situation. À cette fin, le choix de recours à la force varie selon le nombre de policier sur les lieux, la résistance du prévenu, le degré de dangerosité. Règle générale, le policier utilise un niveau de force semblable au niveau de résistance.

Il appartient au policier d'appliquer l'une des tactiques suivantes :

- la présence policière
- l'approche verbale
- le contrôle à mains nues
- les aérosols oléorésine capsicum (poivre de Cayenne)
- les techniques de frappes à mains nues
- les armes à impact
- le blocage latéral du cou
- l'arme de service (force mortelle)

Son intervention ayant modifié la situation, il doit réévaluer constamment le tout en fonction de ses objectifs. Si l'intervention choisie a échoué, il en revoit le déroulement et revient à l'étape du choix d'une tactique d'intervention. Il doit alors choisir une autre option selon la gradation nécessaire pour arriver à maîtriser le prévenu.

⁴⁹ Puder, G. , *Revoir la théorie du recours à la force : une approche exhaustive*, Périodique, La Gazette de la Gendarmerie Royale du Canada, vol.55, no 10,1993, page 7-10.

CHAPITRE II

L'USAGE DE LA FORCE ET SES PARAMÈTRES DE CONTRÔLE

2.1 Le droit pénal

Le Code criminel stipule à l'article 25 que :

quiconque est, par la loi, obligé ou autorisé à faire quoi que ce soit dans l'application ou l'exécution de la loi à titre d'agent de la paix ou de fonctionnaire public, est, s'il agit en s'appuyant sur des motifs raisonnables, fondé à accomplir ce qu'il lui est enjoint ou permis de faire et fondé à employer la force nécessaire pour cette fin.

L'article 26 du Code criminel précise que :

quiconque est autorisé par la loi à employer la force est criminellement responsable de tout excès de force, selon la nature et la qualité de l'acte qui constitue l'excès.⁵⁰

Ces articles décriminalisent l'utilisation de la force nécessaire tout en en balisant l'usage. Ils précisent les éléments sur lesquels on doit se baser pour déterminer l'utilisation de la force permise tout en interdisant l'utilisation de cette force de manière excessive. Les règles permettant la reconnaissance d'une culpabilité en vertu du Code criminel nécessitent la preuve de la commission de l'acte mais également de celle de l'intention de faire ou « mens rea ». Dans le cas qui nous intéresse, cela signifie avoir volontairement fait usage d'une force excessive hors de tout doute raisonnable.

Certaines décisions rendues ont apporté des limites plus précises en regard à l'utilisation de la force par des policiers, notamment dans la décision *Cluett c. La Reine*⁵¹. Dans cette affaire, le suspect est décédé suite à son arrestation au cours de laquelle le policier utilisa la force. Le

⁵⁰ S.R.C. 1970, c. C-34, art. 26.

⁵¹ *Cluett c. La Reine*, R.J.P.Q. 85-335, [1985] 2 R.C.S. 216, (1986) 21 C.C.C. (3d) 318. [ci-après *Cluett*].

policier accusé de meurtre fut acquitté et les motifs qui soutiennent la décision sont utilisés comme jurisprudence dans les causes déontologiques sur l'usage de la force.

Notons également la situation de légitime défense en droit pénal. Il s'agit d'une décision visant un policier accusé de voies de fait pour lequel il fut acquitté. L'événement concerne un policier qui utilise la force en réaction à une poussée dans le dos par le plaignant. Le geste reproché consistait à saisir le cou du prévenu et à le plaquer au mur pour le neutraliser. Le juge Guy Gagnon dit en citant Fortin et Viau dans leur traité de droit pénal général:

Il y a attaque lorsqu'il y a violence appliquée à l'endroit d'une personne ou encore un geste suscitant la crainte qu'il y ait violence. C'est ça qui constitue une attaque. La légitime défense autorise une action défensive, c'est-à-dire le droit de repousser la violence ou une action préventive en vertu de laquelle une personne prévient une attaque ou sa répétition.⁵²

Il est intéressant de voir que la légitime défense peut être retenue dans le cas de l'utilisation de la force lorsque cette utilisation est défensive et a pour objectif la prévention d'une attaque ou sa répétition et non pas juste en réaction à une attaque portée.

2.2 Le droit disciplinaire

L'énumération des devoirs et obligations en droit disciplinaire n'est pas limitative par rapport à un comportement éthique. La faute disciplinaire correspond à un manquement à une règle morale ou de comportement plutôt qu'à une prescription juridique. « [...] Il faut donc conclure que le droit disciplinaire diffère essentiellement du droit pénal [...]. La faute professionnelle [...], est indéfinie alors que la faute pénale doit toujours en principe être définie clairement »⁵³.

⁵² *La Reine c. Rino Dechamplain*, C.Q. 625-01-000977-993, 17 mai 1999, (Décision sur note sténographique, page 29-30) Citation de Fortin et Viau, *Traité de droit pénal général*, page 25.

⁵³ *Bécharde c. Roy*, [1974] C.S. 13.

Certes le droit disciplinaire n'est ni le droit pénal, ni le droit civil. Il emprunte à ces deux branches du droit, en plus de comporter des éléments qui lui sont propres. Comme son objet est de réglementer les rapports entre les membres d'une profession et le public, en raison d'actes ou de services requis des nombres *intuitu personae* dans leurs activités personnelles, on a raison de dire qu'il s'agit d'un droit *sui generis*.⁵⁴

Contrairement au droit criminel où le degré de preuve est l'absence de doute raisonnable, le droit disciplinaire réfère au droit administratif où la prépondérance de la preuve est le degré requis. Des distinctions existent également en ce qui concerne les règles d'admissibilité de la preuve (ex. : présence des témoins, règles des procédures) et la nature des offenses. Les objectifs sont différents également, car « le but de la discipline consiste à corriger et non punir ».⁵⁵ C'est ce qui explique le principe de gradation des sanctions, reconnu en droit disciplinaire mais non en droit criminel :

[...] la discipline doit revêtir dans la mesure du possible un caractère constructif et progressif. [...] constructif en ce sens qu'elle permet à l'individu de prendre conscience de son comportement répréhensible et des moyens à prendre pour améliorer sa conduite, progressif en ce sens qu'on doit observer une certaine gradation dans l'usage des mesures disciplinaires [...]. Toutefois, il va sans dire que lorsque l'on fait face à une infraction grave, la discipline doit obligatoirement revêtir un caractère punitif.⁵⁶

2.2.1 Le processus disciplinaire

La gestion de la discipline nécessite pour l'organisation policière, l'adoption d'un règlement disciplinaire, tel que le prévoit la *Loi sur la police*⁵⁷ Nous retrouvons également dans cette loi⁵⁸ ce que doit prévoir le règlement disciplinaire de façon générale. Il est stipulé que le règlement devra contenir des dispositions sur les devoirs et normes de conduite du policier

⁵⁴ Lemieux c. Lippens, [1973] R.L. 429.

⁵⁵ Le Corre & associés (Firme), *L'approche disciplinaire : choix de sanctions, modèles et cas vécus*, Cowansville (Qc.), Yvon Blais, 1996, 270 pages.

⁵⁶ Leclerc, M. et M. Quimper, *Les relations du travail au Québec, Une analyse de la situation dans le secteur public*, Presses de l'université du Québec, 1994, 336 pages, p.266.

⁵⁷ Ministère de la Sécurité publique, *Loi sur la police*, L.R.Q., c. P-13.1 [LP-1], Chapitre II, Discipline interne, articles 256-257. Ces dispositions rend obligatoire l'adoption d'un règlement relatif à la discipline interne pour tous les corps de police du Québec.

de manière à assurer leur efficacité, la qualité de leur service et le respect de l'autorité dont ils relèvent. Le règlement disciplinaire doit donc contenir les informations suivantes⁵⁹ :

- les objectifs poursuivis par la direction ;
- une liste des comportements que la direction voudrait voir adopter par les salariés;
- une liste de mesures disciplinaires ;
- une liste des facteurs dont les responsables hiérarchiques devront tenir compte au moment de décider d'une mesure disciplinaire ;
- une procédure à suivre au moment de l'application de la politique.

En général, la procédure disciplinaire s'initie suite à une plainte découlant de ce qui a été fait ou aurait dû être fait par l'employé concerné. L'enquêteur interne recueille les témoignages des personnes ayant participé à l'évènement afin d'établir les faits, rencontre l'employé pour avoir sa version et comprendre les motifs qui ont poussé celui-ci à agir ainsi. La personne en autorité est saisie du dossier d'enquête et détermine s'il y a faute et, le cas échéant évalue le degré de responsabilité en tenant compte des causes du comportement inacceptable. En considérant les circonstances entourant l'infraction, l'ancienneté, les rapports d'évaluation antérieurs, les antécédents disciplinaires et ou déontologiques, (même si la déontologie ne relève pas de la voie disciplinaire, le comité de discipline peut en tenir compte), le responsable choisit une sanction appropriée et motive sa décision dans un rapport écrit⁶⁰. À noter que la plupart des corps policiers sont soumis à un code disciplinaire appliqué dans le respect des règles de justice naturelle; ils comprennent une procédure comportant une audition contradictoire au niveau interne avec une procédure quasi-judiciaire d'appel. La décision de la direction peut être contestée ultérieurement par le policier par voie de grief et suivre une procédure arbitrale le cas échéant.

Les principes de justice naturelle et d'équité procédurale qui s'appliquent en droit disciplinaire sont basés sur diverses sources :

⁵⁸ *Ibid.* Chapitre II, Discipline interne, articles 258-259.

⁵⁹ *Supra*, note 56, p.266-267.

⁶⁰ Bélanger, L., *La gestion des rapports sociaux au travail, Gestion stratégique des ressources humaines*, Boucherville, Gaetan Morin, 1988, p.592.

En somme, les sources procédurales du droit disciplinaire sont les Chartes des droits et libertés, le Code des professions, les lois constitutives des corporations, les règles de pratique qui peuvent être adoptées à leur suite et les règles jurisprudentielles relatives à la justice naturelle.⁶¹

2.2.2 La déontologie et la discipline au sein de la Sûreté du Québec

Pour illustrer ce qu'est un règlement disciplinaire, nous avons choisi le *Règlement sur la déontologie et la discipline des membres de la Sûreté du Québec* (1987)⁶². Ce choix est motivé par le fait qu'il s'agit d'un règlement toujours en vigueur aujourd'hui concernant la police et faisant partie de la *Loi de police*⁶³ au même titre que le *Code de déontologie policière*⁶⁴. Fait à noter, nous limitons notre énumération des articles aux principales dispositions pertinentes pour permettre un exercice comparatif, cela dans le but d'éviter de reproduire intégralement dans ce document les divers règlements disciplinaires.

Ce règlement remplace le règlement disciplinaire instauré en 1966. La nécessité d'adopter un nouveau règlement disciplinaire est apparu à l'époque avec la particularité d'impliquer des personnes civiles dans les différentes étapes du processus disciplinaire et déontologique (Comité d'examen des plaintes, l'autorité disciplinaire). Ce choix du législateur visait à garantir une meilleure transparence dans le traitement des plaintes et plus particulièrement les plaintes du public.

La coordination du processus disciplinaire est centralisée à la division des Affaires internes. Les infractions ou omissions en vertu de ce Règlement qui comprend un Code de discipline

⁶¹ Goulet, M., *Le droit disciplinaire des corporations professionnelles*, Cowansville, Yvon Blais, 1993, 238 pages, p. 25-26.

⁶² Ministère de la Sécurité publique, *Règlement sur la déontologie et la discipline des membres de la Sûreté du Québec*, D. 467-87, (1987) 119 G.O. II, 1809 [c. P-13, r. 3.1] (87-04-16)* [LP-6] de la *Loi de police*, L.R.Q., c. P-13, art. 57.1.

⁶³ Ministère de la Sécurité publique, *Loi sur la police*, L.R.Q., c. P-13.1 [LP-1], Chapitre II, *Discipline interne*: Le gouvernement prend un règlement relatif à la discipline interne des membres de la Sûreté du Québec, sur recommandation du directeur général. [2000, c. 12, art.257].

⁶⁴ Ministère de la Sécurité publique, *Loi sur la police*, L.R.Q., c. P-13.1 [LP-1], Chapitre I, section I, *Déontologie* : Le gouvernement peut adopter par règlement un Code de déontologie des policiers du Québec qui détermine les devoirs et normes de conduite des policiers dans leurs rapports avec le public, [2000, c. 12, art.127].

portent également sur des normes déontologiques. La raison découle du fait qu'au moment de son adoption en 1987, le processus de déontologie policière tel qu'on le connaît aujourd'hui n'existait pas et l'organisation policière devait alors administrer en tenant compte à la fois de la discipline et de la déontologie.

Le *Code de discipline des policiers de la Sûreté du Québec*⁶⁵ comporte 15 devoirs généraux. Selon le code, un manquement à l'un ou l'autre de ces devoirs « constitue notamment une faute disciplinaire » Par la suite, le code présente 49 énoncés plus spécifiques faisant référence à ce qui constitue un comportement dérogatoire en vertu du présent code.

Le chapitre IV prévoit la procédure requise lors de la réception des plaintes. Elle comprend l'obligation d'informer par écrit le policier visé du fait qu'une plainte a été portée et de sa nature ainsi que la création d'un Comité d'examen des plaintes composé de cinq personnes, deux officiers et trois civils, dont un doit être avocat (article 33, chapitre V).

Un comité de discipline est également prévu (article 52). Ce comité est composé de 10 officiers désignés par le Directeur général et de 3 civils nommés par le Solliciteur général (article 53). Le comité saisi d'une plainte siège par groupe de 3 personnes comprenant un civil. Si le policier dûment convoqué n'est pas présent sans excuse raisonnable, la cause peut être entendue en son absence (article 65). La tenue de l'audition respecte la procédure contradictoire et le policier intimé a le droit de se faire assister par un policier de la Sûreté ou par un avocat. Les dépositions sont enregistrées et l'audition est publique (articles 66-70).

⁶⁵ Ministère de la Sécurité publique, *Règlement sur la déontologie et la discipline des membres de la Sûreté du Québec*, D. 467-87, (1987) 119 G.O. II, 1809 [c. P-13, r. 3.1] (87-04-16)* [LP-6] de la *Loi de police*, L.R.Q., c. P-13, art. 57.1.

- la sanction disciplinaire

Les sanctions prévues par le règlement vont de l'avertissement jusqu'à la suspension lorsque l'audition est présidée par un officier et de l'avertissement jusqu'à la rétrogradation et la destitution lorsque celle-ci est présidée par un comité (articles 75-76). Cette décision doit être écrite, motivée et signée (article 77). Le Directeur général rend la décision finale c'est-à-dire qu'il confirme, modifie ou décide ne pas donner suite à la recommandation (article 78). Si sa décision a pour effet de modifier la recommandation, le membre en est avisé et peut formuler des représentations écrites à cet égard (article 79). Il faut noter qu'il n'y a plus de comité de révision ou d'appel. Toute sanction disciplinaire imposée par le Directeur général est exécutoire, sauf dans le cas de la rétrogradation et de la destitution où la décision du Directeur général est alors soumise à l'autorité du ministre de la Sécurité publique (article 81). Il est possible pour le membre de déduire de ses congés annuels ou hebdomadaires, à raison d'un jour par semaine, ses journées de suspension (article 82).

Enfin, l'article 85 stipule que ce règlement ne doit pas être interprété comme pouvant affecter le contrat de travail. Cette disposition reconnaît officiellement le droit de grief et conséquemment le droit au recours à l'arbitrage de grief disciplinaire, stipulé à l'article 30 du contrat de travail entre le Gouvernement du Québec et l'Association des policiers provinciaux du Québec⁶⁶.

Il est important de noter que les points de distinction entre le droit disciplinaire et le droit criminel sont multiples et justifiés comme le reconnaît la jurisprudence notamment au plan des règles applicables. En effet, un policier peut être acquitté voire même échappé au dépôt d'accusation au niveau criminel en regard de l'utilisation de la force excessive mais être reconnu responsable d'un acte dérogatoire en vertu du Code de déontologie policière parce qu'il a eu recours à une force plus grande que nécessaire concernant les mêmes faits.

⁶⁶ *Supra*, note 9.

2.3 Le droit déontologique policier

2.3.1 Le processus de déontologie policière

Le Québec a modifié sa législation pour extraire le concept de déontologie de celui de discipline. Cependant en France et ailleurs dans le monde cette division n'existe pas encore. Il est important de préciser que la faute déontologique et la faute disciplinaire sont issues d'un seul et même droit, soit le droit disciplinaire : « La faute disciplinaire est une faute déontologique, une violation des principes écrits ou non écrits de moralité propres à un milieu professionnel »⁶⁷. Encore au Québec malgré cette scission, ces deux concepts ne sont pas toujours étanches. Lors d'une requête en révision judiciaire à l'encontre d'une décision du Comité de déontologie, les policiers avaient reproché au Comité de ne pas avoir distingué l'instance disciplinaire de l'instance déontologique. La Cour supérieure rejeta la requête en concluant, après un survol de la jurisprudence et de la doctrine pertinentes, qu'il n'y avait pas lieu de distinguer déontologie et discipline⁶⁸.

2.3.2 La réglementation en déontologie policière

La déontologie professionnelle peut être considérée comme « l'ensemble des règles de probité et de morale que les membres d'un corps professionnel doivent respecter »⁶⁹. Dans le dictionnaire Larousse, on donne la définition suivante : « Ensemble des règles et des devoirs qui régissent une profession, la conduite de ceux qui l'exercent, les rapports entre ceux-ci et leurs clients ou le public »⁷⁰. Cette notion est balisée par des normes en lien avec les attentes du public. Elles sont issues des exigences du public et de l'État et déterminent les devoirs et obligations éthiques du « professionnel »; par analogie, on peut penser au policier diplômé de

⁶⁷ Delpérée, F., *L'élaboration du droit disciplinaire de la fonction publique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969, 250 pages. P. 24.

⁶⁸ Duclos c. Comité de déontologie policière (C.S.) Montréal 500-05-052579-990. Patry c. Comité de déontologie policière (C.S.) Montréal 500-05-052569-991. Fafard c. Comité de déontologie policière (C.S.) Montréal 500-05-052560-990.

⁶⁹ P. Nicoleau, « *Dicojuris* », « *lexique de droit privé* », éd. Ellipses 1996, V° Déontologie.

⁷⁰ Larousse, *Bibliorom*, Microsoft Corporation et Liris Interactive, 1996.

l'école de police et formé à l'intervention policière respectueuse des droits du citoyen. Les principes se présentent sous forme d'énoncés, c'est-à-dire de règles de pratiques professionnelles. « C'est l'ensemble des discours et des pratiques normatives qui constituent la coutume de chaque profession avant même d'être consacrée par une loi ou un règlement »⁷¹. De ces normes découlent une forme codifiée pour permettre une référence commune.

À l'instar de cette approche, on peut noter que le Code de déontologie policière se définit comme un « Ensemble de règles qui déterminent les devoirs et normes de conduite des policiers dans leurs rapports avec le public dans l'exercice de leurs fonctions et constituant un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec ».⁷²

Ainsi, le Code de déontologie policière est un recueil de normes et de principes qui encadrent le policier dans ses activités policières auprès du public, actions propres à la fonction et qu'il est appelé à poser quotidiennement dans sa vie professionnelle. Celui-ci permet d'imposer au policier « [...] des devoirs d'ordre général et particulier envers ses clients et sa profession, notamment celui de s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité »⁷³.

Le Code de déontologie contient deux sections : les dispositions générales et les devoirs et obligations de conduite du policier. C'est dans cette dernière que l'on retrouve les sept devoirs exigés de tout policier du Québec. Comme l'indique De Blois « [...] la formulation utilisée par le législateur est suffisamment large pour couvrir, à toutes fins pratiques, tous les faits et gestes d'un policier dans l'exécution de ses fonctions »⁷⁴. Et Brisson d'ajouter que « ...le policier peut donc toujours être pris en défaut, même pour des actes qui sont autorisés.

⁷¹ Varaut, J. M., *Mission de réflexion et de propositions en vue de l'élaboration d'un code des professions judiciaires et juridiques*, Paris, La Documentation française, 1998, 287p., p.21.

⁷² Voir communiqué 24.300, Ministère de la Sécurité publique, *Code de déontologie des policiers du Québec*, D. 920-90, (1990) 122 G.O. II, 2531 [c. 0-8.1, r. 1] (90-09-01) [LOP-2] dans la *Loi sur l'organisation policière*, L.R.Q., c. 0-8.1.. voir communiqué 24.300.

⁷³ Blais, R., Barreau du Québec, Formation professionnelle, *Déontologie : appliquer à sa pratique les règles de l'éthique*, Cowansville, Yvon Blais, 1989, 115 p, page 10, cit. art. 87 du *Code des professions*.

⁷⁴ *Supra*, note 39 p. 18

Souvent le texte de la norme laisse au travailleur le soin de déterminer les limites entre un acte légitime et illégal. Le cas de l'usage policier de la force en est un bon exemple »⁷⁵. Notons que le but de notre étude consiste justement à permettre une meilleure détermination des balises pouvant guider le policier entre l'acte légitime et l'acte illégal.

Les dispositions générales prévues à la section 1 du *Code*⁷⁶ couvrent le champ d'application⁷⁷, l'objet du code⁷⁸, l'objectif des normes⁷⁹, la définition de l'acte dérogatoire⁸⁰. Ces dispositions générales constituent les paramètres structurant le cadre d'application du code. Elles permettent de situer l'objectif poursuivi par celui-ci, déterminent l'étendue de son application soit à tous les corps policiers du Québec incluant les constables spéciaux. Le code promeut le professionnalisme et s'inscrit dans le prolongement des principes contenus dans la *Charte des droits et libertés de la personne*. Il comporte un pouvoir exécutoire en matière d'imposition de sanction au policier dont l'acte a été trouvé dérogatoire par rapport aux devoirs et normes contenus dans ce code. Le *Code de déontologie policière* est un règlement sanctionné par le législateur.

⁷⁵ *Supra*, note 21, à la p.156

⁷⁶ Ministère de la Sécurité publique, *Code de déontologie des policiers du Québec*, D. 920-90, (1990) 122 G.O. II, 2531 [c. 0-8.1, r. 1] (90-09-01) [LOP-2], Section I, p.77.

⁷⁷ a.1 Le présent Code détermine les devoirs et normes de conduite des policiers dans leurs rapports avec le public dans l'exercice de leurs fonctions. Il s'applique aux policiers membres de la Sûreté du Québec, du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, de tout autre corps de police municipale, ainsi qu'aux constables spéciaux.

⁷⁸ a.2 Afin de promouvoir la qualité du service policier dans ses rapports avec le public, le policier favorise dans la mesure de ses possibilités, le développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et sa participation aux cours et aux stages de formation permanente.

⁷⁹ a.3 Le présent Code vise à assurer une meilleure protection des citoyens et citoyennes en développant au sein des services policiers des normes élevées de services à la population et de conscience professionnelle dans le respect des droits et libertés de la personne dont ceux inscrits dans la Charte des droits et libertés de la personne (L. R.C., c. C-1 2).

⁸⁰ a.4 Tout manquement ou omission concernant un devoir ou une norme de conduite prévue par le présent Code constitue un acte dérogatoire et peut entraîner l'imposition d'une sanction en vertu de la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives (1988, c.75).

À la section II du Code nous retrouvons les devoirs et normes de conduite du policier que nous reproduisons en annexe A . Les normes et devoirs énumérés à cette section du code constituent les facteurs structurant dans le rapport du policier avec le citoyen. Le policier doit se comporter de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction, éviter toute forme d'abus d'autorité dans ses rapports avec le public, respecter l'autorité de la loi et des tribunaux, et collaborer à l'administration de la justice. Il doit, en outre, exercer ses fonctions avec probité, désintéressement et impartialité et respecter les droits de toute personne placée sous sa garde. Finalement, il doit utiliser son arme ou toute autre pièce d'équipement avec prudence et discernement.

Dans le cas où le Comité déciderait que la conduite du policier est dérogoire à l'une des dispositions du Code de déontologie, le Comité peut imposer les sanctions suivantes⁸¹ :

- 1° l'avertissement ;
- 2° la réprimande ;
- 3° le blâme ;
- 4° la suspension sans traitement pour une période d'au plus 60 jours ouvrables ;
- 5° la rétrogradation ;
- 6° la destitution.

Dans la détermination d'une sanction, le Comité prend en considération la gravité de l'inconduite du policier, compte tenu de toutes les circonstances, ainsi que de la teneur de tout dossier antérieur en déontologie. Le Commissaire ou le policier peuvent en appeler de la décision devant la Cour du Québec.

Le Comité est institué par l'article 89 de la L.O.P.⁸². Il connaît et dispose de toute citation en matière de déontologie policière. Le Comité est composé d'avocats admis au Barreau depuis au moins dix ans pour les membres à temps plein et de cinq ans pour les membres à temps partiel (article 198). Les membres nommés pour une période déterminée d'au plus cinq ans

⁸¹ Ministère de la Sécurité publique, *Code de déontologie des policiers du Québec*, D. 920-90, (1990) 122 G.O. II, 2531 [c. 0-8.1, r. 1] (90-09-01) [LOP-2] dans la *Loi sur l'organisation policière*, L.R.Q., c. 0-8.1., art. 234 et 235, page 59. Noter qu'un policier ne pouvant faire l'objet d'une sanction parce qu'il a démissionné, a été congédié, ou a pris sa retraite peut être déclaré inhabile à exercer la fonction d'agent de la paix pour une période d'au plus cinq ans. [2000, c. 12, art. 234].

(cette période peut être renouvelée) sont rémunérés par le gouvernement et doivent prêter serment d'impartialité (articles 199 à 203). L'audition par le Comité se fait en présence d'un membre agissant seul, (avant 1997 le comité siégeait à trois membres) (article 207) et qui est saisi par le dépôt d'une citation (article 214).

La citation doit relater la conduite constituant un acte dérogatoire au Code de déontologie, indiquer la disposition du code dont la violation est alléguée ainsi que les circonstances de temps et de lieu entourant la conduite dérogatoire (article 216). La citation est signifiée par courrier recommandé ou certifié (article 217). Le policier visé doit produire une déclaration reconnaissant ou niant les faits reprochés (article 218). Le Commissaire et le policier sont parties à l'instance (article 219). Le Comité doit permettre au policier de se faire entendre et de présenter une défense pleine et entière (article 221). Une personne qui comparaît a le droit d'être représentée par un avocat ou la personne qu'il désigne (article 228). L'audition, sauf ordonnance spéciale, est publique (article 229). Avant d'imposer une sanction, le Comité doit entendre les parties au sujet de cette sanction (article 233). Toute décision du Comité est écrite et motivée (article 236) et, lorsque finale, peut faire l'objet d'un appel de plein droit devant la Cour du Québec (article 241).

Suite au rapport Corbo portant sur l'examen des mécanismes du processus déontologique, le législateur a apporté des modifications au processus de cheminement d'une plainte. Celles-ci sont entrées en vigueur le 1^{er} octobre 1997 en vertu de la *Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et la Loi de police en matière de déontologie policière*. En voici les éléments principaux

La plainte doit être écrite et déposée dans un délai n'excédant pas un an auprès du Commissaire à la déontologie policière ou de tout corps de police. Sur réception, le Commissaire analyse la plainte afin de déterminer si elle relève de sa juridiction. Sa décision peut être de conserver la plainte sous sa juridiction ou de la rejeter. Si la plainte est retenue,

⁸² *Loi sur l'organisation policière, L.R.Q., c. O-8.1*

elle est référée en conciliation ; ce processus est obligatoire. Cependant, le Commissaire peut décider de surseoir à la conciliation pour des motifs d'intérêt public ou parce que la confiance du public envers les policiers peut être compromise en raison de la nature ou des circonstances du cas qui peuvent, à titre d'exemple, porter sur des blessures graves, la mort, etc.

La conciliation doit se faire dans un délai de 45 jours. Le policier peut y être accompagné. S'il y a un règlement résultant de la conciliation, la plainte est réputée retirée. En cas d'échec de la conciliation, la plainte est retournée au Commissaire qui peut décider de rejeter la plainte ou de tenir une enquête.

Avec la nouvelle loi, le législateur a décidé de mieux encadrer le processus d'enquête. Ainsi l'enquête sur la plainte comporte maintenant des délais pour désigner l'enquêteur, soit un délai de 15 jours et le rapport d'enquête doit être soumis dans un délai de 3 mois. L'audition est publique. Le policier est avisé par écrit par le commissaire de la tenue d'une enquête et on lui reconnaît maintenant le droit au silence. La conclusion de l'enquête amène le Commissaire à décider soit de rejeter la plainte avec possibilité de révision, soit d'accueillir la plainte et de citer le policier pour acte dérogatoire. Le policier sera convoqué à une audition devant le comité, le cas échéant.

Après enquête, le Comité décide de l'imposition ou non d'une sanction. Si la conduite est jugée dérogatoire au Code de déontologie, le Comité impose une sanction allant de l'avertissement jusqu'à la destitution et le policier a le droit d'en appeler de cette décision. De même, si la conduite est jugée non dérogatoire au Code de déontologie, le Commissaire peut en appeler devant un juge de la Cour du Québec. Le juge peut rejeter sommairement un appel qu'il juge abusif ou dilatoire ou l'assujettir aux conditions qu'il détermine. L'appel devant la Cour du Québec doit se faire dans un délai de 30 jours et la décision du juge est finale et sans appel.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE ET DONNÉES QUANTITATIVES

3.1 Le type de recherche

Nous avons choisi de procéder à une analyse qualitative des décisions rendues par le Comité de déontologie policière afin de répondre à notre question de recherche :

Le terme de recherche qualitative est un terme générique qui désigne l'étude des phénomènes sociaux dans leur contexte ordinaire, habituel, pour ne pas dire naturel [...] elle vise d'abord à faire éclore des données nouvelles et à les traiter qualitativement au lieu de les soumettre à l'épreuve de la statistique [...] elle permet une adaptation constante du plan de recherche au fur et à mesure que les données s'amoncellent.⁸³

Cette recherche se fait dans un cadre de référence précis, soit le Code de déontologie policière. Au-delà des faits, les décisions déontologiques portent sur l'appréciation du jugement exercé par le policier en regard de ses devoirs et obligations comme policier. Ces décisions présentent les versions du plaignant, du policier et des témoins le cas échéant, ainsi que la preuve retenue par le Comité pour rendre sa décision. Donc, le choix de l'analyse qualitative semble être approprié pour traiter de notre problématique :

L'approche qualitative veut étudier des processus à partir du vécu, du propre cadre de référence des personnes, elle veut donner la parole aux personnes marginalisées [...] s'appuie donc sur des fondements épistémologiques et théoriques qui lui permettent de saisir la réalité et de comprendre le vécu des personnes de l'intérieur... Dans cette optique, la "version" devient plus importante que le "fait".⁸⁴

⁸³ Deslauriers, J.P., « *L'analyse de contenu : notion et étapes* », *Les méthodes de la recherche qualitative*, Sillery, P.U.Q., 1987, p. 147. [ci-après Deslauriers].

⁸⁴ Horth, R., *L'approche qualitative comme méthodologie de recherche en sciences de l'éducation*, Québec, Les Éditions de la Mer, 1986, aux pp.19-20. [ci-après Horth].

Le choix de cette démarche méthodologique nous porte à croire qu'elle constitue l'une des meilleures méthodes pour donner un sens aux dispositions législatives qui nous intéressent :

Les données qualitatives peuvent jouer un rôle intermédiaire entre l'illustration et la démonstration d'une théorie. Tantôt, elles servent surtout à suggérer des études supplémentaires, tantôt elles prennent la forme d'une accumulation systématique et se rapprochent de l'idéal logique de la preuve.⁸⁵

3.2 Les instruments de mesure

Il est important de souligner que les policiers au Québec faisant l'objet d'accusation criminelle, déontologique ou disciplinaire en regard de l'utilisation de la force ont recours régulièrement à des enseignants en technique d'intervention physique de l'école nationale de police du Québec ou provenant du Collège Canadien de formation policière de l'Ontario à titre de témoins experts. Ces enseignants admis devant les tribunaux comme témoin expert apportent une meilleure compréhension des divers facteurs et circonstances particulières de l'intervention du policier ayant eu recours à la force. Ces témoins experts utilisent un tableau illustrant la progression graduelle « continuum » de l'usage de la force dans l'intervention policière. Les trois instances criminelle, déontologique et disciplinaire ont admis ce tableau de référence confirmant ainsi sa valeur. Notre grille de critères d'analyse est développée justement à partir de ce tableau sur l'emploi de la force.⁸⁶

Notre grille d'analyse présente une classification qui devrait fournir une perspective plus claire sur ce qui constitue l'abus de force policière selon le Code de déontologie policière du Québec puisqu'il s'agit « d'une méthode de classification ou de codification dans diverses

⁸⁵ *Supra* note 83, p. 151.

⁸⁶ Nous nous sommes inspiré également d'un tableau utilisé en formation policière sur l'usage de la force : Ronald Bélanger, *Problématique de l'emploi de la force*, Institut de police du Québec, SP-FO-301-20-97. N.B. En Ontario le tableau diffère dans sa représentation en forme de cercle soit : « *Use of Force Response Options* » Modèle panontarien du Collège de police l'Ontario.

catégories des éléments du document analysé pour en faire ressortir les différentes caractéristiques en vue d'en mieux comprendre le sens exact et précis»⁸⁷.

Notre grille d'analyse est inspirée du cadre théorique sur la problématique de l'emploi de la force utilisé en formation policière et par les témoins experts devant les tribunaux. Nous croyons qu'elle comporte la rigueur nécessaire pour appuyer une analyse qualitative des décisions :

Une démarche réellement analytique doit également se fixer pour but de tester des schémas explicatifs locaux, de se prononcer sur le caractère causal ou fallacieux de certaines associations, d'interpréter les principaux résultats à la lumière de cadres théoriques toujours réfutables, au sens de K. POPPER, mais néanmoins primordiaux.⁸⁸

L'élaboration de cette grille d'analyse ne doit pas être considérée comme complète et définitive. Il s'agit plutôt d'une étape d'exploration. Cependant tout porte à croire que les résultats de notre recherche permettront de valider la pertinence des critères retenus, sans pour autant que soient exclus d'autres instruments qui pourraient éventuellement y être ajoutés. Faut-il le rappeler, « [I]a reconnaissance dans le milieu a essentiellement un caractère d'exploration dont le double but est de découvrir les variables qui jouent un rôle important dans la situation donnée et de choisir les types d'instruments à utiliser dans l'étude définitive [...] L'exploration fait ressortir des dimensions nouvelles qui ont modifié le projet initial»⁸⁹.

Ayant constaté la pertinence des résultats de notre grille d'analyse, nous avons choisi de travailler avec cet instrument (voir tableau 3.1) bien que, selon la doctrine méthodologique, l'instrumentation ne soit pas un incontournable pour les études exploratoires et descriptives :

⁸⁷ *Supra* note 83, à la p. 50.

⁸⁸ Herman, J. *Analyse de données qualitatives* – 1. Traitement d'enquêtes-échantillons, répartitions, associations, Paris, Masson, 1986, p.29.

⁸⁹ *Supra* note 84, aux pp. 68-69.

Le terme instrumentation est peu approprié. Quelques questions orientées, quelques thèmes d'observations, un formulaire rudimentaire d'analyse de document, ceci est bien suffisant pour commencer ; cela risque même d'être ce dont on aura besoin pour le restant de l'étude.⁹⁰

Tableau 3.1

Grille d'analyse pour traitement des cas d'usage de force policière							
situation	niveaux de résistance prévenu	Niveaux De force Policière	dommages corporels prévenu	dommages corporels policier	facteurs intrinsèques prévenu	facteurs intrinsèques policier	circonstances particulières
arrestation	intimidation psychologique	Présence policière	aucun	aucun	âge	âge	danger imminent
transport sous garde	refus d'obtempérer	Intervention verbale	mineurs	mineurs	sexe	sexe	connaissances particulières
détention	résistance physique passive	Invitation physique	majeurs	majeurs	qualités physiques / techniques	qualités physiques / techniques	blessures
	résistance physique défensive	Intervention coercitive légère			intoxication	formation	plusieurs suspects
	agression physique	Intervention coercitive puissante			état mental	expérience policière	équipement
	agression physique grave	Arme à feu					autres

Outre ces facteurs, nous avons constaté qu'en matière d'usage de la force, il n'y avait pas seulement des causes impliquant l'arrestation du suspect, mais aussi son transport et le moment de l'incarcération. Ainsi est apparu un élément distinctif important qui ressort de l'utilisation de la force visant à maîtriser un individu, soit que l'on cherche à le menotter ou

⁹⁰ Huberman, M. et M. Miles, *Analyse des données qualitatives : recueil de nouvelles méthodes*. Bruxelles, De Boeck-Wesmael, s.a., 1991, p.73.

qu'il soit déjà menotté. Nous avons donc retenu ces éléments pour établir une typologie sommaire des situations étudiées.

Le cadre dans lequel s'effectue l'intervention policière est généralement déterminant quant à l'évaluation de la situation notamment en ce qui concerne les circonstances qui permettent de savoir si l'intervention ou la détention est légale ou non et si l'usage de la force était nécessaire pour maîtriser le prévenu ou était utilisée à l'égard d'un prévenu sous garde menotté. Nous avons donc choisi de classer ces deux catégories d'intervention en fonction de deux options pouvant être qualifiées de légale ou illégale.

Au fur et à mesure des lectures de cas, nous avons tenté de dégager divers critères⁹¹ déterminants ou du moins pouvant influencer la décision du Comité. Nous avons retenu les éléments suivants et leurs facteurs propres :

On retrouve parmi les circonstances particulières :

- danger imminent (intention de blesser avec capacité et occasion d'agir maintenant) ;
- connaissances particulières sur le prévenu (ex.: armé et dangereux) ;
- blessures présentes avant le recours à la force (risque biologique) ;
- présence de plusieurs suspects ;
- proximité de l'arme à feu (nécessité de faire rétention de l'arme).

Quant au facteur de la résistance, on note que le prévenu peut adopter différents comportements, allant d'une résistance verbale jusqu'à l'utilisation de force pouvant blesser gravement ou même être mortelle. Nous les avons divisés en six critères :

- intimidation psychologique ;
- refus d'obtempérer ;
- résistance physique passive ;
- résistance physique défensive ;
- agression physique ;
- agression physique grave.

⁹¹ Note. Nous nous sommes inspiré également d'un tableau utilisé en formation policière sur l'usage de la force : Ronald Bélanger, *Problématique de l'emploi de la force*, Institut de police du Québec, SP-FO-301-20-97.

Relativement au critère du niveau de la force utilisée, nous avons réuni les différentes options au recours à la force en catégories pouvant être utilisées par le ou les policiers ayant à intervenir pour maîtriser le prévenu ou se défendre :

- présence policière (identification comme policier, un ou plusieurs policiers) ;
- intervention verbale (communication tactique) ;
- invitation physique (contact initial / technique d'escorte) ;
- intervention coercitive légère (contrôle articulaire, capsicum (poivre), diversion) ;
- intervention coercitive puissante (frappe puissante à mains nues, bâton, prise de l'encolure) ;
- intervention avec l'arme à feu (utilisation de l'arme de service).

L'élément des dommages corporels peut s'appliquer tant au prévenu qu'au policier. Nous avons décidé d'utiliser trois niveaux de regroupement selon leur gravité. Il s'agit de blessures découlant de l'intervention et subies, soit par le prévenu, soit par les policiers :

- aucune blessure apparente ou non apparente ;
- blessures mineures (irritation, raideur, élongation musculaire, etc.) ;
- blessures majeures (fracture, luxation, lésion d'un organe interne, etc.).

Les facteurs intrinsèques suivants ont été considérés importants relativement au prévenu :

- âge ;
- sexe ;
- qualités physiques / technique (force musculaire, maîtrise art de combat, etc.) ;
- intoxication (alcool, drogues) ;
- état mental (normal, maniaco-dépressif, suicidaire, autres).

Quant au policier nous avons retenu les facteurs suivants :

- âge ;
- sexe ;
- qualités physiques / technique (force musculaire, maîtrise art de combat etc.) ;
- formation (pouvoirs et devoirs, situation de crise, autres) ;
- expérience policière (expérience et expertise acquises).

3.3 L'échantillon

Comme source de données, nous avons utilisé la banque de données de Soquij accessible par le site internet. Les décisions du Comité de déontologie policière sont complètes, inédites et mises à jour mensuellement. Cette banque de données comporte les premières décisions remontant à l'année 1991. Il n'y a pas de sélection, toutes les décisions rendues s'y trouvent et sont présentées en textes intégraux. Toutefois, nous avons constaté l'absence de quelques décisions du comité de déontologie et de certaines décisions en appel de la cour du Québec dans cette base de données.

Afin de rencontrer nos objectifs pour cette recherche, nous avons lu plus d'une centaine de décisions et en avons retenu cinquante. C'est cet échantillon qui sera utilisé pour faire l'analyse qualitative. Notre sélection s'est effectuée de manière à avoir des cas où il y a dérogation et non dérogation au Code de déontologie, ainsi que des cas portés en appel à la Cour du Québec. Nous avons privilégié la diversité en fonction des particularités suivantes : l'utilisation de la force lors de l'arrestation ou lors de la détention et l'usage de la force à mains nues, avec une arme intermédiaire ou l'arme de service. Dans cette perspective notre sélection s'est inspirée d'un document⁹² de formation élaboré pour les étudiants en technique policière de l'école nationale de police du Québec. Ce document contient des décisions déontologiques spécifiques à notre problématique et considérées comme pertinentes par les avocats spécialisés dans cette branche du droit.

Une mise en garde s'impose. Nous sommes conscients que l'échantillon demeure minime pour une analyse qualitative. Il est difficile de voir toutes les nuances pouvant exister selon les critères choisis. L'autre limite se retrouve dans la catégorisation des cas. Normalement, il faut un nombre élevé de cas d'une même catégorie pour prétendre à une identification exhaustive de caractéristiques concrètes raffinées. De plus, les différences d'un cas par rapport à un autre peuvent être minimisées ou maximisées selon les circonstances, produisant un certain impact sur la qualité de l'analyse qualitative :

⁹² Fiset, A., *L'utilisation de la force nécessaire*, Montréal, Castiglio & Associés 11 juin 2004, 34 pages.

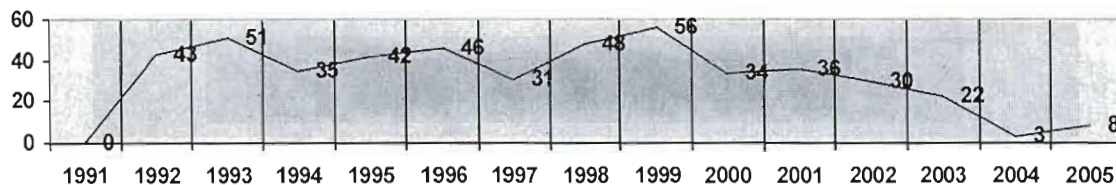
La minimisation des différences (observer un groupe homogène) augmente la possibilité de rassembler beaucoup de données sur une catégorie et la maximisation des différences (observer d'autres groupes) permet de vérifier, d'enrichir ou de raffiner les premières catégories.⁹³

Nous sommes conscients que le traitement d'un échantillon limité a pour effet de restreindre l'évaluation du point de vue de la saturation théorique ou empirique en ce qui a trait aux décisions déontologiques sur l'usage de la force policière.⁹⁴ Toutefois, notre analyse quantitative fut effectuée pour dresser le portrait des décisions en matière d'usage de la force et pour mieux nous orienter dans l'élaboration de notre échantillonnage en vue de l'analyse qualitative. Nous ne ferons pas d'interprétation des résultats quantitatifs, car ils proviennent de l'interrogation de la banque de données intégrale et il est possible que certains biais aient pu survenir en fonction de l'utilisation du moteur de recherche. Il s'agit d'une exploration en surface. Selon Huberman (1991), il faut être conscient que : "Nous n'avons exploré que la partie émergée de l'iceberg, et nous n'avons aucun moyen de savoir si la partie immergée est identique". Cependant il nous apparaît important de présenter de manière sommaire ce que nous avons trouvé. À partir de nos premières recherches, nous pouvons faire ressortir les données quantitatives suivantes en regard des décisions déontologiques sur l'utilisation de la force plus grande que nécessaire. Des 1567 décisions rendues entre 1991 et 2005, 485 comportaient des citations déontologiques sur le recours à une force plus grande que nécessaire et elles se répartissent ainsi d'année en année :

⁹³ *Supra*, note 84, p. 72.

⁹⁴ La saturation peut se traduire en méthodologie comme étant le « phénomène par lequel les personnes participant à la recherche jugent que les derniers entretiens ou observations n'apportent plus d'informations suffisamment nouvelles... » *Ibid.* p. 71.

Figure 1 : Nombre de décisions rendues sur le recours à l'usage de la force



178 d'entre elles concluent à une conduite non dérogatoire du policier concernant le recours à la force alors que 164 décisions reconnaissent que la conduite du policier fut dérogatoire au Code de déontologie en regard de l'usage de la force.

Plus spécifiquement entre 1991 et 2003, nous avons relevé :

- 96 dossiers déclarant la conduite du policier dérogatoire à l'article 6.1 (usage de force) du code.

De ce nombre, 66 dossiers ont été portés en appel devant la Cour du Québec. La Cour du Québec confirma la décision du Comité dans 32 dossiers, infirma la décision dans 19 dossiers et modifia la décision du comité dans 15 autres dossiers.

Échantillon pour l'analyse qualitative

Nous avons retenu et analysé 50 décisions portant sur différents corps policiers au Québec. Cet échantillon est diversifié de manière à couvrir le plus de situations possibles. Notre échantillon comporte des décisions du comité de déontologie pouvant être regroupées comme suit afin d'avoir un aperçu de la diversité de l'échantillonnage :

Années

- Décision la moins récente : 1992 ;
- Décision la plus récente : 2004 ;
- 10 décisions de 1992 à 1997 ;
- 11 décisions de 1998 à 1999 ;
- 28 décisions de 2000 à 2004.

Nombre d'infractions invoquées par citation :

- 12 décisions portant sur un seul article du code ;
- 19 décisions portant sur deux articles du code ;
- 19 décisions portant sur trois articles et plus du code.

Répartition par Corps policiers

- 19 décisions impliquent le service de police de la ville de Montréal ;
- 17 décisions concernent une Sûreté municipale ;
- 13 décisions concernent la Sûreté du Québec ;
- 1 décision implique un corps municipal et la Sûreté du Québec.

Nous avons retenu des situations impliquant un seul policier ou plusieurs policiers ; des situations comportant des cas d'arrestation, d'arrestation avec détention et d'interception sans arrestation ; des cas sans résistance du prévenu, avec résistance défensive ou agression avec et sans arme. On retrouve des cas où le niveau de force comporte ou non un coup frappé, l'utilisation du poivre de Cayenne ou du bâton PR-24 lors de l'arrestation de même que des cas d'usage de force alors que le prévenu est retenu par des policiers ou menotté. Certains cas présentent une situation de danger imminent, d'autres pas. Dans certains cas, il y a des dommages corporels mineurs, temporaires ou permanents ainsi que des cas où il y a décès, d'autres enfin, sans dommage corporel.

L'exercice a permis de tester notre grille d'analyse afin de vérifier si nos critères d'analyse sont pertinents et si, à partir de ces critères, il est possible d'en dégager une inférence utile à notre problématique. En outre, la diversité de l'échantillon permettra d'en dégager certaines tendances jurisprudentielles.

L'échantillon révèle pour chacun des critères, les données quantitatives suivantes :

Situation

- Arrestation illégale selon le comité : 4 dossiers
- Détention illégale selon le comité : 2 dossiers

Contexte

- Arrestation pour capacité affaiblie : 11 dossiers ;
- Infraction au Code de sécurité routière ou au règlement municipal : 8 dossiers ;
- Arrestation pour suspect de vol : 6 dossiers ;
- Arrestation poursuite automobile : 4 dossiers ;
- Arrestation pour entrave à un agent de la paix : 3 dossiers ;
- Arrestation pour voie de fait : 3 dossiers ;
- Détention : 2 dossiers ;
- Transport de détenus : 2 dossiers ;
- Bagarre (foule) : 1 dossier ;
- Avoir proféré des menaces : 2 dossiers ;
- Arrestation pour trafic de stupéfiant : 1 dossier ;
- Arrestation pour suspect de meurtre : 2 dossiers ;
- Expulsion d'une unité : 1 dossier ;
- Exécution de mandat : 1 dossier
- Perquisition : 1 dossier ;
- Interception de véhicule suspect : 1 dossier ;
- Alarme dans un commerce : 1 dossier.

Résistance du prévenu

- Refus d'obtempérer à un ordre du policier : 13 dossiers ;
- Intimidation verbale : 6 dossiers ;
- Résistance passive : 10 dossiers ;
- Résistance active : 8 dossiers ;
- Agression : 6 dossiers ;
- Agression armée : 3 dossiers (un armé avec couteau et deux avec véhicule).

Niveau de force policière

- Intervention coercitive légère à mains nues : 21 dossiers ;
- Intervention coercitive légère avec arme intermédiaire : 9 cas (poivre) ;
- Intervention coercitive puissante :
 - a) 5 cas avec coups frappés ;
 - b) 6 cas de prise de l'encolure ;
 - c) 5 cas où l'on utilise la lampe de poche ou le bâton de police pour frapper

Une décision porte sur une prise à la gorge et une autre sur une expulsion en traînant la personne au sol.

- Utilisation de l'arme de service :
 - a) 6 cas où le policier pointe son arme ;
 - b) 8 cas où il tire un ou des coups de feu avec l'arme de service.

Noter : Certains dossiers comportent plus d'une technique d'intervention avec recours à la force dans un même événement.

Facteurs intrinsèques au prévenu

- État normal : 22 cas ;
- Sous l'influence de l'alcool : 21 cas ;
- État de crise : 5 cas ;
- Sous l'influence de la drogue : 1 cas ;
- Sous l'influence de l'alcool et la drogue : 1 cas.

Lésions subies par le prévenu

- Aucune lésion : 28 dossiers ;
- Avec lésions mineures : 7 dossiers ;
- Avec lésions majeures : 15 dossiers dont 3 avec décès.

Quant aux conclusions, du tribunal elles se répartissent ainsi :

Comité

- Acquittement de tous les chefs d'accusation : 26 décisions ;
- Dérégatoire au Code de déontologie sur le recours à la force ou l'utilisation de l'arme : 24 décisions.

Cour du Québec

- Appel devant la cour du Québec : 25 dossiers ;
- Décision confirmant la décision du comité : 9 dossiers ;
- Décision infirmée par la Cour du Québec : 7 dossiers ;
- Décision infirmée partiellement par la Cour du Québec : 5 dossiers ;
- Décision modifiant la décision du comité : 4 dossiers.

Noter : Cinq de ces appels sont à la demande du Commissaire

Compte tenu de la nature de notre objet d'étude, nous avons porté une attention particulière à la place accordée par le tribunal à la crédibilité des témoignages. Ainsi, nous avons noté que cette question a fait l'objet de commentaires dans 17 dossiers où la preuve est contradictoire.

Le comité a déterminé que :

- le plaignant était plus crédible : 3 dossiers ;
- le policier était plus crédible : 4 dossiers ;
- le policier était moins crédible : 5 dossiers ;
- le plaignant était moins crédible : 5 dossiers.

Noter : Dans un dossier, le comité ne retient la version d'aucune des deux parties et émet sa propre hypothèse.

CHAPITRE IV

PRÉSENTATION QUALITATIVE DES DONNÉES

Dans le cadre de notre recherche nous avons analysé des décisions du comité de déontologie policière afin de circonscrire les facteurs déterminants en matière d'usage de la force dans le cadre d'une intervention policière. Pour ce faire, nous proposons un ensemble d'éléments de classification ayant pour objectif de mieux saisir les conclusions du comité de déontologie en regard des gestes ou omissions survenus dans le contexte d'un recours à la force par un policier. Nous avons retenus les facteurs relatifs à la légitimité de l'usage de la force soit : le droit et le recours à la force ; l'identification obligatoire et le recours à la force ; l'illégalité d'une arrestation ou détention et l'acte dérogatoire. Quant aux facteurs relatifs à la personne interpellée, nous les regroupons sous les catégories suivantes : la résistance passive et l'usage de la force ; le danger appréhendé et l'usage de la force ; la présence de lésion et la conclusion d'abus de force. Enfin la dernière partie se subdivise en cinq catégories sous le grand titre des facteurs relatifs à l'opération policière. Il s'agit de l'absence de planification d'une intervention et la légitimité du recours à la force, de l'omission d'utiliser le principe de gradation dans le recours à l'usage de force, de l'intervention coercitive légère et de l'intervention coercitive puissante ainsi que de l'usage de l'arme de service.

L'analyse de l'ensemble des décisions, sélectionnées en fonction des éléments ci-dessus, nous permettra de mieux définir l'énoncé contenu dans notre problématique qui consiste à circonscrire les abus de force policière selon le code de déontologie des policiers du Québec.

4.1 Les facteurs relatifs à la légitimité de l'usage de la force

4.1.1 Le droit de recourir à la force

Avant d'aborder ce facteur, rappelons la mission des corps policiers et de leurs membres :

Les corps de police, ainsi que chacun de leurs membres, ont pour mission de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique, de prévenir et de réprimer le crime et [...] les infractions aux lois ou aux règlements pris par les autorités municipales, et d'en rechercher les auteurs. Pour la réalisation de cette mission, ils assurent la sécurité des personnes et des biens, sauvegardent les droits et libertés, respectent les victimes et sont attentifs à leurs besoins, coopèrent avec la communauté dans le respect du pluralisme culturel.⁹⁵

Ainsi, la loi attribue aux policiers un important mandat qui lui confère des pouvoirs considérables afin de le relever. Dans la décision Langevin et McNicoll⁹⁶, le Comité écrit :

Ainsi, les policiers jouissent-ils d'une grande part d'autonomie dans l'exercice de leurs fonctions. Il leur appartient dès lors de prendre des moyens nécessaires, tout en respectant les chartes des droits, les lois et leur Code de déontologie, pour accomplir les devoirs et obligations qui leur incombent.

Les policiers se voient reconnaître une large autonomie leur permettant d'évaluer une situation et de décider des actions à poser. L'exercice du jugement est alors déterminant pour le choix d'une action appropriée.

Plusieurs décisions font état des principes, énoncés dans les lois ou reconnus par le comité de déontologie policière, permettant d'avaliser le recours à la force. Dans ce qui suit, nous présentons quelques-unes de ces décisions en rappelant les faits en cause et les conclusions du comité afin d'en faire ressortir les fondements.

Dans la décision Blanchet⁹⁷, les policiers font l'arrestation d'un suspect pour vol qualifié dans une maison d'habitation. Les policiers utilisent une technique d'amener au sol en maintenant

⁹⁵ *Loi sur la police*, L.Q. 2000, chapitre 12, article 48.

le pied sur le prévenu pour le distancer de l'arme pointée du policier. Le prévenu est intoxiqué par la drogue. Il offre une forte résistance et subit des lésions mineures (contusions). Dans sa décision, le comité acquitte les policiers en s'appuyant sur les principes jurisprudentiels reconnus :

Le Comité a déjà précisé le cadre factuel et légal d'une intervention policière lorsque des policiers sont appelés à recourir à la force pour maîtriser un individu⁹⁸. Ces derniers peuvent appliquer une technique de contrôle à mains nues, et utiliser une arme intermédiaire ou encore, dans certaines circonstances, se servir de leur arme de service. [...], les tribunaux sont régulièrement intervenus dans des affaires impliquant le recours à la force de la part des policiers et ils ont dégagé et retenu deux principes de base [...]. Le premier principe exige l'existence d'une loi ou d'un règlement autorisant le policier à agir. Quant au second, il prévoit que le degré de force utilisé au moment de l'intervention respecte celui du nécessaire.⁹⁹

D'autres décisions sont au même effet, notamment, la décision Tessier¹⁰⁰. Dans cette affaire, le policier effectue une arrestation pour capacité affaiblie. Le prévenu refuse de collaborer et s'approche du policier. Le policier saisit le prévenu à l'épaule et utilise le poivre de Cayenne en donnant un avertissement verbal. Le prévenu agressif et intoxiqué par l'alcool tombe au sol. Le comité acquitta le policier et expliqua dans sa décision :

Il est reconnu que dans l'exercice de leurs fonctions, il arrive régulièrement aux policiers de recourir à de la force pour maîtriser un individu[...]. Ce recours à la force s'avère non seulement légitime mais parfois même nécessaire afin d'assurer la sécurité du policier impliqué dans une opération, assurer celle d'autrui, protéger la vie en général ou pour conserver la preuve disponible. Toutefois, il est reconnu que le législateur n'accorde pas pour autant une immunité aux policiers qui, dans certains cas, seront appelés à justifier leurs gestes auprès des instances créées à cette fin. À cet égard, les tribunaux sont régulièrement intervenus dans des opérations impliquant le recours à de la force de la part des policiers et ils ont dégagé et retenu deux principes de base qui s'appliquent à de tels cas.

⁹⁶ *Commissaire c. Langevin et McNicoll*, (C.D.P.), C-97-2038-1, 13 novembre 1997, p. 6.

⁹⁷ *Commissaire c. Blanchet, Richard, Soucy et Turcotte*, (C.D.P.) C-98-2565-2, C-98-2566-2, C-98-2567-2, 3 juillet 2000. 15 pages, p. 9. [ci-après *Commissaire c. Blanchet*]

⁹⁸ *Commissaire c. Auger et al*, C.D.P. C-96-1845-3 et ss, 5 novembre 1998, pp.65 et ss.

⁹⁹ *Supra*, note 98, p. 9.

¹⁰⁰ *Commissaire c. Tessier*, (C.D.P.) C-97-2324-2 30 septembre 1998 cit., p. 10.

Pour appuyer sa décision, le comité fait état de la décision de la Cour suprême dans l'arrêt *Cluett c. La Reine*¹⁰¹. Dans cette affaire, le plus haut tribunal conclut à l'emploi de la force nécessaire dans le cas d'un policier ayant frappé un citoyen qui était retenu par les cheveux par un autre policier. Ce citoyen avait été mis en état d'arrestation pour s'être livré à des voies de fait sur un agent de la paix. Une fois maîtrisé, le citoyen avait été conduit à l'hôpital où il devait décéder deux semaines plus tard des suites des coups reçus.

Toujours dans l'arrêt *Cluett*, l'Honorable juge Le Dain, écrit ce qui suit :

Les agents de police sont autorisés à employer la force qui est raisonnable, convenable et nécessaire pour exercer leurs fonctions, à la condition que ce soit sans violence inutile ou gratuite. Ce qui est raisonnable et convenable dans des circonstances particulières et dans une affaire particulière, est fonction de toutes les circonstances. Il n'est pas possible d'établir une règle rigide et stricte, à l'exception du critère raisonnable.¹⁰²

Ainsi, la Cour suprême reconnaît que l'usage de la force par les policiers est un élément quasi-indissociable de leur intervention et qu'il doit répondre au critère de force raisonnable.

Dans la décision *Ferland et Fortin*¹⁰³, les policiers ont intercepté, pour excès de vitesse, une moto ayant un passager arrière. Ils ont utilisé la technique de l'«entonnoir» pour faciliter l'interception et éviter que le motocycliste tente une fuite. Le passager s'est senti poussé et a vu le policier retirer la clé de l'ignition. Le test «alert» auquel fut soumis le motocycliste montrait un résultat suffisamment élevé pour justifier de faire passer le test «alcootest» au poste de police et de faire remiser la moto. L'agent Fortin explique que pour éviter que le conducteur de la moto ne reparte brusquement, il a eu le réflexe de faire débarquer le passager arrière et de retirer les clés de l'engin. En outre, vu le refus du motocycliste de descendre de son propre gré, le policier utilisa une technique d'escorte soit la saisie du coude en exerçant une pression vers le haut et l'a ainsi forcé à débarquer. Le comité acquitta les policiers d'un abus de force en expliquant qu'« Il est reconnu et accepté que dans l'exercice

¹⁰¹ *Supra* note 51, p. 216.

¹⁰² *Supra* note 51, p. 222.

¹⁰³ *Commissaire c. Ferland et Fortin*, (C.D.P.) C-96-1819-1, 22 novembre 1996, p. 16.

de leurs fonctions, les policiers sont autorisés à employer la force qui est raisonnable, convenable et nécessaire, à la condition que ce soit sans violence inutile ou gratuite »¹⁰⁴.

Dans la décision Bussière¹⁰⁵, les agents voient un individu qui dort sur le trottoir en état ivresse près d'un établissement licencié. Les agents demandent à l'individu de quitter les lieux. Il obtempère mais pour aller se recoucher un peu plus loin. Les policiers vont le rejoindre. L'homme se lève de nouveau mais au lieu de s'en aller, il se met à frapper le mur de la bâtisse avec ses poings et ses pieds en criant qu'il fera tout pour ne pas être arrêté. Devant cette situation, les agents Bussières et Dostie le mettent en état d'arrestation pour cause de désordre sur la voie publique. Les policiers prennent le prévenu chacun par un bras et essaient de lui passer les menottes. Le prévenu résiste. Il gesticule continuellement et donne des coups de pied et des coups de poing. Les policiers ne parviennent pas à le maîtriser. Pendant ce temps, tout autour, il y a de plus en plus de personnes qui assistent à l'opération. L'agente Dostie réalisant qu'elle ne parviendra pas à passer les menottes au prévenu, décide qu'il serait plus facile de le maîtriser en l'étendant au sol. Se servant de toutes ses forces, elle tente de l'y amener. Au cours de son témoignage, le plaignant explique au Comité qu'au cours de l'intervention, l'agente Dostie lui a fait sauter les pieds et qu'il s'est retrouvé couché sur le trottoir, l'épaule cassée. Dans ces circonstances, le Comité est d'opinion que l'intervention de l'agente Dostie était justifiée et que le degré de force utilisé ne dépassait pas celui de la force nécessaire. En acquittant les trois policiers, le comité écrit :

Le Code de déontologie des policiers du Québec ne défend pas le recours à la force. Il ne sanctionne que le recours à un degré de force qui soit plus grand que celui nécessaire. À ce sujet, le juge Désormeau de la Cour du Québec écrit ce qui suit; « Il y a lieu de rappeler que très souvent, les policiers sont placés dans des circonstances telles que la force qu'ils utilisent pour procéder à l'arrestation d'un suspect, si elle peut paraître excessive aux yeux d'un observateur loin de l'action, est souvent nécessaire et à la mesure de l'urgence que présentent certaines de ces situations. »¹⁰⁶

Des quelques décisions qui précèdent, il ressort clairement que le recours à la force constitue l'un des moyens d'intervention policière autorisé par la loi.

¹⁰⁴ *Supra* note 51, p. 222.

¹⁰⁵ *Commissaire c. Bussière, Dostie et Couturier*, (C.D.P.) C-97-2340-2, 30 septembre 1998

¹⁰⁶ *Leclair, Beaulieu c. Commissaire*, (C.Q.) 500-02-005702-936, 7 juin 1994.

4.1.2 L'identification obligatoire et le recours à la force

Dans la décision *Brassard, Donato et Nantais*¹⁰⁷, l'événement survient vers 1h00 du matin. La police est appelée pour couvrir une bagarre générale dans un restaurant. Les deux policiers Nantais et Donato sont habillés en tenue sport et ne sont pas identifiés comme policiers. Ils se rendent sur les lieux dans une camionnette pour assurer une assistance à leurs collègues. Tous arrivent en même temps, soit sept policiers dont deux en tenue civile. Alors qu'il n'y a plus de danger, quelqu'un désigne le fauteur de trouble. L'agent Nantais demande à l'individu de s'identifier. Celui-ci répond «Bozo le clown !». L'agent réitère sa demande en mentionnant qu'il est suspecté de voies de fait et qu'advenant un refus de s'identifier, il sera arrêté pour entrave au travail d'un policier. L'individu réitère le même propos. L'agent lui déclare ses droits et l'empoigne par le collet. L'homme réagit en agrippant le policier. Il en découle une violente bagarre. Un troisième agent vient prêter main forte. Incapable de maîtriser le prévenu, un des policiers l'asperge de poivre de Cayenne. Le poivre n'ayant pas d'effet, l'agent Brassard utilise son bâton PR-24 pour donner un coup à l'abdomen du prévenu, lui coupant le souffle et ainsi réussissant à mettre les menottes. Les autres policiers sont occupés à repousser les autres jeunes. Le prévenu tente de sortir de la camionnette des agents ce qui entraîne l'utilisation pour une seconde fois du poivre de Cayenne. Au poste, il sera décontaminé, puis libéré sur promesse de comparaître.

Le comité déclara non dérogatoire la conduite des policiers mais la cour du Québec infirma cette décision dans le cas de l'agent Nantais. Le juge Jacques Désormeau imposa un (1) jour de suspension en raison des éléments suivants¹⁰⁸ :

L'agent Nantais, en habit civil et sans s'être identifié comme policier, avait réagi devant le refus du plaignant de s'identifier en l'attrapant au collet, geste qui a provoqué une violente bagarre nécessitant l'intervention de deux policiers. [...]. Les pouvoirs dont sont investis les policiers doivent être exercés dans le plus grand respect des droits des citoyens. Au service du public, le policier doit se conduire de façon à préserver la confiance de ce dernier et il doit se prémunir contre toute action

¹⁰⁷ *Commissaire c. Brassard, Donato, Nantais*, (C.D.P.) C-99-2728-2, 21 juin 2000.

¹⁰⁸ *Commissaire c. Nantais* C.Q. 500-02-087293-002, 6 mars 2003.

intempestive et réagir froidement devant les situations qui se présentent à lui. [...] En l'espèce, le policier Nantais en tenue civile a réagi brusquement et de façon inacceptable au refus du plaignant de s'identifier. Rien n'autorisait l'intimé à agripper le plaignant au collet et son expérience de onze ans au Service de police aurait dû le servir quant à la nécessité pour lui de s'identifier comme policier avant d'interpeller le plaignant.¹⁰⁹

Ainsi, la Cour du Québec reconnaît que le respect des droits du citoyen constitue une exigence de base au travail policier ce qui comprend notamment l'obligation de s'identifier clairement à titre de policier avant de procéder.

Dans la décision *Moquin et Tétreault*¹¹⁰, la situation survient durant la nuit alors que deux policiers vêtus en civil patrouillent avec un véhicule banalisé. Au niveau d'une intersection un automobiliste arrêté derrière eux klaxonne. Le véhicule des policiers se déplace alors de côté pour qu'ils puissent voir le conducteur. Ceux-ci aperçoivent un individu au volant, accompagné d'un passager. Les agents soupçonnent le conducteur d'être en état d'ébriété. Le policier Tétreault va voir le conducteur et constate les symptômes démontrant l'état d'ébriété du conducteur. L'agente Balogh demande de l'assistance. Les deux agents exhibent leur insigne de police et mettent en état d'arrestation le conducteur pour capacité affaiblie. Celui-ci résiste à la mise de menottes. Après environ 20 secondes, l'agent Tétreault l'asperge de poivre de Cayenne et réussit à poser les menottes. Ayant répondu à la demande d'assistance, les agents Moquin et Matte assurent le transport du prévenu à l'unité, la décontamination et l'alcootest. Le résultat des échantillons d'haleine présente un taux de 172 mg / 100ml.

Le comité a jugé dérogatoire la conduite du policier Tétreault en raison des circonstances suivantes :

Le Comité est d'avis que l'agent Tétreault avait l'obligation et le devoir de s'assurer que monsieur Corriveau comprenne bien qu'il était policier avant de procéder à son arrestation pour conduite avec les facultés affaiblies. [...]. Le Comité estime que le niveau de la résistance offerte par monsieur Corriveau à la pose des menottes ne justifiait aucunement l'utilisation du poivre. Le policier a admis que monsieur Corriveau n'était pas agressif lors de son arrestation. Ce n'est pas parce que monsieur

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 3.

¹¹⁰ *Commissaire c. Moquin et Tétreault*, (C.D.P.), C-2000-2965-3, 3 juillet 2001.

Corriveau était agité que l'on pouvait se permettre de l'asperger. La décision du policier a été prise rapidement et sans réflexion de sa part. Le Comité réfère ici à l'article D.16 de la section 2.1.2 du *Guide des pratiques policières* (1) qui stipule ce qui suit : « *D.16 Le policier peut utiliser l'arme intermédiaire (aérosol ou atomiseur) de façon défensive ou pour maîtriser un individu menaçant.* »¹¹¹

Ainsi, pour le comité, le policier n'a pas pris le temps nécessaire pour permettre des échanges verbaux avec le conducteur afin de dissiper tout doute sur son identité de policier et ce, malgré le fait qu'il se soit identifié avec son insigne. L'utilisation du poivre de Cayenne n'était pas justifiée par rapport au niveau de résistance offert par le conducteur. Celui-ci n'était pas agressif, seulement agité. L'appel à la Cour du Québec¹¹² porta sur la décision et non sur la sanction. Le juge rejeta les points de droits soulevés par l'appelant.

Dans la décision Labrecque et Laroche¹¹³, l'événement se produit durant le quart de nuit. Les agents se rendent sur un appel pour bruit de laveuse. Il s'agit de l'appartement de M. Royer. Les policiers frappent plusieurs fois à la porte et M. Royer ne veut pas leur ouvrir ne croyant pas qu'il s'agit de vrais policiers. Une fois entrés de force, les policiers utilisent le poivre de Cayenne à quelques reprises et utilisent un contrôle articulaire pour menotter l'individu. Il est arrêté et amené au poste pour entrave. M. Royer, par son comportement durant les événements et lors de son témoignage, a convaincu le comité qu'il ne croyait pas qu'il s'agissait de vrais policiers ayant été visité une semaine auparavant par des voleurs, d'où sa peur et son refus de laisser entrer les policiers. Le comité jugea la conduite des policiers dérogatoire et imposa une suspension sans traitement de dix (10) jours pour avoir dérogé à l'article 6, en utilisant la force, en plus de la sanction de cinq (5) jours concurrents pour avoir pénétrer et procéder sans droit à l'arrestation du plaignant en utilisant la force pour ce faire.

Les diverses explications des policiers à l'effet qu'ils ont utilisé une entrée forcée par crainte pour la sécurité des personnes se trouvant à l'intérieur du logement en raison de la résistance inusitée de M. Royer à leur permettre d'entrer, n'ont pas été retenues. Selon le comité, les

¹¹¹ *Commissaire c. Moquin et Tétreault*, (C.D.P.), C-2000-2965-3, 3 juillet 2001, alinéa 40,46 et 47, référence citée du comité *Ministère de la Sécurité publique*, Guide des opérations policières, Opérations – Volume 2, D.16.

¹¹² *Tétreault c. Commissaire*, C.Q., 500-02-101949-019, 1^{er} avril 2003.

¹¹³ *Commissaire c. Labrecque et Laroche*, (C.D.P.), C-2003-3116-2, 28 janvier 2004.

agents auraient dû faire des vérifications chez le voisin plaignant d'où venait l'appel. Les conclusions du comité sont à l'effet qu'il n'y avait aucun critère objectif ni subjectif pour supporter la notion d'un danger apparent justifiant l'entrée de force et, le cas échéant, l'utilisation de la force. La sanction imposée est supérieure à l'état de la jurisprudence mais le manque de jugement des policiers a été confirmé par la cour du Québec comme le montre cet extrait¹¹⁴ :

[...], la décision du Comité quant au fait que l'entrée et l'arrestation illégales soient "intervenues dans la même séquence de l'événement" ne peut être qualifiée de déraisonnable. Même s'il s'agit de deux inconduites qui auraient pu, en théorie, exister séparément, ce ne fut pas le cas. L'entrée forcée aurait pu ne pas être suivie de l'arrestation illégale mais ce n'est pas ce qui est arrivé ! Le fait que le Comité les ait ainsi liées pour en arriver à une sanction concurrente n'entraînait pas nécessairement une injustice. Il est possible que le Comité ait tout simplement tenu compte du principe de la globalité pour en arriver à ces sanctions concurrentes, même si ce n'est pas explicite. [...], le Comité a fourni des motifs qui sont soutenables, sa décision n'est pas déraisonnable et le Tribunal n'a aucun motif judiciaire pour intervenir.¹¹⁵

En somme, les décisions qui précèdent confirment l'existence d'un critère incontournable avant tout usage de la force par un policier, soit l'obligation de s'identifier de telle manière que la personne interpellée soit certaine qu'il s'agit bien de policiers.

4.1.3 L'illégalité de l'arrestation ou de la détention et l'acte dérogatoire

L'intervention policière nécessitant le recours à la force survient normalement dans les circonstances où il y a arrestation, transport, détention sous garde ou en cellule de transition. La légalité de l'intervention peut cependant avoir un impact sur le droit de recourir à la force en raison du fait que le recours à la force n'existe qu'en vertu d'une disposition législative l'autorisant. Mais voyons comment les tribunaux ont disposé de cette question.

¹¹⁴ *Labrecque et Laroche c. Commissaire*, (C.Q.), Sherbrooke, 450-80-000246-040 / 450-80-000252-048, 12 mai 2005.

¹¹⁵ *Ibid.* aux pp. 12-13.

Dans la décision *Boutin et Lacasse*¹¹⁶, les policiers font l'arrestation d'un individu pour capacité affaiblie. Le comité de déontologie policière fait une analyse des faits en s'interrogeant sur la légalité de l'intervention policière notamment en ce qui concerne la présence des policiers dans la maison d'habitation pour aller chercher le prévenu. Le comité conclut à l'illégalité de l'entrée dans la maison d'habitation et décide que la force ne pouvait être utilisée dans les circonstances ; qu'elle constituait un acte dérogatoire. En l'espèce, l'usage de la force consistait en l'utilisation d'une technique d'amener par deux agents de police pour la mise de menottes. Le prévenu, intoxiqué par l'alcool, a résisté à son arrestation et mordu la main du policier. Le prévenu n'a subi aucune lésion. Le comité imposa trois jours de suspension à chacun pour avoir eu recours à la force au cours d'une intervention jugée illégale. La juge Côté de la cour du Québec infirma la décision du comité :

En effet, la jurisprudence constante de notre Cour requiert un élément additionnel avant de pouvoir conclure à la présence d'un acte dérogatoire : il ne suffit pas de violer une disposition législative encore faut-il qu'il y ait abus. [...]. Par ailleurs, le Comité fort de sa conclusion quant à l'entrée illégale, a fait l'équation entrée illégale = arrestation illégale = utilisation de la force illégale. Avec respect, une telle équation n'existe pas : l'analyse de l'acte dérogatoire doit se faire eu égard aux faits particuliers reprochés à l'agent et constituant, selon le Commissaire, un manquement au Code de déontologie. [...]. Vu l'attitude du prévenu, ils étaient également justifiés d'utiliser la force nécessaire pour le contrôler.¹¹⁷

Ainsi, pour la Cour du Québec, l'élément clé n'est pas la légalité de l'arrestation mais celle de l'usage de la force. En somme, la Cour reconnaît que la loi autorise l'usage, sans abus, de la force dans toute intervention policière quelque'elle soit.

Dans la décision *Bisson et Blanchet*¹¹⁸, les policiers effectuent une arrestation pour trafic de stupéfiants. Selon le comité, les policiers n'avaient pas de motif valide. Il conclut donc au caractère illégal de l'arrestation. Les faits révèlent que le prévenu était dans un état normal et offrait une résistance passive, surveillé par trois policiers. En l'espèce, l'usage de la force a

¹¹⁶ *Commissaire c. Boutin et Lacasse*, (C.D.P.), C-2000-2934-1, 31 août 2001.

¹¹⁷ *Boutin et Lacasse c. Monty*, (C.Q.), 450-02-008051-016, 29 mai 2002, p. 13.

¹¹⁸ *Commissaire c. Bisson et Blanchet*, (C.D.P.), C-2001-2992-2, 31 janvier 2003.

consisté, pour l'agent Bisson, en l'utilisation d'un coup de genou pour faire fléchir le prévenu pour la mise de menottes alors que l'agent Blanchet recourrait à une prise à la gorge pour plaquer le prévenu au sol et le frappait d'un coup de pied. Le prévenu n'en subit aucune lésion. Toutefois, pour le comité, dans les circonstances l'usage de la force particulièrement du coup de pied constituait un abus. Les policiers n'ayant aucun antécédent déontologique, le comité ordonna un jour de suspension pour l'agent Bisson et dix jours de suspension pour l'agent Blanchet. Concernant le recours à la force, le comité écrit :

Néanmoins, ayant conclu au caractère illégal de l'arrestation de fait faite par le sergent Bisson, il en découle nécessairement que l'usage de la force qui s'en est suivi ne peut être autrement qu'abusif. En effet, lorsqu'ils excèdent leurs pouvoirs, les policiers ne peuvent bénéficier de la protection de l'article 25 du Code criminel lequel leur confère le droit à l'utilisation de la force nécessaire*.¹¹⁹

À la lumière de cet extrait, on peut penser que le comité de déontologie policière est porté à déclarer dérogatoire tout recours à la force en l'absence du caractère légal de l'intervention policière. Pour le comité, il semble y avoir néanmoins une importante corrélation entre légalité de l'intervention et usage de la force. Il s'agit d'un critère influant surtout si les gestes posés par les policiers semblent plus près de l'agression que de la maîtrise de l'individu. Or, la Cour du Québec a clairement distingué le fondement légal de l'usage de la force de celui de l'arrestation. Pour la Cour, ce qui doit servir de base à l'évaluation du caractère dérogatoire de la force utilisée est son caractère abusif et non la légalité ou l'illégalité de l'intervention.

4.2 Les facteurs relatifs à la personne interpellée

4.2.1 La résistance passive et l'usage de la force

Dans la décision *Lamy et Paquet*¹²⁰, la situation survient en soirée sur une rue de Montréal. Il y a un attroupement de jeunes qui se provoquent. À l'arrivée des policiers, les jeunes se

* Voir à cet effet, *R.c. Lussier*, R.J.P.Q., 97-124 (C.S.), décision du 7 janvier 1999.

¹¹⁹ *Supra*, note 118, p. 14.

¹²⁰ *Commissaire c. Lamy et Paquet*, (C.D.P.), C-982715-3, 14 janvier 2000.

dispersent. L'agent Lamy, sortant de son véhicule, interpelle M. Slight et lui dit de remonter sur le trottoir. Devant le refus d'obtempérer, le policier pousse l'individu en appuyant à deux mains sur sa poitrine. L'individu ne montre aucun signe d'agressivité et garde ses mains dans ses poches. Le comité acquitta l'agent Lamy en précisant que celui-ci n'a pas fait usage de force excessive et en confirmant qu'il devait assurer son autorité dans un contexte où la situation pouvait devenir explosive. Le comité écrit :

Les parties reconnaissent que la situation était explosive ce soir-là, à cause de la présence de groupes de jeunes qui cherchaient à s'affronter et l'agent Lamy devait rapidement imposer son autorité face à un individu qui tardait à obéir à ses ordres, offrant en outre une résistance passive à la poussée du policier. L'agent Lamy était donc parfaitement justifié d'utiliser une certaine force physique pour contrôler la situation. La preuve démontre que cette force n'était pas excessive.¹²¹

Dans la décision Cardinal¹²², il s'agit d'un accident au cours duquel la conductrice est en état d'ébriété avancée. Les policiers interviennent avec les ambulanciers. Voyant son refus d'aller à l'hôpital, les agents décident de transporter Mme Bougie au poste pour un alcootest. Les policiers ont dû utiliser la force pour sortir la personne de l'auto, la soulever, la soutenir et l'aider à s'asseoir, etc. Le comité acquitta les policiers en mentionnant :

Dans ces circonstances, le Comité est d'opinion que le fait de soutenir une personne, de l'aider à marcher, de l'aider à s'asseoir, de la soulever, de la coucher en position sécuritaire alors qu'elle se laisse choir au sol, de la transporter assise sur une chaise et de lui ordonner de souffler dans l'appareil permettant de mesurer son taux d'alcool dans le sang, ne correspond pas à l'utilisation d'une force plus grande que nécessaire selon les critères retenus par la jurisprudence. Pour le Comité, la preuve ne démontre donc pas une forme de violence excessive et déraisonnable. Au contraire, tout policier prudent et prévoyant aurait lui aussi agi de la même manière dans les circonstances.¹²³

En somme, on peut dire que l'état de la personne interpellée, qu'il soit volontairement passif ou résulte de l'effet d'une consommation abusive, n'empêche pas l'usage de la force nécessaire pour mener à bien une intervention compte tenu de l'ensemble des circonstances.

¹²¹ *Ibid.*, p. 8.

¹²² *Commissaire c. Cardinal et als.*, (C.D.P.), C-99-2768-3, 17 mai 2001.

4.2.2 Le danger appréhendé et l'usage de la force

Dans la décision Auger, Bissonnette et Létourneau¹²⁴, l'événement fait suite à une interception d'un véhicule pour excès de vitesse. Les policiers décident de faire passer un test de détection pour l'alcool au conducteur qui présente les symptômes d'une personne sous l'influence de l'alcool. À la suite de l'échec au test (FAIL), le conducteur est amené au poste pour passer un alcootest. Durant le prélèvement d'échantillon d'haleine, le prévenu ne soufflait pas correctement, nécessitant la reprise du prélèvement plusieurs fois. Un des policiers donna l'ordre au prévenu de rester assis en raison de la présence de solutions chimiques à base d'acide et des autres appareils dans la pièce. Devant le refus d'obtempérer du prévenu, celui-ci fut saisi par le collet de la chemise pour qu'il s'assoie. L'homme résista, ce qui provoqua sa chute et celle du policier au sol. Il fut donc amené dans une cellule. Plus tard, une fois redevenu calme, il fut libéré de la cellule pour poursuivre les tests, après quoi il put quitter le poste de police.

Dans l'évaluation de l'usage de la force, le comité considéra que la présence de substances dangereuses justifiait le recours à la force pour obtenir le respect des ordres émis par les policiers envers le prévenu. Par ailleurs, le comité souligne l'excellente initiative des policiers d'avoir laissé le prévenu quelques minutes dans la cellule, le temps qu'il se calme et qu'il soit plus coopératif. Considérant le refus d'obtempérer et la démonstration de l'agressivité du prévenu ainsi que le risque présent dans les lieux, le comité conclut qu'il n'y a pas eu de recours abusif à la force. Le comité s'exprime ainsi :

L'appréciation d'un "danger" ou "de perte de contrôle de la situation" est subjective et c'est sur le "terrain" qu'elle s'apprécie. L'agent Bissonnette évalue rapidement la situation. Compte tenu du comportement particulier de monsieur Simatos et du danger que représentent certains produits présents dans la salle d'ivressomètre, il se doit d'intervenir rapidement auprès de monsieur Simatos.¹²⁵

¹²³ *Ibid.*, p. 23.

¹²⁴ *Commissaire c. Auger, Bissonnette, Létourneau*, (C.D.P.) C94-1348-1, 19 août 1994.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 11.

Ainsi, le danger résultant de l'environnement peut justifier l'usage de la force nécessaire en présence d'une personne qui ne répond pas aux avertissements. Toutefois, l'usage de la force doit demeurer sous contrôle comme en témoigne la cause suivante.

Dans la décision Gagné¹²⁶, le comité a jugé dérogatoire la conduite du policier. L'événement est survenu durant la nuit. Un individu est arrêté pour conduite avec capacité affaiblie par deux agents qui l'amènent au poste de police pour lui faire subir un alcootest. C'est l'agent Gagné qui agit en tant que technicien à l'alcootest. Durant la prise de l'échantillon d'haleine, l'agent Gagné répète à plusieurs reprises au prévenu de ne pas toucher l'embout de l'appareil. Le prévenu, ignorant ces avertissements, saisit encore l'embout buccal. L'agent Gagné pousse alors le prévenu au mur en le saisissant par le cou nécessitant l'intervention des deux autres agents pour les séparer.

Fait à noter, la cour du Québec¹²⁷ annula les sanctions imposées en invoquant, d'une part, la crédibilité des témoignages des policiers par opposition à celle du plaignant et, d'autre part, en citant la cause Auger et als.¹²⁸ en ce qui a trait à la présence de produits dangereux dans la salle d'alcootest.

Bien que la cour du Québec ait annulé la sanction imposée par le comité, il ressort de la jurisprudence que le policier doit être convaincu de la présence d'éléments de risque tels que des attitudes ou gestes menaçants avant d'avoir recours à la force même si celle-ci peut être légitimée par ailleurs en raison de la sécurité et de la particularité des lieux.

Dans la décision Gaudreau¹²⁹, deux agents interceptent deux mineurs sur une moto non immatriculée. Une fois interceptés, les jeunes refusent de collaborer. Ils sont agressifs et crachent sur l'auto-patrouille. L'agent Giguère prépare la banquette arrière pour asseoir l'un des jeunes. L'autre jeune s'approche du policier Gaudreau de manière menaçante avec son casque à la main. L'agent Gaudreau, après un avertissement verbal, décide d'utiliser le poivre

¹²⁶ *Commissaire c. Gagné*, (C.D.P.) C-97-2286-1, 12 mai 1998.

¹²⁷ *Gagné c. Commissaire*, C.Q. 500-02-071535-988, 9 mai 2000.

¹²⁸ *Commissaire c. Auger, Bissonnette, Létourneau*, (C.D.P.) C94-1348-1, 19 août 1994, p. 11.

¹²⁹ *Commissaire c. Gaudreau*, (C.D.P.), C-97-2172-2, 30 avril 1998.

de Cayenne pour le maîtriser au lieu d'utiliser la force physique. Le jeune prévenu est arrêté et amené au poste pour entrave. Des constats d'infraction lui furent remis et les parents avisés. Le comité acquitta le policier tout en constatant que :

Le Comité est d'avis que cela n'était peut-être pas la meilleure chose à faire et qu'il aurait été souhaitable qu'il tente encore de raisonner A. B. pour l'empêcher d'intervenir. Cela n'est cependant qu'une opinion qui n'a pas à être substituée, dans les circonstances révélées par la preuve, à celle de l'agent Gaudreau qui a estimé, lui, que c'était la meilleure façon d'intervenir que de privilégier l'usage du poivre de Cayenne plutôt que la confrontation physique avec un mineur, surtout si l'on considère que A. B. était au moins aussi grand, sinon plus grand que lui.¹³⁰

Il ressort de cette affaire que la perception d'une menace jointe à un comportement agressif peut justifier l'usage raisonnable de la force.

Dans la décision Lambert¹³¹, les agents patrouilleurs aperçoivent un individu sur le bord de la route en train d'uriner. L'individu les voit et retourne à son véhicule. Les policiers décident de vérifier l'état du conducteur ; ils lui demandent les papiers d'identification usuels. Le conducteur est rébarbatif et semble en état d'ébriété. Lorsque le conducteur réalise qu'il sera mis en état d'arrestation, il devient agressif et lève les bras dans les airs. L'agent Lambert percevant un danger pour sa sécurité exécute un contrôle articulaire et, assisté de son collègue, effectue la mise des menottes. Le comité, saisi de la plainte, acquitta le policier en reconnaissant le droit du policier d'utiliser la force nécessaire si l'individu agit de manière menaçante ou agressive. En somme, il n'est pas nécessaire que le policier reçoive un coup pour être fondé de recourir à l'usage raisonnable de la force.

Dans la décision Lemieux et Roger¹³², il s'agit d'un appel faisant suite à une bagarre à la sortie d'un bar. Les policiers arrivent sur les lieux et tentent de dissiper la foule. Un groupuscule n'obtempère pas à l'ordre de circuler. L'agent Roger arrête alors l'un d'entre eux qui semble être le leader du groupe. Celui-ci résiste, raidissant son bras lorsque le

¹³⁰ *Ibid.*, p. 17.

¹³¹ *Commissaire c. Lambert*, (C.D.P.), C-99-2750-1, 13 mars 2000.

¹³² *Commissaire c. Lemieux et Roger*, (C.D.P.) C- 2001-3012-2, 19 juillet 2002.

policier tente une clé de bras pour la mise de menottes. N'étant pas capable de maîtriser l'individu malgré l'aide d'un second policier, l'agent Roger utilise le poivre de Cayenne. Voyant l'arrestation de son frère, Patrick Lafleur se dirige vers les policiers de manière menaçante le poing fermé prêt à frapper. L'agent Lemieux lui projette au visage un jet de poivre de Cayenne et le menotte également. Le comité acquitta les policiers et fit mention dans la décision :

En pareille circonstance, la décision prise par l'agent Lemieux est conforme à la formation reçue sur l'utilisation du poivre de Cayenne. L'expert Berniqué précise que le policier n'a pas à attendre de recevoir un coup pour utiliser le poivre de Cayenne, une agression imminente suffit.¹³³

L'usage de la force était nécessaire compte tenu de la résistance active du prévenu pour empêcher les policiers d'effectuer la mise de menottes. L'usage de poivre sur le second belligérant s'explique par son attitude menaçante, sa corpulence physique et son déplacement vers le policier. Ces attitudes confirment la perception du policier qu'il y avait risque d'une agression imminente légitimant l'usage du poivre envers le second individu.

Dans la décision Juneau¹³⁴, l'événement survient lors d'une interception sur la route. Le passager du véhicule dit au policier de se dépêcher et ajoute des propos désobligeants à l'égard du policier. L'agent Juneau demande au passager de sortir de son véhicule et le saisissant à la gorge, il le pousse à quelques reprises sur le véhicule. Malgré une version différente du policier, le comité ne retient pas la version des policiers et déclare la conduite du policier Juneau dérogatoire. Le comité écrit :

Dans les faits de l'actuel dossier, il n'y avait, selon le Comité, aucune raison valable qui autorisait l'agent Juneau à saisir monsieur Goudreau à la gorge. Ce n'est certes pas le caractère du citoyen ou même son attitude tout à fait déplaisante qui pouvaient le lui permettre. En agissant comme il l'a fait, l'agent Juneau a eu recours à un degré de force non nécessaire, déraisonnable et non convenable, compte tenu de l'ensemble des circonstances. Son geste s'inscrit donc à l'enseigne d'une violence tout à fait inutile et gratuite et est loin de répondre au critère de raisonabilité édicté par le juge Le Dain. Il doit en être tenu responsable.¹³⁵

¹³³ *Ibid.*, p. 26.

¹³⁴ *Commissaire c. Juneau*, (C.D.P.), C-96-1766-1, 11 septembre 1996.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 8.

Il faut donc retenir ici que l'attitude offensante sans agressivité ou menace ne peut donner lieu à l'usage de la force.

Concernant la sanction de deux jours, le comité a tenu compte du dossier antérieur de l'agent Juneau et citant le Juge Malouf.¹³⁶ il écrit :

[...], le policier, dans notre société, occupe un poste de grande importance. Non seulement joue-t-il un rôle prépondérant sur le plan social mais il est aussi chargé de voir à ce que tous les citoyens respectent les règles établies par la société. Pour mériter le respect de ses citoyens, il doit posséder les qualités d'honnêteté et d'intégrité et toujours se conduire d'une façon quasiment impeccable.

Dans la décision Desrosiers¹³⁷, l'événement survient lorsque M. Ménard, détenu suite à un mandat d'arrestation, devient verbalement agressif à l'égard des policiers en raison de sa détention qui dure depuis quelques jours pour une comparution et pour laquelle, selon lui, il y aurait erreur sur la personne. Le sergent Desrosiers, qui travaille au secteur de détention du service de police, intervient afin de l'amener dans une cellule-isoloir. Pour le maîtriser, il utilise une prise de bras et une prise de tête. M. Ménard se cogne la tête provoquant un saignement, il est conduit à l'hôpital puis ramené au centre de détention. Le comité a trouvé dérogatoire l'acte du sergent Desrosiers en raison du fait que la simple colère ou les propos agressifs ne peuvent justifier le recours à l'usage de la force.

Il est vrai qu'au moment des incidents, monsieur Ménard était fort mécontent, plutôt en colère et quelque peu agressif verbalement à l'égard des policiers. Mais du point de vue du Comité, rien qui pouvait justifier l'usage obligatoire de la force. Rien non plus qui pouvait justifier l'intervention d'un deuxième et d'un troisième policier pour maîtriser physiquement monsieur Ménard et littéralement le traîner malgré lui à la cellule-isoloir. Compte tenu de ce qui se passait, la force utilisée par le sergent Desrosiers était de toute évidence abusive, parce qu'elle était trop grande, démesurée, disproportionnée par rapport aux besoins de la situation.¹³⁸

¹³⁶ C.Ū.M. c. Rousseau et al, (C.A.), 500-09-001265-818, page 7-8, p. 12.

¹³⁷ Commissaire c. Desrosiers, (C.D.P.), C-96-1844-3, 29 mai 1998.

¹³⁸ Ibid., p. 11 et 13.

En somme, le policier se trouvant menacé peut être justifié d'avoir recours à la force mais pas en raison d'un comportement ou d'attitude déplaisante, même insultante du citoyen.

4.2.3 La présence de lésion et la conclusion d'abus de force

Dans la décision *Grimard et Rousseau*¹³⁹, deux policiers font une interception sur la route pour un excès de vitesse. Deux autres véhicules s'immobilisent près du véhicule intercepté. Les occupants, des amis du conducteur, restent à distance. Toutefois, l'agent Roy, estimant que la situation risquait de s'envenimer, fit une demande de renfort. Les deux autres véhicules repartirent avant que les renforts n'arrivent. Le policier Rousseau aperçut ce qu'il crut être une cannette de «mace» et sortit un des occupants de la voiture en l'agrippant par le bras. L'agent Roy vit une cannette de "mace" tomber par terre. Pendant ce temps, l'agent Grimard, arrivé en renfort, surveillait la scène. Craignant que d'autres armes soient cachées dans la voiture, l'agent Rousseau demanda au conducteur de sortir. Celui-ci refusa. Le policier ouvrit la portière, saisit le conducteur par un bras et le sortit du véhicule. Le conducteur criait et agit de manière agressive en bousculant les policiers. Il y eut arrestation pour entrave. L'agent Grimard saisit le conducteur en appliquant un contrôle articulaire au bras gauche, l'autre policier faisant de même avec le bras droit. Cette technique permit d'immobiliser les bras de monsieur Mc Donald derrière son dos malgré la résistance offerte par le conducteur. Il y eut mise de menottes. Le conducteur se plaignit de douleur au bras et une fracture fut constatée par la suite. Le comité acquitta les policiers en expliquant :

[...]. Il aurait fallu que le Commissaire démontre qu'ils ont utilisé une force excessive contre monsieur Mc Donald. Or, cette preuve n'a pas été faite. Nous sommes d'accord avec le Commissaire qu'il n'a pas à prouver la mens rea des agents concernés parce que nous ne sommes pas en droit criminel ; cependant, la preuve doit aller au-delà de l'équation fracture = force excessive, car cette équation n'est pas fondée juridiquement ; elle élimine toute possibilité d'accident, ce qui nous semble être le cas pour le bras de monsieur Mc Donald. La preuve médicale conforte notre conclusion, car le Docteur Lacoste a dit que le type de fracture subie par monsieur Mc Donald est dû à un mouvement de torsion mais que, par ailleurs, il est impossible de déterminer le degré de force nécessaire pour causer ce type de blessure.

¹³⁹ *Commissaire c. Grimard et Rousseau*, (C.D.P.) C-91-1030-1, 23 octobre 1992, p. 28.

Autre élément important de cette affaire, même si le plaignant fut acquitté de l'accusation d'entrave, le comité a considéré que la technique de contrôle articulaire utilisée est une méthode reconnue et enseignée à l'École nationale de police du Québec tel qu'établi par le témoin expert de cet institut. Or, la technique comportant l'application d'un mouvement de torsion peut engendrer une fracture lorsqu'il y a une résistance telle que celle constatée ici, comme le confirme le témoignage du médecin. Le comité en arrive à la conclusion que le plaignant a subi cette fracture de manière accidentelle et acquitta les policiers. Le juge Jean Longtin de la cour du Québec confirma cette décision¹⁴⁰ en retenant l'élément de sécurité de la technique en l'absence de résistance de la personne arrêtée: « La technique de contrôle articulaire (clé de bras) est reconnue et en l'absence de résistance cette prise qui est faite ne provoque aucune blessure ».

En somme, même en présence de lésions corporelles, l'évaluation de la force doit porter sur le caractère abusif de la force utilisée compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire puisque seul l'abus de force est interdit.

4.3 Les facteurs relatifs à l'opération policière

4.3.1 L'absence de planification et la légitimité du recours à la force

Dans cette section, nous nous intéressons aux rapports entre l'usage de la force et le déroulement de l'opération policière notamment sa préparation, le cas échéant, son déroulement ou le choix de l'intervention privilégiée.

Dans la décision *Cusson*¹⁴¹ l'événement survient durant la nuit suite à un appel concernant une alarme de vol dans un dépanneur. Les premiers policiers sur les lieux sont l'agent *Cusson* et *Mainville*. Rendus sur les lieux, ils sortent de leur véhicule pour faire une inspection autour du bâtiment. Après avoir vérifiée la façade avant et n'ayant constaté aucune trace d'effraction,

¹⁴⁰ *Grimard et Rousseau c. Commissaire*, (C.Q.) 500-02-036528-920, 10 avril 1995.

¹⁴¹ *Commissaire c. Cusson*, (C.D.P.), C-93-1308-2, 27 janvier 1995.

l'agent Cusson se dirige vers l'arrière pour poursuivre l'inspection des lieux. Seul derrière, il voit des bris de verre à proximité des fenêtres. L'agent Cusson continue son inspection en s'avançant l'arme au poing. Soudain, il voit un individu armé d'un fusil lui tournant le dos. L'agent Cusson croyant faire face au voleur s'exclame « Police, lâche ton arme ! ». L'individu se retourne vers le policier le fusil pointé vers lui. L'agent Cusson croyant sa vie en danger tire un coup de feu en direction du suspect. Le suspect touché par le projectile s'affale au sol en mentionnant « Je suis le propriétaire ». Le policier appelle son confrère à l'aide et demande une ambulance sur les lieux. L'individu succombe à sa blessure sur les lieux.

À la majorité, le comité déclara dérogatoire, l'action du policier pour usage négligent d'une arme à feu et imposa 60 jours de suspension. Le comité écrit :

Il arrive que des circonstances fortuites et tout à fait imprévisibles placent le policier dans une situation où sa réaction doit être immédiate et où il ne peut pas se permettre d'élaborer ou de mûrir des stratégies. Toutefois, en l'instance, le Comité estime qu'il y a eu déviance policière dans l'utilisation de l'arme à feu par l'agent Cusson parce que rien dans la preuve ne laisse voir une planification réfléchie, laquelle est un moyen propre d'éviter toute erreur de jugement subséquente.¹⁴²

À l'appui de ses conclusions, le comité cita une décision de la cour du Québec :

La nécessité et l'obligation pour un policier de répondre à un appel urgent qui lui est fait a souvent comme conséquence de placer le policier dans une situation dangereuse qu'il se doit d'affronter ; le Code de déontologie l'oblige cependant lorsqu'il est confronté à de telles situations à agir de façon à minimiser au maximum les dangers que ses gestes peuvent entraîner pour le public.¹⁴³

Dans un tel cas, la sanction imposée porte sur deux éléments concurrents à savoir l'usage de la force et la faute relevée dans le déroulement de l'opération policière. En fait, on peut dire que la faute couplée aux conséquences de l'usage de la force est susceptible d'entraîner un jugement sévère sur le travail lui-même et par voie de conséquences sur la sanction imposée.

¹⁴² *Ibid.*, p.36.

¹⁴³ Dans Cusson à la page 40 référence citée : *Cloutier c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-034612-924, 28 octobre 1994, p. 8.

Dans sa décision sur sanction, le comité écrit :

À ce sujet, la jurisprudence du Tribunal des professions à l'égard des sanctions est fort bien résumée dans la cause *Bourdélais c. Pouliot* de la façon suivante : "Notre Tribunal a souvent affirmé que la sanction doit s'inspirer des principes établis en droit criminel en matière de sentence. Elle doit être juste, appropriée et proportionnée à la faute. La sanction doit viser à protéger la société tout en respectant les droits du professionnel. Elle protégera la société en dissuadant le professionnel de récidiver ou les autres membres de la corporation de l'imiter. Elle respectera les droits du professionnel en veillant au respect de ses droits constitutionnels et en demeurant dans le cadre du droit disciplinaire. Pour concilier cet objectif de dissuasion avec les droits du professionnel, la sanction doit se situer à l'intérieur de ce cadre. Pour établir ce cadre, il faut considérer les éléments de preuve objectifs et subjectifs qui se rapportent à la sanction. Pour avoir dérogé à l'article 11 du Code de déontologie des policiers du Québec : Une suspension sans traitement pour une période de soixante (60) jours ouvrables.¹⁴⁴

En appel, le juge Bertrand Gagnon maintient la décision du comité mais modifie la sanction. Son analyse des faits l'amène à retenir les éléments suivants pour conclure à une conduite dérogatoire :

Lorsqu'il constate la présence d'indices d'une effraction, il n'en informe pas son coéquipier et ne juge pas bon de faire une nouvelle planification. Enfin, en apercevant un suspect, une arme à la main, même si ce suspect ne l'a pas encore vu, il ne profite pas de l'occasion pour retraiter et se concerter avec son coéquipier. Vu cette absence totale de planification et de concertation de la seconde partie de l'intervention, l'appelant est seul devant un agresseur possible. Il passe immédiatement à l'étape de l'avertissement, sans se couvrir. La conclusion du Comité est parfaitement justifiée si l'on s'en tient à cette seconde partie de l'intervention policière. De même, le tribunal d'appel ne peut écarter le motif principal du manque de prudence reproché à l'appelant : en se plaçant à découvert devant un suspect armé, il a risqué d'être obligé de tirer, même si ce n'était pas là son intention. Personne ne peut mettre en doute le fait que le policier, lorsqu'il a tiré, n'avait plus le choix. Malheureusement, ce sont ses gestes antérieurs qui donnent lieu à la réprobation du Comité.

¹⁴⁴ *Commissaire c. Cusson*, (C.D.P.), C-93-1308-2, 9 mars 1995. Citant la décision *Bourdélais c. Pouliot*, (D.D.C.P.), [1990], 293, p. 7 (décision sur sanction).

Toutefois en ce qui concerne la sanction, le juge relève que le comité n'a pas considéré comme facteur atténuant le fait que l'agent Cusson croyait qu'il se trouvait en présence du voleur. Pour cette raison, la sanction imposée fut modifiée de 60 jours à 30 jours.

Dans la décision *Mailloux et Tremblay*¹⁴⁵, le comité doit évaluer une situation qui fait suite à l'intervention d'un agent double tentant d'effectuer une transaction de drogue avec un individu. Lors des échanges verbaux pour conclure la transaction, l'individu projette l'agent double dans le couloir en le frappant d'un coup de poing au visage. L'impact a pour effet de fracturer le nez du policier. Celui-ci appelle du renfort et une dizaine de policiers arrivent sur les lieux. Les agents Mailloux et Tremblay partent à la recherche de l'individu en vue de l'arrêter pour voie de fait avec lésions. Ils le trouvent en train de laver le plancher taché de sang avec une vadrouille. L'agent Tremblay le somme de se coucher par terre. Devant son refus d'obtempérer, l'agent Tremblay effectue une prise de l'encolure et les deux se retrouvent au sol ; enfin l'individu est menotté et amené au poste de police.

Le comité déclara la conduite des policiers dérogatoires et imposa des sanctions de deux à quatre jours aux policiers. Pour le comité, l'intervention policière fut improvisée et non planifiée alors qu'il n'y avait pas d'urgence. Concernant la décision de l'agent Tremblay d'effectuer une prise de l'encolure, le comité conclut qu'il y avait d'autres options moins coercitives en regard du faible niveau de résistance et de l'absence de menace et de danger imminent. Le comité écrit dans sa décision sur sanction :

Au plan objectif, la gravité des gestes posés par les agents Tremblay et Mailloux peut difficilement être atténuée. L'intervention, faut-il le rappeler, était improvisée et la spontanéité de la force employée par les policiers n'était pas étrangère au fait que l'individu qu'ils arrêtaient venait de se livrer à des voies de fait sur leur collègue. Rien dans le présent dossier ne justifiait les policiers d'agir aussi promptement. L'individu n'a pas résisté à son arrestation et aucun motif sérieux ne pouvait laisser craindre pour leur sécurité. User de violence comme ils l'ont fait envers un citoyen qui était seul contre quatre policiers constitue un acte dérogatoire relativement sérieux.¹⁴⁶

¹⁴⁵ *Commissaire c. Mailloux et Tremblay*, (C.D.P.), C-98-2363-2, 16 novembre 1998.

¹⁴⁶ *Commissaire c. Mailloux et Tremblay*, (C.D.P.), C-98-2363-2, décision sur sanction 29 janvier 1999, p.4.

Le juge François Godbout de la cour du Québec¹⁴⁷ confirma la décision mais modifia la sanction en avertissements considérant que les gestes posés étaient le résultat d'une absence de planification de l'intervention policière et, qu'en conséquence, l'agent Tremblay ne pouvait être tenu responsable de cette lacune.

Au-delà de la sanction, il faut noter que l'évaluation du degré de force utilisée tient nécessairement compte du contexte de l'opération policière. Ainsi, l'absence de planification constitue un élément pouvant avoir une incidence directe sur l'appréciation de la conduite des policiers lorsqu'une situation est l'occasion d'un usage de la force pouvant être qualifiée d'abusif.

4.3.2 La faute à l'encontre du principe de gradation dans le recours à la force

Dans la décision Bouchard, Duncan, Trudeau et Whitty¹⁴⁸, l'événement survient lorsque les agents Duncan et Trudeau patrouillent durant la nuit en véhicule fantôme. Ils aperçoivent un véhicule suspect immobilisé et s'en approchent mais l'automobiliste se sauve. Les policiers bloquent le véhicule et sortent pour interroger le conducteur. Celui-ci descend de son véhicule avec un couteau à la main. À la demande des policiers de déposer le couteau, l'individu obtempère en le déposant sur le siège de son véhicule. L'agent Duncan s'approche de l'individu et effectue une prise de l'encolure pour le maîtriser. De son côté, l'agent Trudeau tente d'immobiliser un bras de l'individu. Les policiers Bouchard et Whitty sont arrivés en renfort. L'individu mord le biceps de l'agent Duncan. L'agent Whitty tente alors de dégager le bras de son collègue en donnant des coups de lampe de poche dans les côtes du prévenu puis il exerce avec sa lampe une pression sur le menton pour éviter d'être mordu ; par la suite, il retiendra les jambes de l'individu. Le caporal Bouchard immobilise M. Perreault en s'asseyant sur le thorax de ce dernier. M. Perreault cesse soudainement de respirer, les policiers réussissent à le réanimer. M. Perreault est transporté à l'hôpital mais il en conservera des lésions permanentes, soit la perte de la vue. Le comité conclut à des actes

¹⁴⁷ *Mailloux et Tremblay c. Commissaire*, (C.Q), 200-02-021277-993, 23 février 2000.

dérogatoires et impose 60 jours de suspension à l'agent Duncan et 40 jours de suspension respectivement pour chacun des autres agents.

Le comité de déontologie déclare dérogatoires les actes posés par les quatre agents en précisant :

Le comité ne peut se convaincre que cet homme seul, désarmé, et n'ayant jusque là démontré aucun geste direct en direction des policiers, pouvait représenter un danger pour ces quatre policiers armés agissant de façon concertée. [...]. Rien dans la preuve ne permet au Comité de qualifier le regard de monsieur Perreault en direction de l'agent Trudeau comme étant une menace justifiant que l'agent Duncan agisse d'une façon aussi brusque et violente, saisissant monsieur Perreault à l'aide d'une prise de cou.¹⁴⁹

En somme, le Comité considère que les agents sont en faute du fait qu'ils n'ont pas appliqué les règles générales d'une bonne intervention en ne procédant pas à l'évaluation de tous les éléments de la situation en regard du degré de force requis. Ils ont utilisé un degré de force supérieur à ce que les circonstances justifiaient.

La cour du Québec infirma partiellement la décision en accueillant l'appel des policiers, Bouchard, Trudeau et Whitty et en rejetant l'appel de l'agent Duncan. L'Honorable juge Claude René Dumais de la cour du Québec¹⁵⁰ écrit :

Ici, l'on reproche un degré de force plus grande que celle nécessitée par les circonstances. Or, selon la preuve, seul l'agent Duncan a utilisé telle force ; l'agent Whitty est intervenu immédiatement pour dégager son collègue, mais le Tribunal est d'avis qu'il n'avait pas le choix. L'agent Duncan était aux prises avec un individu costaud : il fallait l'aider. L'on peut déplorer l'usage du manche de la lampe "Maglite", mais il fallait agir près de la bouche du prévenu, qui avait mordu et, semble-t-il, voulait continuer à mordre. Quant à l'agent Trudeau, son rôle est tout à fait mineur, car il n'a que tenté de maîtriser le bras gauche de monsieur Perreault. Pour ce qui est du caporal Bouchard, le Tribunal est du même avis que celui exprimé dans le cas de l'agent Trudeau : son rôle est mineur dans la maîtrise de monsieur Perreault. S'il existait cependant un article du Code de déontologie portant sur le devoir de "leadership", le présent Tribunal estimerait que ce policier gradé aurait failli à cet article dans les circonstances.

¹⁴⁸ *Commissaire c. Bouchard, Duncan, Trudeau et Whitty*, (C.D.P.), C-94-1526-2, 20 février 1998.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 40.

¹⁵⁰ *Bouchard, Duncan, Trudeau et Whitty c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-068420-988, 17 octobre 2001, p. 7.

Dans la décision *Provencher et Rochette*¹⁵¹, on relate que, vers 5h30 du matin, les policiers rédigeaient un constat d'infraction pour stationnement interdit. Durant ce temps, la dépanneuse procédait au remisage du véhicule en question. Or, le propriétaire arriva sur les lieux en état d'ébriété avancé et interpella les policiers. Durant l'échange verbal, M. Livernoche menaça l'agent Provencher de lui casser ses lunettes dans la face. L'agente Rochette sortit du véhicule de patrouille de même que l'agent Provencher pour tenter de maîtriser l'individu en le menottant en raison des menaces proférées. Dans sa tentative de maîtriser l'individu aucune technique d'amener utilisée par l'agent Provencher ne fonctionne. Il tombe au sol dans la « slush », se relève et utilise sa lampe de poche pour frapper M. Livernoche à la tête à au moins trois reprises. Par la suite, les renforts arrivent pour menotter le prévenu. M. Livernoche fut envoyé à l'hôpital pour des blessures nécessitant des points de sutures.

Le comité acquitta les policiers en déclarant prépondérante la preuve fournie par leurs témoignages et ce, par rapport à celui du plaignant et autres témoins. Cependant, en appel, la juge Nicole Mallette en a décidé autrement en retenant plutôt le témoignage des témoins non policiers en raison de l'existence d'éléments contradictoires dans le témoignage des policiers. De plus, la Cour considère que les éléments évoqués pour justifier l'arrestation ne sont pas suffisants en soi. La juge considère qu'en raison des faits de la cause, le degré de force ayant provoqué des lésions permanentes à M. Livernoche n'était pas justifié. Elle note, l'absence d'urgence d'agir et l'arrivée imminente des renforts pour assurer une intervention sécuritaire. La juge Malette¹⁵² s'exprime ainsi :

À supposer même que le Tribunal donne le bénéfice du doute à l'agent Provencher en retenant cette partie du témoignage des policiers sur l'existence de la menace de péter les lunettes, (Monsieur Goneau pourrait ne pas l'avoir entendue et Monsieur Livernoche pourrait ne pas se rappeler l'avoir proférée), l'arrestation demeure un abus d'autorité. En effet, le Tribunal estime qu'il n'y a pas d'élément qui pouvait amener l'agent Provencher à croire que Livernoche passerait à l'acte. [...]. De plus, quand il se rend compte qu'il n'est pas en mesure d'immobiliser Livernoche, l'agent Provencher aurait dû attendre l'arrivée des renforts. La situation n'est pas à ce point

¹⁵¹ *Commissaire c. Provencher et Rochette*, (C.D.P.), C98-2643-2, 17 mai 2000.

¹⁵² *Monty c. Provencher et Rochette*, (C.Q.), 400-02-004022-008, 20 décembre 2000, p. 24 et décision sur sanction 2 avril 2001.

explosive qu'elle nécessite l'utilisation d'une telle violence quand on sait que les renforts vont arriver d'une minute à l'autre. [...]. Enfin, le Tribunal estime que la quantité de coups portés (nettement plus que trois (3) selon la preuve médicale non-contredite) est démesurée par rapport à l'incident.

Dans sa décision sur sanction, la juge Malette imposa 15 quinze jours de suspension. Elle considéra les facteurs aggravants et atténuants mais également l'aspect dissuasif exemplaire associé à une sanction. Elle cite l'affaire : *Commissaire à la déontologie policière c. Gagnon et Arteau*¹⁵³, dans laquelle Me Gilles Arsenault situe bien le poids à donner à l'un et à l'autre de ces éléments. Il s'exprime ainsi :

Le procureur du policier soumet que le législateur n'a pas assorti l'usage abusif de la force à l'imposition automatique d'une sanction comportant une suspension sans traitement ; le Comité en est fort conscient. Cependant, le législateur lui a confié toute la latitude nécessaire pour que la gravité objective d'une faute soit reflétée dans cette sanction, tout en étant juste et raisonnable, sans non plus y perdre son caractère de dissuasion et d'exemplarité.

Le procureur de l'agent Gagnon a également cité plusieurs causes dans lesquelles le Comité a imposé de légères suspensions pour des actes dérogatoires de même nature. Les dossiers du Comité démontrent qu'il en existe encore davantage où des sanctions plus lourdes ont aussi été imposées, allant même jusqu'au congédiement. Un tel exercice statistique est cependant mal fondé s'il ne tient pas compte des faits et circonstances propres à chaque dossier. Chaque cas en étant un d'espèce, ce sont les circonstances particulières qui deviennent déterminantes.

Dans la décision *Dulude et Langlais*¹⁵⁴, les agents voient deux personnes se bousculer au coin d'une rue durant leur patrouille de nuit. Ils identifient l'une des personnes, Mme Verville, et constate qu'elle est recherchée en vertu d'un mandat d'arrestation. Mme Verville est hystérique. Les policiers la menottent pour le transport jusqu'au centre de détention. Une fois rendus au centre et en compagnie de deux autres agents, ils basculent vers l'avant Mme Verville en effectuant un fauchage de la jambe pour qu'elle soit en position ventrale, afin de faciliter le retrait des menottes. Malgré l'absence d'intention malicieuse, il en résulta des séquelles pour Mme Verville. Les examens médicaux montreront une fracture du plateau tibial nécessitant une chirurgie.

¹⁵³ *Commissaire c. Gagnon et Arteau*, (C.D.P.), C-2000-2857-1, 13 février 2001

¹⁵⁴ *Commissaire c. Dulude et Langlais*, (C.D.P.), C-98-2479-3, 15 juin 2000.

Le comité déclara la conduite des policiers dérogatoire en raison de l'absence de danger ou d'urgence d'agir. En outre, le comité constate que les policiers étaient quatre pour une femme menottée. Le comité imposa cinq jours de suspension pour l'agent Dulude et Langlais en motivant la décision sur sanction à la page 3 :

Dans le présent dossier, les agents Langlais et Dulude, avec deux autres policiers, ont couché la plaignante par terre de façon musclée afin de lui enlever les menottes qu'elle portait. En agissant ainsi, les policiers ont fait preuve d'un manque de jugement flagrant. La force utilisée était nettement excessive dans les circonstances. Les policiers n'étaient pas dans une situation d'urgence et auraient dû faire preuve d'une plus grande patience envers la plaignante. La blessure subie par la plaignante est sérieuse et n'est pas accidentelle puisqu'elle résulte de l'usage immodéré de la force par les deux policiers. Il y a des conséquences prévisibles à l'usage de la force. De plus, le Comité souligne la gravité objective de la blessure subie par la plaignante. Cette dernière en conservera des séquelles à long terme.

Le juge Antonio De Michèle de la cour du Québec¹⁵⁵ modifia la sanction à deux jours de suspension.

Dans la décision Lavoie et St-Surin¹⁵⁶, l'événement survient lorsque les agents prennent une plainte de menace de M.Guay. Celui-ci, un peu plus tard, n'ayant pas de nouvelles de sa plainte décide de se rendre au poste de police avec sa conjointe Mme Perreault. Les policiers sont rappelés à l'unité et une fois rendus réagissent négativement au fait d'être interpellé par M.Guay. Celui-ci et sa conjointe deviennent impolis en tenant des propos racistes envers l'agent St-Surin. Considérant l'escalade verbale dans l'unité, les agents décident de sortir le couple. Ceux-ci refusent et offrent une résistance passive ; les agents les sortent manu militari en les traînant au sol. La caméra vidéo de l'unité a tout filmé.

Le comité reconnaît la légalité de l'action des agents d'agir pour expulser le couple du poste de police. Cependant il considère que le degré de force dans les circonstances est supérieur à la force nécessaire et que l'approche utilisée ne ressemble en rien à ce qui est enseigné par l'Institut de police. Le comité a pu observer l'intervention à partir de la bande vidéo de la caméra du poste de police. Le comité imposa deux jours de suspension à chaque agent et le

¹⁵⁵ *Dulude et Langlais c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-087551-003, 17 mai 2001.

¹⁵⁶ *Commissaire c. Lavoie et St-Surin*, (C.D.P.), C-98-2622-3, 12 février 2001.

juge Gérard Rouleau de la Cour du Québec¹⁵⁷ confirma la décision du comité. Dans sa décision le comité s'exprime ainsi :

Certes, le dossier démontre que jusqu'à ce jour, les policiers cités ont maintenu des dossiers de déontologie impeccables. De plus, l'enquête a démontré que les citoyens expulsés ont tenu des propos haineux, voire même racistes, à l'égard des policiers cités. Toutefois, cela ne diminuait en rien l'obligation qu'ils avaient de garder le contrôle de la situation en utilisant une méthode raisonnable pour les expulser du poste de police.¹⁵⁸

De la décision Lavoie et St-Surin¹⁵⁹, nous pouvons retenir que l'utilisation de techniques d'amener non transmises par les enseignements de l'École nationale de police ainsi que l'attitude des policiers utilisant la force peuvent renforcer la perception d'une absence de légitimité d'agir et ce malgré la légalité de l'intervention.

4.3.3 L'intervention coercitive légère

Dans le cadre d'une intervention coercitive légère, nous pouvons distinguer la technique d'escorte qui comprend la saisie de la main et du bras avec pression ou clé articulaire, la technique de diversion comprenant le coup léger ou l'application d'un point de pression et la technique légère à mains nues qui s'effectue par des contrôles articulaires. L'utilisation de ces techniques précède généralement l'étape d'une mise de menottes. Pour assurer sa sécurité, il arrive que le policier amène l'individu au sol en position ventrale lors de la mise de menottes. Le poivre (olérésin capsicum) est également utilisé comme arme intermédiaire. Nous présentons dans ce qui suit diverses décisions mettant en cause l'utilisation de ces techniques et analysons comment elles sont évaluées par rapport à l'usage de la force à titre de moyens d'intervention autorisée.

¹⁵⁷ *Lavoie et St-Surin c. Commissaire*, (C.Q.) 500-02-098090-017, 13 mai 2002.

¹⁵⁸ *Commissaire c. Lavoie et St-Surin*, (C.D.P.), C-98-2622-3, décision sur sanction 28 mai 2001, p. 5.

¹⁵⁹ *Commissaire c. Lavoie et St-Surin*, (C.D.P.), C-98-2622-3, 12 février 2001.

Dans le dossier Gingras¹⁶⁰ il s'agit d'un cas où l'utilisation d'une technique d'escorte fut utilisée. Lors des manifestations durant le Sommet des Amériques, un groupe de 18 manifestants ont été arrêtés et placés dans un autobus scolaire servant de fourgon cellulaire. Une fois à l'intérieur, Mme Ritchot a changé de place malgré des avis répétés de l'agent Gingras l'interdisant. L'agent voyant le refus d'obtempérer de Mme Ritchot décida de saisir son bras d'une seule main selon une technique d'escorte enseignée à l'École Nationale de police du Québec et de la rasseoir sur une banquette à l'arrière, deux pieds plus loin. La version différente de la plaignante n'a pas été retenue par le comité. C'est la version du policier corroboré par M. Bouchard le conducteur de l'autobus qui sera retenue par le comité. Le comité acquitta le policier et s'exprima :

L'agent Gingras constatant que le contact verbal ne réussissait pas à imposer son autorité a utilisé, selon la preuve prépondérante, une technique d'escorte pour saisir d'une main le bras gauche de madame Ritchot, l'aider à se lever et à s'asseoir une banquette plus loin, soit à moins de deux pas de l'endroit où elle se trouvait précédemment. [...] Certes, l'agent Gingras aurait pu agir avec plus de douceur en invitant, encore une fois, madame Ritchot à regagner sa place mais dans le contexte plutôt tumultueux qui régnait à ce moment-là, il ne l'a pas fait invitant plutôt madame Ritchot, de manière directive, à prendre place sur la banquette arrière gauche.¹⁶¹

Ainsi, les agissements d'un policier conformes aux enseignements relatifs à l'usage de la force entraînent généralement des conclusions d'absence de faute.

Dans la décision Morin et Ouellet¹⁶², l'événement survient durant le jour. Un véhicule immobilisé à une intersection gênant la circulation suscite l'intervention de l'agente Morin et de l'agent Ouellet. Celui-ci demande au conducteur de s'identifier ; celui-ci semble dans un état de colère par rapport à un autre conducteur qui aurait causé des dommages à son véhicule et se serait enfui. Le conducteur remet ses papiers d'identification dans la main du policier en donnant un coup dans la main de celui-ci. Voyant l'état du conducteur, l'agent Ouellet perçoit un cas de rage au volant. Il décide d'arrêter le conducteur pour voie de fait sur un agent. Une demande d'assistance est effectuée. Le conducteur, une fois sorti de son véhicule,

¹⁶⁰ *Commissaire c. Gaétan Gingras*, (C.D.P.), C-2003-3149-1, 22 octobre 2003.

¹⁶¹ *Ibid.* aux pp. 8-9.

¹⁶² *Commissaire c. Morin et Ouellet*, (C.D.P.), C-99-2758-3, 17 avril 2002.

raidit les bras en résistance à la mise de menottes. L'agent Ouellet asperge alors l'individu de poivre de Cayenne et réussit la pose des menottes. Le prévenu sera conduit au poste de police où il sera décontaminé.

Devant ces faits, le comité acquitta les policiers sur tous les chefs. Concernant l'usage de la force, l'état de colère, l'agressivité et le gabarit de l'individu nécessitant deux paires de menottes ont permis de reconnaître que le degré utilisé était justifié. Le policier ne pouvait parvenir seul à maîtriser l'individu dans un lieu restreint en raison du danger de la circulation. L'utilisation du poivre au lieu de la force physique s'appliquait dans les circonstances. Le comité écrit, à la page 21 de sa décision :

Le Comité est d'avis que privilégier l'usage du poivre de Cayenne plutôt que la confrontation physique avec un individu particulièrement costaud dans un espace restreint et en pleine circulation matinale était une bonne décision. L'état manifeste de rage dans lequel se trouvait monsieur Boyer après qu'il se fut livré à des voies de fait sur l'agent Ouellet justifiait son arrestation immédiate.

Dans le dossier Janhevich¹⁶³, l'événement fait suite à un appel de l'agent Gaudreau. Les agents Janhevich et Wanadi poursuivent et arrêtent un mineur et son compagnon qui fuyaient l'agent Gaudreau. Les agents Janhevich et Wanadi menottent seulement A.B. et le font monter avec son compagnon à bord du véhicule de police. A.B. devient agressif : il crache dans la paroi de plexiglas le séparant des policiers et se frappe la tête sur la division. L'agent Janhevich abaisse la fenêtre de la paroi de plexiglas et envoie un jet de poivre de Cayenne au visage de A.B. afin qu'il cesse ces agissements.

Le comité n'a pas retenu les motifs invoqués par les policiers concernant le fait que A.B. tentait de se blesser et qu'en conséquence ils étaient justifiés de vouloir le contrôler notamment par l'utilisation d'une arme intermédiaire. Le comité imposa trois jours de

¹⁶³ *Commissaire c. Mitchell Janhevich*, (C.D.P.), C-98-2611-3, 4 juin 1999.

suspension. Cependant L'honorable juge Claude René Dumais infirma et annula la décision du comité retenant la version de l'agent Gaudreau :

[...] le Tribunal accorde plus de poids audit Gaudreau dans sa description des faits ayant amené l'utilisation du poivre de Cayenne dans le cas du prévenu A.B., et considère que ledit prévenu était en train de se blesser, par rage ou sous l'effet de la boisson, en frappant sa tête sur les vitres du véhicule de police dans lequel il était assis. L'intervention du policier Janhevich était alors, vu les faits à sa connaissance, valable et dans les normes de l'article 11 du Code de déontologie des policiers du Québec.¹⁶⁴

Dans Lapointe, Mercier et Roy¹⁶⁵, l'évènement survient lors d'un appel pour querelle de voisins. Les agents Mercier et Roy conviennent d'arrêter Mme Tremblay pour avoir troublé la paix. Ils entrent dans son domicile et l'agent Mercier lui agrippe un bras exerçant un contrôle articulaire tandis que l'agent Roy agrippe l'autre bras pour menotter et amener Mme Tremblay. Elle résiste et crie ne voulant pas les suivre au véhicule de patrouille. Rendue au poste, Mme Tremblay ne voulant pas entrer en cellule, frappe l'agent Roy au niveau de l'œil et lui crache au visage. L'agent Roy asperge de poivre de Cayenne Mme Tremblay dans les yeux et la fait entrer dans la cellule.

Le comité fut saisi de plusieurs chefs d'infraction dans ce dossier concernant l'arrestation sans mandat, la détention, la violation des droits constitutionnels, la sauvegarde de la dignité, l'insouciance et la négligence à l'égard de l'état de santé de la personne sous garde ainsi que le recours à une force disproportionnée. Le comité trouva la conduite des policiers dérogatoire compte tenu de ces manquements. Concernant le recours à la force, une sanction de dix jours fut imposée à l'agent Mercier en regard du contrôle articulaire qui a blessé Mme Tremblay au bras, ainsi qu'à l'agent Roy pour l'utilisation du poivre de Cayenne. Le comité motiva sa décision ainsi :

¹⁶⁴ *Mitchell Janhevich c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-077878-994, 30 octobre 2000.

¹⁶⁵ *Commissaire c. Robert Mercier, Denis Lapointe et Richard Roy*, (C.D.P.), C-992796-2, 15 mai 2001.

Le Comité est d'avis que l'utilisation du poivre de Cayenne n'était aucunement justifiée dans les circonstances. Cette façon d'agir ici était gratuite et démesurée. Les gestes posés par madame Tremblay, soit d'avoir frappé et craché au visage de l'agent Roy, ne justifiaient aucunement cette riposte du policier. Il est incompréhensible que l'agent Roy ait pu craindre pour sa sécurité. En effet, celui-ci mesure 5 pieds et 11 pouces et pèse 235 livres alors que madame Tremblay mesure 5 pieds et 4 pouces et pèse 110 livres. Ayant assisté au témoignage de l'agent Roy, monsieur Berniqué a admis que le policier aurait pu procéder au contrôle articulaire ou utiliser le point de pression, afin de mettre madame Tremblay en cellule. Ce sont là deux techniques d'intervention physique qui précèdent l'utilisation du poivre de Cayenne.¹⁶⁶

Le juge Martin Hébert de la cour du Québec¹⁶⁷ infirma la décision du comité concernant l'arrestation sans mandat et annule la sanction tout en confirmant la décision et la sanction sur tous les autres chefs imposés par le comité.

Des décisions précédentes, on peut constater que l'usage du poivre de Cayenne à titre de moyen d'intervention doit être déterminé en lien avec une question de sécurité, soit pour le prévenu, soit pour le policier. En l'absence de motifs permettant de craindre pour la sécurité, l'utilisation du poivre doit être écartée.

Dans le dossier Brosseau et Fortin¹⁶⁸, le policier a utilisé une technique de diversion. L'événement se produit alors que durant la nuit au centre-ville l'agent Brosseau entend le klaxon d'un conducteur. Le policier va vers le véhicule pour l'aviser verbalement qu'il est interdit d'en faire usage comme il le fait. Le conducteur continue lentement et ne s'immobilise pas. Le policier tente d'immobiliser le véhicule avec l'agente Fortin en utilisant l'avertisseur sonore, les gyrophares et des signes de la main de se ranger sur le côté. Le conducteur du véhicule, M. Tremblay, n'obtempère pas à la demande des policiers mais s'immobilise à l'intersection derrière deux véhicules en raison du feu rouge. L'agent Brosseau sort en courant du véhicule de police et passe le bras droit en travers la vitre de la portière qui est abaissée et pousse de la paume de sa main la tête du conducteur vers la droite

¹⁶⁶ *Ibid.* à la p. 12.

¹⁶⁷ *Robert Mercier, Denis Lapointe et Richard Roy c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-098875-011, 12 février 2004.

¹⁶⁸ *Commissaire c. Stéphane Brosseau et Sandra Fortin*, (C.D.P.), C-2000-2948-3, 21 novembre 2001, pp.17-19.

pour tenter de retirer la clé dans l'ignition du véhicule. Ne réussissant pas, l'agent ordonne au conducteur de mettre son véhicule en position neutre et ensuite de retirer la clé, ce qu'il fit. Au cours de l'intervention, il est vraisemblable que l'avant bras est frotté la joue du conducteur. La situation fut générée par le conducteur qui refusait de s'immobiliser. Le comité acquitta le policier jugeant qu'il y avait lieu d'intervenir considérant les motifs justifiant l'interception. La technique utilisée en est une qui est enseignée à l'École nationale de police et le niveau de force était raisonnable compte tenu des circonstances. Le comité précise dans sa décision :

Toutefois, le Comité est d'avis que l'agent Brosseau a eu l'opportunité de valider objectivement ses motifs d'intercepter le véhicule conduit par monsieur Tremblay, [...]. Il n'est pas déraisonnable de croire l'agent Brosseau quand il affirme qu'il croyait être en présence d'un véhicule volé. L'interception devenait impérative. Constatant que le véhicule poursuivi s'était immobilisé derrière d'autres véhicules aux feux rouges, l'agent Brosseau a décidé d'agir. Il devait prendre cette décision rapidement car les feux de circulation allaient tourner au vert. Cette décision est peut-être discutable mais elle est celle d'un policier qui, dans l'exercice de ses fonctions, décide après analyse de la situation de sortir de son auto-patrouille pour rejoindre le conducteur du véhicule qui, selon lui, refusait de s'immobiliser. [...] le Comité est d'avis que l'agent Brosseau n'a fait qu'utiliser la force nécessaire et raisonnable pour maîtriser la situation.

D'autres décisions confirment le droit des policiers d'utiliser les techniques d'amener sans qu'il nous soit apparu utile de les analyser dans notre recherche. Certaines, comme l'affaire Rivard¹⁶⁹, font état d'effets et conséquences mineures pouvant en résulter sans que le Comité qualifie cet usage d'abusif.

Dans le dossier Simard et als.¹⁷⁰ l'intervention met en cause l'utilisation d'un contrôle articulaire afin de mettre les menottes. Durant le quart de soir, les agents Simard et Desroches interviennent auprès de Mme Julie Blanchette impliquée dans un accident. Elle est arrêtée pour conduite avec capacités affaiblies. Lors du transport vers le poste de police, elle saisit les cheveux de l'agent Simard. Les policiers s'immobilisent et l'agent Simard utilise la force

¹⁶⁹ *Commissaire c. Jean-Pierre Rivard*, (C.D.P.) C-98-2492-2, 4 mars 1999. Dans cette affaire, le policier exerce un point de pression avec le pouce sur la mâchoire provoquant de la douleur afin de faciliter la mise de menottes au prévenu qui est couché sur le coffre du véhicule.

pour sortir Mme Blanchette du véhicule de police. La prévenue est agitée et offre de la résistance. Les deux policiers la tiennent appuyée sur l'aile arrière droite du véhicule et ramènent ses bras dans son dos afin de lui mettre les menottes. Arrivée au poste de police, la prévenue se plaint d'une douleur au bras droit. Les policiers demandent les services ambulanciers pour examiner le bras de Mme Blanchette puis la libère suite à sa promesse de comparaître. Mme Blanchette a subi une fracture du bras au cours de l'intervention. Le comité acquitta les policiers d'un usage excessif de la force en reconnaissant qu'ils étaient en droit de conclure à la nécessité de mettre les menottes à la prévenue considérant son geste agressif et le droit des policiers d'assurer leur sécurité. Concernant la fracture du bras le comité est d'avis que cela résulte du niveau de résistance de Mme Blanchette plutôt que d'une mauvaise manipulation du policier. Le comité écrit :

Pour décider si les policiers ont abusé de leur force lors de la pose des menottes, il faut chercher à déterminer s'il existe un lien de causalité entre cette manœuvre et une fracture de l'humérus. La fracture de l'humérus de Julie Blanchette n'est pas suffisante en soi pour conclure à un abus de force de l'agent Simard. Rien dans la preuve n'indique que cette fracture est due à une erreur technique de la part de l'agent Simard, lequel avait l'obligation de ne pas faire usage de force excessive en amenant le bras droit de Julie Blanchette dans le dos. Une fracture de l'humérus n'est pas un risque inhérent à la pose des menottes lorsque les mesures de contrôle du poignet et du bras sont utilisées conformément à la procédure établie. En l'instance, le Comité est d'avis que l'agent Simard a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter un tel accident et agi, dans les circonstances, avec toute l'habileté d'un policier raisonnablement compétent.

Dans le dossier Corriveau et als.¹⁷¹, un individu est vu en train d'ouvrir la porte de son véhicule avec un canif. Ayant auparavant cassé sa clé dans la serrure, il est aidé par un travailleur qui était à côté. Un citoyen croyant qu'il s'agit d'un vol d'auto, place un appel 911. Les agents Corriveau, Couture, Turgeon et Dupré arrivent sur les lieux. Barricadés derrière leur portière de véhicule, ils sortent leur arme de service, doigts sur le pontet en pointant vers le sol. L'individu est assis dans le véhicule. L'agent Turgeon donne des

¹⁷⁰ *Commissaire c. Dany Simard, Steve Desroches, Magella Poirier et Uldis Zalitis*, (C.D.P.), C-94-1488-2, 22 novembre 1995, p. 8.

¹⁷¹ *Commissaire c. Martin Corriveau, Dominic Couture, Julie Dupré, Timothy McGarr et Félix Turgeon*, (C.D.P.), C-2002-3093-3, 22 janvier 2003.

directives verbales à répétition sans avoir aucune réaction du suspect. L'agent Corriveau et Turgeon se rapprochent l'arme pointée en direction du suspect. Rendu à quelques pieds du suspect, l'agent Turgeon réitère ses directives. Le suspect fini par suivre les directives de l'agent et sort de son véhicule les mains sur la tête et s'agenouille au sol. Les agents rengainent immédiatement leur arme de service et effectuent un contrôle articulaire pour amener le suspect au sol en position ventrale et ensuite le menotter. Après vérification, le suspect est libéré sur les lieux. Concernant le recours à la force et la mise de menottes, le comité acquitta les policiers en écrivant :

Selon le Comité, cette preuve démontre donc que les agents Turgeon et Corriveau ont eu recours à un degré de force raisonnable, convenable et nécessaire dans les circonstances. Ils ont agi sans violence inutile ou gratuite ». [...] la preuve démontre que les policiers étaient en présence d'un individu considéré dangereux qui refusait d'obtempérer aux ordres reçus. L'imposition des menottes était donc justifiée. [...] En effet, le comportement général du plaignant, même si jugé non violent à ce moment précis, permettait aux agents Turgeon et Corriveau de conclure en une situation justifiant la pose des menottes. [...] De plus, comment le Comité pourrait-il conclure en un geste mauvais, immodéré, répréhensible ou excessif de la part des policiers et, partant, déclarer être en présence d'un abus d'autorité ? La preuve offerte ne permet pas au Comité de conclure ainsi.¹⁷²

Dans le dossier Franc et Hérard¹⁷³, l'événement survient le matin alors qu'un automobiliste croise deux policiers motards. Un des agent fait signe au conducteur de ralentir ; celui-ci fait fit de l'avis en faisant signe de la main et, un peu plus loin, change de voie alors qu'il y a ligne double continue. Les policiers interceptent le conducteur, M. St-Hilaire, et émettent un constat d'infraction. Celui-ci est agité et en colère. À la fin de l'intervention, l'agent Hérard s'apprête à quitter les lieux et demande au conducteur de faire de même. Celui-ci refuse et pose son pied sur celui du policier. Il y a escarmouche et M.St-Hilaire agrippe le collet de l'agent Hérard. Celui-ci débarque de sa moto en saisissant M.St-Hilaire à la nuque et le fait passer par-dessus sa moto pour le coucher au sol et le menotter. Il n'y a eu aucun coup de porter. Il y a arrestation pour voie de fait sur un agent de la paix et détention par la suite. Le comité acquitta les policiers sur tous les chefs. Concernant l'usage de la force pour menotter l'individu, le comité s'exprime ainsi :

¹⁷² *Commissaire c. Martin Corriveau, et als*, (C.D.P.), C-2002-3093-3, 22 janvier 2003, p. 14.

¹⁷³ *Commissaire c. Denis Franc, Jean Hérard*, (C.D.P.), C-2002-3110-3, 3 avril 2003.

Il ne faut pas perdre de vue que lorsque l'escarmouche débute, l'agent Hérard est assis sur sa moto. Il n'est pas en position privilégiée et il fait face à un individu que tous les témoins décrivent comme étant survolté. Le Comité considère que l'agent Hérard se devait de réagir physiquement afin de maîtriser monsieur St-Hilaire. Quant à la méthode utilisée pour y parvenir, elle a essentiellement consisté à amener monsieur St-Hilaire au sol. Il s'agit là d'une technique efficace et fréquemment utilisée par les policiers. L'intervention a été brève et aucun coup n'a été porté à l'endroit du prévenu.¹⁷⁴

Dans cette affaire, la procureure du Commissaire plaida que l'agent Hérard aurait omis d'intervenir verbalement avant d'utiliser la force. Le comité n'a pas retenu cette prétention et précise plutôt que : « La preuve révèle que l'agent Hérard a demandé à monsieur St-Hilaire de s'éloigner ou de quitter les lieux, ce que ce dernier a refusé de faire, préférant confronter son interlocuteur »¹⁷⁵.

En somme, les décisions qui précèdent permettent de dire que l'usage de moyens techniques impliquant une intervention physique sans coup constitue un degré de force autorisée lorsqu'il est nécessaire de neutraliser un individu pour le menotter. Le recours à ces moyens demeure à l'intérieur du degré de force raisonnable autorisé par la loi. Le deuxième élément qui ressort de ces décisions est le fait que le motif pour lequel le recours à la force s'avère nécessaire peut résulter tant d'une présomption de dangerosité que des actions immédiates de la personne interceptée.

4.3.4 L'intervention coercitive puissante

Dans le dossier Chamberland et Paradis¹⁷⁶, les agents effectuent une patrouille de nuit. Ils entament une poursuite à haute vitesse d'un véhicule qu'ils croient volé et dont le conducteur est en état d'ébriété. L'agent Chamberland tire deux coups de semonce dans les airs.

¹⁷⁴ *Supra* note 174, p. 12.

¹⁷⁵ *Supra* note 174, p. 13.

¹⁷⁶ *Commissaire c. Marco Chamberland, Jean-François Paradis*, (C.D.P.), C-99-2830-2, 10 juillet 2002. Noter : Le comité imposa 1 jour de suspension à l'agent Chamberland pour avoir tirés des coups de semonce.

La poursuite dure près de vingt minutes. Lorsque le véhicule s'immobilise, l'agent Chamberland sort et va vers le véhicule suspect en disant « bouge pas ». Mais le suspect se penche, si bien que l'agent donne un coup de poing à la joue du suspect pour le déstabiliser et le sortir du véhicule. Il procède avec les autres policiers à le menotter. Le suspect après son passage au poste de police a reçu des soins à l'hôpital où l'on diagnostiqua quatre fractures à l'os de la joue. Le comité acquitta le policier concernant l'usage de la force en s'exprimant ainsi :

Ce n'était peut-être pas la meilleure façon d'intervenir mais le Comité doit constater que c'est le mouvement de monsieur Dubois qui s'est penché vers la droite qui a entraîné la décision de l'agent Chamberland. Cette décision soudaine n'a pas le caractère excessif ou malicieux établi par la jurisprudence¹⁷⁷ pour qualifier un abus d'autorité. Comme le lui permet l'article 25 du *Code criminel*, l'agent Chamberland a estimé qu'il avait des motifs raisonnables pour utiliser la force nécessaire dans le but de maîtriser un individu qui, croyait-il, pouvait être en train de saisir une arme quelconque pour résister à une arrestation à laquelle il se soustrayait d'une façon dangereuse depuis près de 20 minutes.¹⁷⁸

Dans le dossier Ouellette et Corbeil¹⁷⁹, l'événement survient au cours de la patrouille de nuit lorsque les agents interceptent un véhicule pour excès de vitesse. Le conducteur est amené au poste pour un test « alcootest ». Après avoir passé les tests avec l'appareil alcootest, le prévenu se retrouve dans la salle avec les agents. Il se lève pour quitter en disant « C'est fini, je peux y aller ? » L'agent Corbeil réagit en allongeant son bras et le prévenu se rassoit aussitôt alors que l'agent Ouellet renchérit avec son pied en effectuant une poussée sur la poitrine du prévenu. Il n'y eut aucun autre geste de poser de part et d'autres. Le comité acquitta les policiers en précisant que l'utilisation du pied n'est pas prévue dans les techniques à "mains nues" tel qu'expliqué par le témoin expert. Sa conclusion fut à l'effet qu'il n'y avait pas eu usage de force excessive pour autant. L'honorable juge Me Jacques Lachapelle en révision de la cause en appel par le commissaire infirme la décision concernant le recours à la force en précisant :

¹⁷⁷ *Commissaire c. Johnson*, (C.D.P.), C-91-1020-3, 3 juillet 1992; confirmée en appel dans (C.Q.) Montréal 500-02-023612-927, 2 juin 1994.

¹⁷⁸ *Supra* note 177, p.30.

¹⁷⁹ *Commissaire c. René Ouellette, Jean-François Corbeil*, (C.D.P.), C-99-2767-1, 17 février 2000.

L'abus d'autorité caractérisé ici par l'utilisation de la force ne se mesure pas seulement par le degré de force réellement déployé, mais aussi par l'examen de l'ensemble du moyen utilisé, pour se demander s'il est disproportionné avec l'objectif recherché qui était tout simplement de s'assurer dans le présent cas, que cette personne qui n'était ni menaçante ni dangereuse attende la fin du travail du policier. Il faut voir dans cette action du policier, la projection brusque du pied à la hauteur de la poitrine pour maîtriser une personne dans ces circonstances, un geste brutal et violent qui va au-delà du recours à la force nécessaire.¹⁸⁰

Ainsi, on peut tirer de cette décision que la nature même du geste posé par le policier constitue un facteur important de l'évaluation de la force nécessaire et ce, même si le geste est une poussée sans qu'il en résulte une blessure. L'objectif recherché en lien avec le geste posé sera évalué pour déterminer s'il était pertinent de recourir à la force et si cette force était proportionnelle aux circonstances.

Dans la décision Demers¹⁸¹, l'agent, seul sur le quart de jour, intervient alors qu'il est témoin d'une altercation entre deux citoyens. L'agent s'interpose entre les deux personnes. Le policier avise M. Julien qu'il est en état d'arrestation pour voie de fait. Celui-ci, dans un état de rage, pousse l'agent pour tenter de s'en prendre à l'autre personne. Le policier asperge M. Julien de poivre de Cayenne mais sans résultat. Le policier agrippe le bras de M. Julien pour le contrôler et le menotter tout en continuant de lui adresser des directives verbales mais M. Julien continue de se débattre. Ne parvenant pas à le contrôler compte tenu de sa corpulence, l'agent Demers donne un coup de pied aux parties génitales de M. Julien. Celui-ci tombe à genoux. L'agent procède alors au menottage. Les policiers appelés en renfort ne sont arrivés qu'après les événements. Le comité acquitta le policier en raison du refus d'obtempérer du prévenu et de la nécessité du policier d'intervenir pour assurer la sécurité de tous. Lors de son témoignage à titre de témoin expert, M. Poulin énumère les différents facteurs à considérer pour le choix des moyens et précise que la corpulence et la force du prévenu par rapport au policier se sont avérées déterminantes dans le cas présent. Le comité a retenu ces explications en écrivant :

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 8.

¹⁸¹ *Commissaire c. André Demers*, (C.D.P.), C-2000-2879-3, 18 avril 2001.

Monsieur Poulin est d'avis que dans les circonstances, l'agent Demers était justifié de donner un coup de pied. Il souligne que le policier n'avait pas de bâton (arme intermédiaire) en sa possession lors de l'événement. La fatigue du policier due au comportement de monsieur Julien, l'absence d'une arme intermédiaire sur lui, le gabarit de monsieur Julien, [...], le fait que le poivre n'a eu aucun effet sur monsieur Julien, ajouté au fait que celui-ci était déterminé à atteindre monsieur Baillargeon, étaient tous là des facteurs qui, selon le témoin expert, justifiaient le coup qui a été donné par le policier. Dans les circonstances du présent cas, le Comité retient le témoignage de monsieur Poulin. De plus, considérant la stature et le comportement de monsieur Julien, le Comité est d'avis que le coup de pied donné par le policier était justifié dans les circonstances.¹⁸²

Dans le cadre de l'examen du degré de force nécessaire, l'utilisation de coups frappés par le policier appartient à la catégorie des moyens coercitifs puissants ce qui signifie pour le Comité qu'ils ne peuvent être utilisés qu'en présence d'une justification ressortant explicitement des circonstances de la situation vécue.

Par ailleurs, les corps policiers du Québec remettent au patrouilleur diverses pièces d'équipement d'intervention ; on trouve généralement la lampe de poche de type «maglite», le bâton droit télescopique et, dans quelques corps de police municipale, le bâton PR-24. Il existe d'autres types d'armes intermédiaires comme le « gun teaser » à décharge électrique mais ces équipements ne sont pas des pièces d'équipement usuelles pour les organisations policières au Québec. Voyons dans quelles mesures le policier peut utiliser ce type d'arme dans le recours à la force.

Dans la décision Arruda et Mileto¹⁸³, les agents interviennent, au cours du quart de soir, auprès de personnes sortant d'un bar et questionnent certains d'entre elles. Au moment où ils posent des questions à M. Fitzmorris, M. Smith s'interpose et conteste les demandes des policiers. L'agent Mileto lui demande de reculer. M. Smith refuse et devient agressif. Les policiers tentent de le contrôler en utilisant du poivre de Cayenne mais la situation s'envenime. M. Smith reçoit un coup de lampe de poche au genou lui causant une fracture articulaire et des coups de pieds à la tête. La version des faits des policiers n'est pas retenue

¹⁸² *Ibid*, p. 8.

¹⁸³ *Commissaire c. Michael Arruda, Roberto Mileto*, (C.D.P.), C-99-2812-3, 25 février 2003.

dans ce dossier. En ce qui concerne l'usage de la force, le comité déclare la conduite de l'agent Mileto dérogatoire pour avoir eu recours à un degré de force plus élevé que nécessaire. Le comité motive sa décision en précisant :

Le policier a eu recours à une force plus grande que celle nécessaire, en donnant un coup de lampe de poche au genou de monsieur Smith, alors que celui-ci était déjà en difficulté par l'effet du poivre de Cayenne, et des coups de pied à la tête de monsieur Smith alors que celui-ci était au sol, déjà maîtrisé par quelques policiers. De plus, le degré de force a causé une fracture articulaire au genou de monsieur Smith. Celui-ci a dû porter une attache au genou pour le maintenir en position droite et il a dû marcher avec des béquilles pour deux semaines. La deuxième séquence concerne les coups de pied au visage de monsieur Smith. À l'évidence, il s'agit de gestes gratuits et exagérés. Il convient de rappeler que monsieur Smith a reçu les coups alors qu'il était face contre terre et soutenait la pesanteur des policiers. Ces gestes ne peuvent s'expliquer autrement que par la perte de contrôle, par l'agent Mileto, de la situation.¹⁸⁴

Le policier ayant été sanctionné dans une autre affaire pour avoir eu recours à un degré de force plus grand que nécessaire, le comité imposa une sanction de dix jours de suspension. La cour du Québec a maintenu la décision du comité en regard du recours à la force en modifiant cependant la sanction à la baisse de dix à huit jours de suspension. La Cour reconnaît le bien fondé de l'argument du procureur du policier, qui consiste ne pas considérer une autre décision déontologique portant sur des événements survenus postérieurement à cet événement pour établir la sanction, elle écrit : « [...], en conformité avec la décision de cette Cour rendue par le juge Locas, la décision du Comité de tenir compte d'une sanction antérieure de l'appelant imposée pour des fautes commises postérieurement, est incorrecte et doit être renversée »¹⁸⁵.

Dans le dossier du Caporal Daoust¹⁸⁶, l'événement survient durant une opération de sécurité routière. Le caporal Alain Daoust et l'agent Béland, interceptent un véhicule en infraction au Code de sécurité routière. Ils constatent la présence d'un passager qui ne respecte pas ses conditions de remise en liberté. Les policiers procèdent à son arrestation et lui posent les

¹⁸⁴ *Commissaire c. Michael Arruda, Roberto Mileto*, (C.D.P.), C-99-2812-3, 25 février 2003, page 1 et 6 de la décision sur sanction rendue le 21 mars 2003.

¹⁸⁵ *Roberto Mileto c. Commissaire*, (C.Q.), 500-80-001410-035, 8 juillet 2004, p. 28.

¹⁸⁶ *Commissaire c. Alain Daoust*, (C.D.P.), C-98-2639-1, 6 octobre 2000.

menottes afin de le placer dans le véhicule de police. L'individu qui était jusqu'alors coopératif devient agressif une fois dans le véhicule, il crache à la tête du caporal Daoust, assis sur la banquette avant, côté passager. Le caporal Daoust réagit immédiatement en saisissant sa lampe de poche pour en asséner un coup au visage du prévenu. Celui-ci en perd sur le coup deux incisives. Il est conduit à l'hôpital pour ses blessures. Le comité déclare non crédible le témoignage du caporal Daoust lorsqu'il dit avoir craint pour sa sécurité ayant senti une main dans ses cheveux. Selon la preuve, le prévenu était menotté les mains dans le dos. Le comité impose trois ans d'inhabileté au caporal Daoust en raison de son statut de retraité et écrit :

Le Comité arrive à la conclusion que le caporal Daoust a fait usage d'une force nettement plus grande que celle nécessaire pour repousser et contrôler monsieur Paiement. Un simple mouvement du bras gauche suffisait amplement à repousser monsieur Paiement, surtout si on se souvient que le caporal Daoust est assis en angle de 45 degrés et qu'il conserve un contact visuel sur le prévenu. Il faut savoir que l'événement se passe dans les toutes premières secondes après que le caporal Daoust soit monté dans le véhicule de patrouille.¹⁸⁷

En appel de cette décision, le juge Denis Charrette de la cour du Québec¹⁸⁸ confirma la décision du comité sur le fond mais modifia la sanction de trois ans d'inhabileté pour un an.

Dans le dossier Brassard, Donato et Nantais¹⁸⁹, l'agent Brassard a utilisé son bâton PR-24 en donnant un coup à l'abdomen d'un prévenu. Sa conduite fut jugée non dérogatoire par le comité ainsi que par la cour du Québec en raison du fait qu'il agissait alors qu'il y avait une altercation physique en cours et qu'il portait secours à son collègue. Il a porté un seul coup dans une région où il n'y a pas de risque de fracture et que l'on qualifie communément en formation policière de zone verte.¹⁹⁰ Il s'agit d'une classification des parties du corps en regard de l'usage des bâtons. La formation présente une reproduction du corps avec des codes de couleur, vert, jaune et rouge pour les diverses parties de l'anatomie selon le niveau de

¹⁸⁷ *Ibid.*, p.8.

¹⁸⁸ *Alain Daoust c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-093245-012, 6 février 2002.

¹⁸⁹ voir la section 1.2; *Commissaire c. Brassard, Donato, Nantais*, (C.D.P.) C-99-2728-2, 21 juin 2000.

¹⁹⁰ Voir tableau en annexe sur les zones vertes, jaunes et rouges concernant l'utilisation du bâton extensible et du bâton PR-24 dans Monadnock PR-24 Training Council, *Expandable baton, Curriculum handbook*, , New Hampshire, U.S.A., 1995, feuillet 14 pages.

danger de lésions temporaires ou permanentes. À titre d'exemple, la cuisse comportant beaucoup de muscle pour absorber le coup appartient à une zone verte alors que les avants bras constituent une zone jaune, et la tête et la colonne vertébrale, une zone rouge.

En résumé, les décisions qui précèdent font ressortir que, tout comme le recours aux coups frappés par le policier, l'utilisation de l'équipement à des fins d'intervention policière constitue un recours à un degré de force supérieur et qu'il doit, en conséquence, s'appuyer clairement sur l'observation qu'il s'agit pratiquement du seul moyen utilisable dans les circonstances. En outre, le policier doit faire preuve d'un bon contrôle de son équipement et visé des zones à risques faibles.

Dans Lévesque¹⁹¹, l'évènement survient lorsque l'agent Corneau avec l'assistance des agents Munger et Lévesque arrêtent M. Blanchette pour avoir proféré des menaces à l'égard de ses voisins. Ce dernier, suite à un litige, a planté des croix avec leurs noms sur son terrain. Au cours de l'arrestation, le prévenu est coopératif. Les policiers l'ont menotté les mains dans le dos et installé dans le véhicule de police. Le prévenu se plaint de douleur au poignet gauche. L'agent Lévesque enlève une menotte en vue de fixer les poignets devant, mais le prévenu dégage son bras et se raidit. Dans l'échauffourée qui s'ensuit, le prévenu agrippe la chemise de l'agent Lévesque et déchire son épaulette. L'agent Lévesque effectue une prise de l'encolure et l'agent Munger saisit les jambes du prévenu pour l'amener au sol. Les agents réussissent à menotter le prévenu les mains devant. Par la suite, il n'y a pas d'autres incidents.

Le comité déclara la conduite du policier dérogatoire en précisant qu'il ne croyait pas la version des policiers mais retenait plutôt celle du prévenu à l'effet qu'il a agrippé la chemise se sentant tomber en raison de la prise de l'encolure. Le comité s'appuie sur des parties du manuel de formation en intervention physique de l'Institut de police du Québec. Il conclut que le geste fut « largement inapproprié » et impose trois jours de suspension. Voici les

¹⁹¹ *Commissaire c. Dany Lévesque*, (C.D.P.), C-98-2625-2, 15 octobre 1999.

extraits du documents de formation policière¹⁹² cité par le comité de déontologie dans ce dossier¹⁹³ :

Le Comité croit important de citer ici certains passages de la pièce P-5 laquelle traite du contrôle par l'encolure et est extraite du programme de formation policière de l'Institut de police du Québec : Pages 13-14 : "La perception juste du niveau de résistance est primordiale à l'analyse de la situation et au choix judicieux des moyens utilisés pour réduire ou contrôler la résistance" ; Page 15 : "Les techniques d'amenée au sol sont essentielles lorsque la résistance est forte, mais à risque de blessures lors de la chute ou en raison du phénomène de l'asphyxie positionnelle" ; "la technique de contrôle par l'encolure est efficace et généralement sécuritaire lorsque bien appliquée, mais en raison de son caractère imprévisible, ne doit être utilisée qu'en dernier ressort" ; Page 16 : "Le Comité sur les techniques d'intervention physique recommande que la technique de contrôle par l'encolure soit utilisée dans une situation de corps à corps : lorsque le policier doit contrôler immédiatement une personne violente ; lorsque les autres moyens à sa disposition s'avèrent insuffisants, inapplicables ou inappropriés ; lorsqu'il n'y a aucune raison extrinsèque de croire que la personne à maîtriser subira des blessures ; uniquement par les policiers ayant reçu un entraînement spécifique et qui sont compétents dans l'application de cette technique."

La cour du Québec infirma cette décision jugeant la version policière plus « logique et cohérente » et rappelant la jurisprudence traitant de l'abus d'autorité concernant le geste du policier. Elle s'exprima ainsi :

Par ailleurs, le Comité, quand il qualifie la prise au cou, utilise les termes «...largement inappropriée...» Or, la jurisprudence en matière de déontologie policière associe l'abus d'autorité à un geste non seulement erroné mais «...répréhensible, mauvais, immodéré, excessif.»¹⁹⁴ Le terme inapproprié signifie : «*Qui n'est pas approprié. CONTR. Approprié*», et, le mot approprié : «*Qui convient, qui est propre. Contr. Impropre, inadapté, inadéquat, inapproprié.*» En un mot, la prise de cou pourrait, à la rigueur, être qualifiée «...d'inappropriée...» sans nécessairement devenir répréhensible, mauvaise, immodérée ou excessive. Ces définitions et ces distinctions n'ont pas été abordées explicitement par le Comité. Cela constitue une erreur.¹⁹⁵

¹⁹² Document Voir : Le contrôle par l'encolure, Précis de cours, Programme de formation policière spécialisée et continue, Institut de police de Québec, page 17, pièce P-5.

¹⁹³ *Supra*, note 192, p. 11.

¹⁹⁴ *Côté c. Johnson*, D.T.E. 94T-717 (C.Q.), p. 10-11 du texte intégral. Voir aussi : *Dumont c. Commissaire à la déontologie policière*, D.T.E. 95T-581 (C.Q.), p. 8.

¹⁹⁵ *Dany Lévesque c. Commissaire*, (C.Q.), 150-02-002201-001, 14 novembre 2001, p. 16.

Ainsi, la cour du Québec considère qu'en matière de geste appartenant à la catégorie des interventions coercitives puissantes, il faut tenir compte dans leur évaluation du caractère abusif du recours à ce geste. Pour ce faire, elle retient que l'on doit pour le déclarer abusif pouvoir le qualifier de répréhensible, mauvais, immodéré ou excessif.

Dans Pichette et Décary¹⁹⁶, l'événement survient alors que les agents effectuent la rédaction d'un billet d'infraction pour un véhicule stationné illégalement. Un résident, M. Perceval, qui est à proximité regarde l'agent Pichette et crache par terre. L'agent sort de son véhicule et demande à M. Perceval de s'identifier lui signalant que cracher par terre constitue une infraction au règlement municipal. Devant le refus d'obtempérer de M. Perceval, l'agent l'informe qu'il va procéder à son arrestation pour entrave et l'amener au poste. L'agent Pichette le saisit à un bras et l'agent Décary saisit l'autre bras pour la mise de menotte. M. Perceval est amené sur le côté du véhicule patrouille. Il résiste malgré les points de pression appliqués au cou et le contrôle articulaire fait par l'agent Pichette. Ce dernier l'agrippe alors par les épaules et l'amène au sol en tenant un bras et en appuyant la main au thorax alors que l'agent Décary tente d'immobiliser ses jambes. Le policier fait pression sur sa gorge lui coupant la respiration et le prévenu cesse de se débattre. L'agent Pichette relâche la pression, permettant à M. Perceval de se relever, puis il applique un contrôle de l'encolure pour tenter d'asseoir M. Perceval. Malgré les directives verbales, M. Perceval recommence à se débattre. L'agent Pichette recule jusqu'au véhicule en maintenant la prise de l'encolure et l'amène en position ventrale avec un genou en appui à l'épaule provoquant un impact du côté de la tête au sol. M. Perceval continue de se débattre. Les agents appelés en renfort aident l'agent Pichette à la mise de menottes et le prévenu est transporté au poste de police. M. Perceval s'en sortira avec une blessure à l'œil.

Avec l'accord du comité, le Commissaire retire la poursuite contre l'agent Décary, la preuve d'un recours à la force excessive étant insuffisante. Le comité déclara non dérogatoire la conduite de l'agent Pichette concernant le recours à la force excessive. Les policiers ont fait une arrestation conforme au droit y compris à celui de recourir à la force nécessaire. Concernant l'évaluation du degré de force utilisé, le comité conclut dans ces termes :

Considérant l'admission de monsieur Perceval à l'effet qu'il se débattait et qu'il résistait avant d'être amené au sol, le Comité est d'avis que le geste posé par le policier n'était pas excessif. [...] Bien que cette prise ne semble pas être une technique enseignée et reconnue, le Comité considère les facteurs suivants : monsieur Perceval était sur le dos, il se débattait et il tentait de se relever alors que le policier lui disait de se calmer afin de lâcher prise. Enfin, le Comité considère également le peu de temps (quelques secondes) qu'a duré cette prise. Le Comité est d'avis que la prise à la gorge n'était pas excessive dans les circonstances. Il se peut que cette blessure à l'œil de monsieur Perceval soit l'effet de la pression du genou du policier sur l'épaule de monsieur Perceval lorsque ce dernier tentait de se relever et que sa tête a frappé le sol. Comme tel, le geste posé par le policier n'était pas excessif. Pour tous ces motifs, le Comité conclut que l'agent Jean-François Pichette n'a pas dérogé à l'article 6 du *Code de déontologie des policiers du Québec*.¹⁹⁷

Dans le dossier Daoust¹⁹⁸, la situation se produit durant le quart de nuit. Les agents Daoust et Boudreau interpellent un conducteur stationné devant une banque avec quatre passagers à bord. Suite à l'identification du conducteur et au constat que ce dernier présente une capacité affaiblie, les policiers procèdent à son arrestation. Le conducteur devient enragé lorsqu'il apprend que son véhicule va être remis. Pour maîtriser l'individu, les agents auront recours au poivre de Cayenne. Durant l'intervention, A.B., une des passagère, mineure, s'en prend à l'agent Daoust en tirant sur son manteau et en le frappant dans le dos. L'agent Daoust lui ordonne à deux reprises d'aller sur le trottoir. Ayant terminé l'intervention avec le conducteur, l'agent Daoust procède à l'arrestation de A.B. pour entrave : il effectue une prise de l'encolure pour l'amener au sol alors que A.B. attendait sur le trottoir. L'impact au sol aura pour effet de fracturer la clavicule de A.B. en plus de produire des ecchymoses au visage. Le comité ne retient pas la version du policier pour justifier son geste à en raison qu'il craignait pour sa sécurité. Il retient plutôt que l'arrestation du conducteur étant terminée, rien ne pouvait provoquer à nouveau les gestes de A.B. qui était, par ailleurs, à une certaine distance, seule sur le trottoir. Le comité imposa 3 jours de suspension. L'honorable juge Claude René Dumais confirma la décision du comité en précisant :

¹⁹⁶ *Commissaire c. Jean-François Pichette, Caroline Décary*, (C.D.P.), C-2002-3108-3, 15 mai 2003.

¹⁹⁷ *Ibid.* aux pp. 9-10.

¹⁹⁸ *Commissaire c. Benoit Daoust*, (C.D.P.), C-2000-2950-1, 8 mai 2002.

Quant à la mention de prise d'encolure citée par l'intimé dans sa décision, la Cour est d'avis que la preuve ne la mentionne pas. Mais cette mention est-elle de nature à changer la raison fondamentale de la décision ? Il y a eu contact physique, et A.B. une frêle jeune fille de 17 ans à l'époque, est tombée, se fracturant la clavicule. [...]Vu ce qui précède, la force utilisée est prouvée : il y a eu volonté d'arrestation, et d'utiliser l'amenée au sol pour ce faire. Et ce procédé, une fois appliqué, conduisit à la fracture de la clavicule chez la prévenue A.B. Quel qu'ait été le procédé utilisé, il était trop important pour le sujet à arrêter, et c'est à partir de ce raisonnement que l'intimé a conclu à l'utilisation d'une force plus grande que nécessaire.¹⁹⁹

En somme, les décisions portant sur le recours à des moyens de la catégorie de l'intervention coercitive puissante telle que la prise de l'encolure, montrent que le recours à ce type de moyens doit toujours être mis en relation avec les facteurs intrinsèques caractérisant la personne interpellée. Le comité a rendu d'autres décisions jugeant la conduite des policiers dérogatoires.²⁰⁰

4.3.5 L'usage de l'arme de service

4.3.5.1 L'usage d'une arme dégainée et pointée

Dans *Vermette et als.*²⁰¹, l'agent Vermette porte assistance aux agents Castillo et Garon qui suivent un véhicule suspect ayant commis plusieurs infractions au Code de sécurité routière. Les policiers ont des motifs de croire qu'il s'agit d'un véhicule volé. Le véhicule est immobilisé par les agents. L'agent Vermette approche le conducteur, l'arme dégainée pointée vers le sol. Voyant les autres policiers avec leur arme dégainée prêts à réagir, l'agent Vermette rengaine son arme et procède à l'arrestation et à la mise de menottes du conducteur. Suite aux vérifications d'usage, les policiers constatent qu'il ne s'agit pas d'un véhicule volé mais d'un cas où le conducteur n'a commis que des infractions au Code de sécurité routière. Le comité acquitta les policiers sur tous les chefs. Dans sa décision le comité s'appuie sur

¹⁹⁹ *Benoit Daoust c. Commissaire*, (C.Q.), 500-80-000366-022, 13 novembre 2002, p. 11.

²⁰⁰ Voir notamment: *Commissaire c. André Bélanger, Gilles Charbonneau et Sylvain Laframboise*, (C.D.P.), C-2000-2920-2, 2 mai 2002. Dans cette affaire, le policier a eu recours à la prise de l'encolure pour l'amener au sol alors que la résistance du prévenu était passive. Le comité déclare le recours non justifié et impose des jours de suspension pour usage d'un degré de force abusif à l'endroit du plaignant.

²⁰¹ *Commissaire c. J. F. Vargas Castillo, Nancy Garon, Gilles Vermette*, (C.D.P.), C97-2291-3, 24 novembre 1998.

l'arrêt *Storrey*²⁰², où la Cour Suprême du Canada traite spécifiquement du pouvoir d'arrestation et conclut que l'agent Vermette avait subjectivement et objectivement les motifs d'arrêter l'individu. Relativement à l'usage de l'arme de service sans justification, le comité reconnaît le bien fondé de l'appréhension d'un danger imminent et écrit :

Ne sachant pas qui était cet automobiliste et ne connaissant pas ses intentions, il n'avait pris aucune chance en procédant à son interception et à son arrestation. Toutefois, dès qu'il a senti être en sécurité, il a remis son arme de service dans son étui. Pour le Comité, ces explications sont claires et suffisantes et elles justifient le fait que l'agent Vermette ait pu sortir son arme de service. La prépondérance de la preuve démontre aussi que l'agent Vermette a pointé son arme vers le sol démontrant ainsi un souci de sécurité et du discernement dans sa manipulation.²⁰³

Dans *Marcoux et Cardin*²⁰⁴, les agents en patrouille de routine, localisent un véhicule qu'ils croient volé en raison des données informatiques reçues. Ils bloquent le véhicule à une intersection et sortent leur arme, pointant les suspects tout en leur donnant des directives verbales. Une fois les renforts arrivés sur les lieux, les deux agents se rapprochent des suspects qui ont les mains visibles. Se sentant en sécurité, les agents rengainent leur arme et procèdent à l'arrestation, la fouille et la mise de menottes des suspects. Après vérification, les policiers constatent qu'il y a une erreur dans les numéros de séries, ils libèrent immédiatement les personnes interpellées. Le comité déclara la conduite des policiers non dérogatoire jugeant qu'ils avaient des motifs raisonnables de croire qu'il s'agissait d'un véhicule volé avec les suspects à bord. Le comité se réfère à une décision de la cour du Québec²⁰⁵ pour établir la distinction entre un geste dangereux ou à risque et un geste manquant de prudence et de discernement. Le comité s'exprime ainsi :

À l'évidence, une opération de cette nature est dangereuse et risquée en soi. Par ailleurs, avant de conclure à une conduite dérogatoire, le Comité doit s'arrêter aux circonstances de l'affaire afin de déterminer s'il y a eu imprudence ou manque de discernement de la part des policiers cités. " Une manœuvre dangereuse et risquée en soi peut être exécutée sans que nécessairement l'imprudence et l'absence de

²⁰² *Storrey v. R.*, (1990) 1 R.C.S. 241.

²⁰³ *Supra* note 202 à la p.19.

²⁰⁴ *Commissaire c. Clément Marcoux, Denis Cardin*, (C.D.P.), C-95-1750-3, 8 juillet 1996.

²⁰⁵ Note citée du juge Jacques Désormeau : *Cloutier c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-034612-924, 28 octobre 1994. Ces principes s'inspirent de *Côté c. Johnson* (C.Q.), 500-02-023612-927, 2 juin 1994, p. 10. Ils sont repris également dans *Plourde c. Côté* (C.Q.) 500-02-015018-950, 22 septembre 1997, p. 4.

discernement en marquant l'accomplissement ; la prudence et le discernement doivent être analysés, tant au moment où l'esprit décide d'agir qu'au moment même de l'exécution de la manœuvre dangereuse et risquée".²⁰⁶

Dans le dossier Malo et Lavoie²⁰⁷, l'événement se passe durant la nuit. Les agents Malo et Lavoie répondent à un appel prioritaire pour tentative d'homicide. Ils sont près des lieux et susceptibles de croiser le suspect. Ils aperçoivent non loin du lieu de l'incident un piéton qui coure. Les policiers, l'arme pointant dans sa direction, l'interpellent lui donnant l'ordre de se coucher par terre. L'individu s'immobilise et obéit aux agents. L'agent l'informe que des coups de feu ont été tirés et effectue une fouille sommaire puis procède à des vérifications informatiques de l'identité. Le résultat de la vérification confirme que ce n'est pas le suspect. L'événement n'a duré que quelques minutes et l'arme de service n'a été pointée qu'environ 20 secondes, le temps que les policiers s'assurent que l'individu n'était pas armé. Les policiers se sont excusés de l'erreur mais l'individu questionne leur intervention car il croit que les agents ont procédé ainsi en raison du fait qu'il est de race noire. Le comité déclara la conduite des policiers non dérogatoire. Concernant l'arme pointée vers l'individu, le comité retient le témoignage des policiers qui ont vu l'homme courir dans la rue et considérant la nature et la proximité dans le temps et l'espace de l'incident et de l'appel, il déclare plausible le fait pour les policiers de croire à l'existence d'un lien entre le comportement du plaignant et la présence d'un suspect et d'une situation de danger. Le comité souligne que les policiers ont fait preuve de politesse lors de l'événement parce qu'ils se sont excusés auprès de l'individu en expliquant leur erreur de bonne foi.

Des décisions précédentes, il ressort que pour être considérée non dérogatoire, la conduite du policier qui recourt à son arme de service, même sans coup de feu, doit s'appuyer sur des circonstances sans équivoques et doit témoigner de discernement et de prudence puisqu'il s'agit d'une manœuvre dangereuse et risquée.

²⁰⁶ *Supra*, note 205, p. 8.

²⁰⁷ *Commissaire c. Martin Malo, Éric Lavoie*, (C.D.P.), C-98-2711-3, 4 avril 2000.

4.3.5.2 L'utilisation de l'arme par coup de feu

Avant d'aborder cette forme particulière de recours à la force au plan déontologique, il y a lieu d'examiner la jurisprudence en droit criminel pour en dégager les éléments d'évaluation retenus par ces tribunaux en regard de l'utilisation d'une arme à feu par un policier. Dans cette perspective, nous avons choisi de présenter la décision Larouche²⁰⁸ qui expose l'état de la jurisprudence actuelle. Il s'agit d'une décision rendue par le juge Claude Pronovost de la cour du Québec.

Rappelons d'abord les événements. L'intervention policière fait suite à un appel pour violence conjugale. En arrivant près des lieux, l'agent Larouche reçoit l'information de son supérieur que l'homme a quitté à bord d'un véhicule. L'agent Larouche voit venir le véhicule en question et provoque un impact avec celui-ci pour l'immobiliser. Suite à diverses manœuvres, le conducteur tente de reprendre sa fuite. L'agent Larouche essaie d'ouvrir la portière et cri des directives au conducteur mais celui-ci n'obtempère pas. Voyant le conducteur s'éloigner en trombe en direction du centre ville, l'agent Larouche tire un coup de feu en direction du véhicule. La balle se loge dans le tableau de bord n'atteignant pas le conducteur. Celui-ci poursuit sa route et emboutit un autre véhicule en raison des dommages causés par la collision initiale avec le véhicule de police.

Le policier fut l'objet d'accusation pour avoir utilisé une arme à feu d'une manière négligente ou sans prendre suffisamment de précautions pour la sécurité d'autrui, contrairement à l'article 86 (1) (3) (A) du *Code criminel*. à l'appui de sa décision le juge cite, notamment l'arrêt *R.c. Creighton* de la Cour suprême :

Voici, d'après l'analyse qui précède, les questions qu'il faut se poser dans des affaires de négligence pénale. On doit se demander en premier lieu si l'actus reus a été prouvé. Il faut pour cela que la négligence représente dans toutes les circonstances de l'affaire un écart marqué par rapport à la norme de la personne raisonnable. Cet écart peut consister à exercer l'activité d'une manière dangereuse ou bien à s'y livrer alors qu'il est dangereux de le faire dans les circonstances. Se pose ensuite la question de savoir si la mens rea a été établie. Comme c'est le cas

²⁰⁸ *La Reine c. Steve Larouche*, (C.Q.), 750-01-008825-992, 7 novembre 2002.

des crimes comportant une mens rea subjective, la mens rea requise pour qu'il y ait prévision objective du risque de causer un préjudice s'infère normalement des faits. La norme applicable est celle de la personne raisonnable se trouvant dans la même situation que l'accusé. Si une personne a commis un acte manifestement dangereux, il est raisonnable, en l'absence d'indications du contraire, d'en déduire qu'elle n'a pas réfléchi au risque et à la nécessité de prudence. L'inférence normale peut toutefois être écartée par une preuve qui fait naître un doute raisonnable quant à l'absence de capacité d'apprécier le risque. Ainsi, si l'actus reus et la mens rea sont tous deux établis au moyen d'une preuve suffisante à première vue, il faut se demander en outre si l'accusé possédait la capacité requise d'apprécier le risque inhérent à sa conduite. Dans l'hypothèse d'une réponse affirmative à cette dernière question, la faute morale nécessaire est établie et un verdict de culpabilité peut à bon droit être rendu contre l'accusé. Dans l'hypothèse contraire, c'est un verdict d'acquiescement qui s'impose. Je crois que la démarche que je propose se fonde sur de solides principes de droit criminel. Correctement suivie, elle permettra que soit déclaré coupable et puni quiconque commet des actes dangereux ou illégaux qui provoquent la mort d'autrui. Elle permettra également au législateur de fixer une norme de diligence minimale à observer par tous ceux qui se livrent à de telles activités. Elle permettra enfin de maintenir le principe de justice fondamentale selon lequel on ne doit pas conclure à la responsabilité criminelle en l'absence de faute morale. Je conclus donc que la norme de diligence juridique pour tous les crimes de négligence est celle de la personne raisonnable. Les facteurs personnels n'ont aucune pertinence, si ce n'est relativement à la question de savoir si l'accusé avait la capacité requise pour apprécier le risque.²⁰⁹

Le Tribunal a considéré divers éléments en regard de la présente cause et conclut de la façon suivante :

Le Tribunal conclut que la preuve, dans son ensemble, démontre hors de tout doute raisonnable que dans les circonstances particulières de la présente affaire, l'accusé Larouche a utilisé une arme à feu de manière négligente ou sans prendre suffisamment de précautions pour la sécurité d'autrui. Le Tribunal conclut, au contraire, qu'en tirant un coup de feu sur le véhicule en mouvement de M. Ouellette, l'accusé Larouche a omis de considérer la présence possible de tierces personnes ainsi que le milieu environnant dans lequel se déroulait l'intervention. De façon plus précise, pour arriver à cette conclusion, le Tribunal tient compte de l'ensemble des éléments suivants :

- l'heure de la journée : 19 heures par une belle journée de printemps.
- la présence de plusieurs personnes sur les lieux et non loin des lieux.
- la nature résidentielle du quartier.
- la proximité des résidences l'une par rapport aux autres.
- l'exiguïté des lieux.

²⁰⁹ *La Reine c. Creighton* [1993] 3 RCS 3, 73.

- le fait que la voiture de M. Ouellette était en mouvement.
- le fort calibre de l'arme utilisée.
- la longue portée du projectile tiré.
- le fait que le policier n'était pas en situation de légitime défense.
- le fait que le danger à neutraliser n'était pas immédiat ou imminent.

La preuve démontre hors de tout doute raisonnable que l'agent Larouche a utilisé une arme à feu alors qu'il était dangereux de le faire dans les circonstances ».

Il faut noter que la décision n'a pas porté sur le recours à la force tel que mentionné par le tribunal :

La défense de justification énoncée à l'article 25(4) du Code criminel n'a pas d'application légale à la présente affaire. L'agent Larouche n'est pas accusé d'avoir illégalement utilisé la force à l'égard de M. Ouellette. Il n'a pas subi son procès sous l'accusation d'avoir déchargé une arme à feu contre M. Ouellette dans l'intention de mettre sa vie en danger comme le prévoit l'article 244 du Code criminel. Il est accusé, comme on l'a dit, d'avoir utilisé de manière négligente une arme à feu. Or, on peut concevoir d'un point de vue juridique qu'un policier puisse être tout à fait justifié au sens de l'article 25(4) du Code criminel d'utiliser la force meurtrière à l'égard d'une personne qu'il cherche à arrêter, et en même temps que ce même policier commette l'infraction d'utilisation négligente d'une arme à feu, si sa conduite démontre un écart marqué avec la norme de diligence qu'observerait en pareille circonstance une personne raisonnable. Par exemple, un policier qui cherche à arrêter un assassin muni d'une arme à feu et qui fuit peut être justifié de tirer des coups de feu en sa direction. Mais si ce même policier tire ces coups de feu à proximité d'une cour d'école, d'un terrain de stationnement occupé ou d'un centre d'achat, il ne pourra pas invoquer la justification de l'article 25(4) du Code criminel et pourra être déclaré coupable d'utilisation négligente d'arme à feu.²¹⁰

La sentence imposée par le juge Claude Provost²¹¹ à l'agent Larouche fut une absolution inconditionnelle. Ce dossier fut entendu par la suite par le Comité de déontologie. Faisant suite à une recommandation des parties sur la sanction, le Comité accepta la recommandation commune et imposa une suspension sans traitement de 60 jours ouvrables²¹².

²¹⁰ *La Reine c. Steve Larouche*, (C.Q.), 750-01-008825-992, (verdict), 7 novembre 2002, p. 24.

²¹¹ *La Reine c. Steve Larouche*, (C.Q.), 750-01-008825-992, (sentence), 7 novembre 2003.

²¹² *Commissaire c. Steve Larouche* (C.D.P.), C-2005-3264-2, 26 janvier 2006.

Nous retenons de cette affaire que le policier doit toujours considérer que lorsqu'il fait feu avec son arme de service, il peut rater sa cible et ainsi atteindre quelqu'un dans le périmètre de son tir. Il doit également anticiper l'effet réussi de son tir ; autrement dit s'il peut blesser ou tuer la personne visée, le conducteur dans notre cas, il doit être certain que le véhicule sans contrôle ne pourra devenir une source de danger pour les personnes situées à proximité. Ainsi le policier qui est en mesure d'anticiper un danger plus grand en faisant feu et qui tire malgré tout, commettra une erreur de jugement faisant preuve de manque de discernement et de prudence.

En faisant état de ce dossier en introduction de ce volet de notre recherche, nous voulions démontrer la complexité de l'évaluation des circonstances pouvant entourer l'utilisation de l'arme de service et la distinction faite par les tribunaux entre le recours à la force avec une arme à feu et l'utilisation négligente d'une arme à feu tel que circonscrit en droit criminel. Revenons maintenant aux décisions déontologiques qui font l'objet de notre mémoire et voyons comment le recours à ce moyen ultime est évalué au plan de la conduite attendue d'un policier.

Dans la décision Saulnier²¹³, l'évènement se produit durant la nuit. Les agents Saulnier et Vinet viennent en assistance à des confrères au cours d'une poursuite à haute vitesse. À un certain moment, les policiers immobilisent le véhicule, puis s'agrippent aux portières. Le conducteur frappe un policier et réussit à repartir, dirigeant le véhicule vers un arbre de manière à blesser l'autre policier. L'agent Saulnier se dégage de la portière du véhicule, sort son arme et tire un coup de feu dans un pneu dans l'espoir d'immobiliser le véhicule fuyard. Le coup de feu n'atteint pas sa cible. L'agent Vinet réussit à monter dans un autre véhicule patrouille pour continuer la poursuite alors que l'agent Saulnier réquisitionne le véhicule d'une dame pour aller les rejoindre, environ 600 pieds plus loin où le véhicule fut immobilisé. Le conducteur était en état d'ébriété.

²¹³ *Commissaire c. Yves Saulnier*, (C.D.P.), C-94-1350-1, 19 septembre 1994.

Le comité sanctionna l'agent Saulnier pour avoir réquisitionné un véhicule de manière cavalière. Concernant l'utilisation de l'arme, le comité déclara la conduite du policier dérogatoire et lui imposa une sanction de cinq jours de suspension en précisant que :

Le Comité est d'avis, compte tenu du peu de la luminosité des lieux, la présence de l'agent Laverdière accroché à la portière du véhicule fuyard ou tout au moins de sa proximité de ce véhicule, la proximité des autres voitures immobilisées avec des occupants, la localisation des lieux du tir, et de toutes les circonstances du cas, que l'agent Yves Saulnier a manqué de prudence et de discernement en utilisant son arme comme il l'a fait.²¹⁴

Le juge Rouleau de la cour du Québec infirma la décision sur ce chef en écrivant que :

Or le travail du policier le place parfois dans des conditions difficiles à déroulement imprévisible. Son obligation d'agir avec discernement et prudence doit s'apprécier dans ces circonstances et non dans des conditions idéales hors contexte. Si on avait voulu que les policiers ne puissent se servir de leur arme que dans des conditions idéales, on aurait alors sans doute décidé de ne pas les en munir car rarissimes sont ces circonstances. Les critères de discernement et de prudence sont et doivent demeurer très sévères même appréciés dans les circonstances de chaque cas. Dans la présente affaire, la Cour en est venue à la conclusion que l'agent Saulnier n'a pas fait preuve de manque de discernement lorsqu'il a décidé de se servir de son arme à feu et n'a pas manqué de prudence lorsqu'il l'a utilisé dans les circonstances.²¹⁵

Dans une autre décision²¹⁶, l'agent Boulay tente d'intervenir lors d'une poursuite durant la nuit. Un individu ayant commis un délit de fuite avec blessé, qui roule à haute vitesse avec un camion poids lourd et refuse de s'immobiliser alors que plusieurs voitures patrouilles l'ont en chasse. Son comportement est suicidaire et il est possiblement armé. La poursuite dure depuis quelques heures pour un parcours dépassant 120 km de distance sur des chemins de terre en forêt. La poursuite prend fin lorsque le véhicule arrive dans un cul-de-sac. L'individu refusant de sortir du camion recule dans le véhicule de police. Le confrère de l'agent Boulay fracasse la vitre du côté conducteur à l'aide de sa lampe de poche et asperge le conducteur de poivre de Cayenne mais sans produire d'effet. Au même moment de l'autre côté, l'agent Boulay utilise son arme à feu dans le but d'entrer dans la cabine et tire dans le coin droit de la

²¹⁴ *Ibid.*, p.35.

²¹⁵ *Yves Saulnier c. Commissaire (Côté)*, (C.Q.), 500-02-023682-946, 20 février 1997, p. 8.

²¹⁶ *Commissaire c. Paul-Aimé Boulay*, (C.D.P.), C-2001-3041-1, 8 juillet 2002.

vitre passager, persuadé qu'il ne blessera personne ; il asperge également le conducteur de poivre de Cayenne. Les agents réussissent finalement à maîtriser le conducteur.

Le comité déclara non dérogatoire la conduite de l'agent Boulay concernant le recours au poivre de cayenne mais déclara sa conduite dérogatoire pour avoir utilisé son arme sans prudence et discernement. Relativement au coup de feu, le comité ne retient pas la version du plaignant à l'effet que l'agent a tiré dans sa direction alors qu'il était dans le camion. Il ne retient pas non plus le témoignage de l'agent Boulay disant avoir tiré d'une distance de 15 pieds. Le comité estime plutôt que le coup de feu a été tiré à partir du marche pied en direction du tableau de bord. Le comité déclare que le policier aurait dû prendre d'autres moyens pour briser la vitre et considère qu'il n'a pas pris le temps nécessaire pour évaluer son geste citant son expression en expliquant que sa décision fut prise dans « le temps d'un éclair ». Le comité imposa 15 jours de suspension. La cour du Québec infirma la décision du comité précisant que le comité ne peut s'appuyer sur un scénario qui n'est pas supporté par la preuve soumise par les parties. De plus, le Tribunal considère que l'agent Boulay a fait une analyse suffisante à partir de plusieurs éléments rapportés lors de son témoignage, il écrit :

L'agent Boulay dit bien qu'il n'a mûri sa décision de tirer « que le temps d'un éclair », mais on ne peut pas isoler ces quelques mots de l'ensemble de son témoignage concernant sa prise de décision. [...] L'agent Boulay a décidé d'utiliser son arme à feu pour casser la vitre du côté droit du camion afin d'avoir accès au plaignant et pouvoir intervenir avant que ne se produise un drame irréparable. [...] Dans les circonstances révélées par la preuve, le Tribunal conclut que l'agent Paul-Aimé Boulay n'a pas manqué de prudence et de discernement et qu'il a agi en pesant les risques inhérents à son geste lorsqu'il a tiré une balle dans le coin supérieur droit de la vitre du camion du côté passager.²¹⁷

Ainsi, lorsque le policier peut démontrer qu'il y avait présence de danger immédiat, qu'il a évalué que son action comportait moins de danger que son inaction et que le choix d'une option d'usage de l'arme par rapport à une autre option d'usage de force se trouvait limiter par la notion d'urgence d'agir, il est possible de conclure qu'il n'a pas fait preuve d'un manque de discernement et de prudence à l'égard de l'utilisation de son arme de service.

Dans la décision Cournoyer et als.²¹⁸, il s'agit d'une opération conjointe entre corps de police concernant l'exécution d'un mandat de perquisition chez M.Brosseau suspecté de faire du trafic de drogue. Arrivé sur les lieux, les policiers constatent que le suspect n'est pas là et la fouille du domicile est négative. Les agents décident d'attendre le suspect sur les lieux pour l'arrêter même s'il n'ont pas de mandat à cet effet. Ils aperçoivent enfin le suspect accompagné d'un autre individu au volant d'une camionnette mais celui-ci s'immobilise à distance. Les policiers croient alors que leur présence est peut être connue. L'agent Langlois, vêtu en civil, s'approche en courant, l'arme au poing en disant « Police, vous êtes en état d'arrestation ». Le suspect panique et part en vitesse frôlant les agents Gingras et Cournoyer. L'agent Gingras tire un coup de feu en direction d'un pneu du véhicule alors que l'agent Cournoyer tire également en direction du véhicule. Le détective Chartier sort de l'immeuble croyant que les coups de feu proviennent du véhicule suspect, sort son arme et tire trois coups de feu en direction du véhicule. Le suspect s'immobilise et est mis en état d'arrestation par l'agent Langlois. Personne n'est blessé par les coups de feu tirés. On identifie alors le passager, il s'agit du fils du suspect âgé de onze ans.

Le comité déclara dérogatoire la conduite de l'agent Gingras. Il imposa la sanction de blâme pour avoir pointé l'arme de service, et la sanction de dix jours de suspension pour usage de force excessive en ayant tiré un coup de feu. Le comité imposa également une sanction de dix jours à l'agent Cournoyer, et de 15 jours au détective Chartier pour avoir tiré trois coups de feu sur le véhicule. Le comité n'a pas retenu les motifs de crainte pour la sécurité et pour leur vie invoquée par les policiers pour justifier leurs actions. Le juge Gérard Rouleau de la cour du Québec²¹⁹ confirma la décision du comité sur le fond. Le comité écrit :

²¹⁷ *Paul-Aimé Boulay c. Commissaire*, (C.Q.), 105-80-0000007-020, 23 décembre 2004, p.8, 9 et 11.

²¹⁸ *Commissaire c. Daniel Cournoyer, Yannick Gingras, Richard Chartier*, (C.D.P.), C-97-2036-1, C-97-2040-2, 3 août 1998.

²¹⁹ *Cournoyer, Gingras et Chartier c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-072144-988, 29 mai 2001.

Le Comité est d'avis que les policiers cités ont cherché à justifier leur réaction en affirmant qu'ils craignaient soit pour leur propre sécurité, soit pour celle de leurs confrères ou des résidents des alentours. Si l'approche des policiers, vêtus en civil, en direction de la "Van" était maladroite car on ne pouvait les identifier comme étant des policiers, la décision de l'agent Gingras, de tirer dans le pneu gauche avant de la "Van" qui s'enfuyait, démontre un manque de jugement et de discernement évident. D'une part, il admet que sa propre sécurité n'était pas en danger car il a réussi à éviter le contact avec le véhicule. Il n'avait aucune raison de tirer puisque son collègue Cournoyer se trouvait en un endroit d'où il a pu se tasser lui aussi et, suivant l'exemple de son collègue, tirer lui aussi sur le véhicule en fuite, [...]. Le cas du détective Chartier est encore plus déplorable. Il soutient avoir tiré 3 coups de feu en direction du pneu avant droit de la "Van" pour deux motifs : la sécurité des habitants du secteur et sa propre sécurité. Le Comité ne croit pas non plus que la sécurité du détective Chartier ait été en danger. D'une part il affirme avoir tiré à peu près 8 secondes après avoir entendu un coup de feu, il a donc amplement eu le temps de reculer de 4 à 6 pas. D'autre part, quant aux personnes pouvant se trouver dans la rue, cet argument n'a pas le poids que le détective Chartier souhaiterait que le Comité lui donne, puisque selon son propre témoignage, il a vérifié avant de tirer et il n'y avait personne en vue²²⁰.

Nous retenons de ce qui précède que le policier doit appuyer son action sur la présence d'un danger immédiat pour utiliser son arme de service. Le danger immédiat doit être un fait objectif et observable et non une perception subjective de danger susceptible d'être rejetée comme de la «justification». De plus, l'option de retrait du policier doit toujours être considérée dans ses choix d'utiliser le recours à la force et ce, encore plus s'il s'agit du recours à l'usage de la force mortelle.

Dans le dossier Masse²²¹, l'événement survient la nuit. L'agent Masse patrouillant seul dans un véhicule remarque des individus suspects près d'un dépanneur. Celui-ci avise le répartiteur d'envoyer une équipe vérifier la situation. Restant près des lieux, l'agent Masse voit un des individus s'enfuir en courant du dépanneur avec un sac à la main. Croyant qu'il s'agit d'un vol, il se met à sa poursuite. L'arme pointant le suspect et l'insigne dans l'autre main. Il ordonne au suspect de se rendre. Le suspect lui répond «Shoot me... or I'll shoot you with your gun...» et il s'avance. L'agent Masse donne un coup de pied au ventre du suspect mais celui-ci réussit à s'enfuir. L'agent court derrière lui et soudain le suspect se retourne

²²⁰ *Supra*, note 219, pp. 32 et 34.

²²¹ *Commissaire c. Raymond Erick Masse*, (C.D.P.), C-92-1069-3, 6 juillet 1992.

face à l'agent, un couteau à la main. Une distance de cinq ou six pieds les séparent. L'agent lui dit « drop that ... », le suspect s'avance de deux pas, alors l'agent tir un coup de feu. Celui-ci s'effondre au sol, blessé par balle au sternum.

Considérant l'ensemble des faits et le témoignage du témoin expert, instructeur à l'institut de police du Québec, le comité déclara non dérogoire la conduite du policier. Le comité écrit qu'« appliqué aux faits de l'actuel dossier, ce concept fait en sorte que l'expert conclut en la justification de l'acte posé par le policier Raymond Érick Masse »²²². Le comité cite à l'appui de sa décision deux arrêts concernant l'usage de l'arme de service, soit la décision de Priestman-c-Colangelo et Synnall²²³ où l'honorable juge Locke écrit :

The performance of the duty imposed upon police officers to arrest offenders who have committed a crime and are fleeing to avoid arrest may, at times and if necessity, involve risk of injury to others members of the community. Such risk, in the absence of negligent or unreasonable exercise of such duty, is imposed by the statute and any damage is, in my opinion, DAMNUM SINE INJURIA.

Et l'arrêt Roberge c. La Reine²²⁴ dans lequel, l'honorable juge Lamer rend le jugement pour le banc :

À mon avis, le juge Angers a bien évalué en droit le caractère raisonnable de l'emploi que Roberge a fait de son arme à feu. Dans son évaluation fondée sur les faits en l'espèce, il a conclu que la force employée dans ces circonstances n'était pas excessive, ce qui signifie implicitement que la force était devenue "nécessaire pour empêcher cette fuite" et "que l'évasion (ne pouvait) être empêchée par des moyens raisonnables d'une façon moins violente".

Ce dossier présente les circonstances d'un cas de danger immédiat. L'individu sait qu'il est devant un policier. Le policier donne des directives verbales mais le suspect les ignore et s'avance vers le policier en démontrant un comportement menaçant. Le suspect a la capacité de blesser ou de tuer étant en possession d'un couteau et il peut passer à l'action n'étant qu'à quelques pieds du policier.

²²² *Ibid.* témoin cité : M. Pierre Rémillard, p. 12.

²²³ *Priestman c. Colangelo et Synnall*, [1959], R.C.S. 615, p. 623.

Dans le dossier Garneau²²⁵, l'événement se produit sur le quart de jour. M.Suazo avec trois complices réussissent à voler des jeans dans un magasin. Le propriétaire court après eux et M. Suazo le frappe au visage d'un coup de poing. Le propriétaire ayant le visage ensanglanté crie au vol. Les policiers l'entendent et se mettent à poursuivre le véhicule suspect. Un peu plus loin le véhicule est immobilisé. Ils sont six policiers sur place entourant le véhicule. L'agent Garneau ordonne à M.Suazo de sortir du véhicule les mains visibles. Celui-ci sort de son véhicule sans que ses mains soient visibles alors que l'agent Garneau voit un sac à sa taille pouvant laisser croire à la possibilité qu'il ait une arme. Devant l'absence de réponse aux ordres, l'agent Garneau s'approche et saisit M. Suazo de sa main gauche. Il le tire vers lui par le collet de sa chemise pour le faire pivoter, l'arme dans l'autre main pointant vers sa nuque. Le comité décrit ainsi la suite des événements :

L'agent Garneau veut déséquilibrer monsieur Suazo et met beaucoup de force à ce moment-là dans son emprise. Monsieur Suazo se retrouve à genoux et ses mains touchent au sol, sa tête étant dirigée vers le sud. L'agent Garneau tire toujours la chemise de monsieur Suazo de sa main gauche et pointe toujours son arme entre 30 à 60 centimètres de la tête de monsieur Suazo, en ayant toujours le doigt sur la détente. L'agent Garneau dit avoir vu les mains de monsieur Suazo bouger. L'agent Garneau se trouve alors dans une position comme penché au-dessus de monsieur Suazo. En faisant un mouvement pour se relever, le coup de feu part (N.S. du 16 février 1996, p. 98), alors que monsieur Suazo se tourne vers lui.²²⁶

Monsieur Suazo est décédé sur les lieux d'une balle à la tête. Le policier reconnu avoir manipulé une arme en manquant de prudence et de discernement. Le comité sanctionna l'agent Garneau en lui imposant quarante-cinq jours de suspension. Le comité appuya sa décision sur l'affaire Cusson :

Le Comité, conscient que le législateur lui a confié le mandat de veiller au respect des devoirs et normes de conduite des policiers à l'égard des citoyens, espère que l'exemplarité de cette sanction aura l'effet dissuasif que doit, avant toute chose, avoir une sanction²²⁷ :

²²⁴ *Roberge c. La Reine*, [1983], 1, R.C.S. 312.

²²⁵ *Commissaire c. Michel Garneau*, (C.D.P.), c-98-2666-3, 20 février 2001.

²²⁶ *Supra*, note 227, p. 9.

²²⁷ *ibid.*, p. 17.

Il faut se rappeler que la sanction disciplinaire n'a pas pour but de punir l'individu concerné, il s'agit là d'un des objectifs du droit pénal, mais de protéger le public en dissuadant cet individu (professionnel ou policier) de récidiver et en dissuadant les autres membres de sa profession de commettre de semblables infractions.²²⁸

Dans la même décision, le Comité reprend les principes émis par le juge Tessier de la Cour supérieure :

La sanction doit être motivée, juste et raisonnable. Elle doit être suffisante, opportune et proportionnelle à l'infraction commise, sans exagération. Dans la détermination de la sanction, le Comité doit tenir compte non seulement des éléments objectifs, mais aussi des éléments subjectifs, afin qu'elle revête un caractère de justesse. Il y a lieu de considérer la gravité objective de l'infraction ainsi que les circonstances aggravantes ou atténuantes dans lesquelles elle a été commise, la probabilité de réhabilitation ou de récidive, l'âge et les antécédents de l'intimé. Les règles du droit criminel influencent l'imposition de la sentence. Cette dernière doit avoir un caractère dissuasif au niveau de la profession, bien que l'exemplarité doit être proportionnelle à l'infraction commise.²²⁹

Dans la décision *Bourdélais c. Pouliot*²³⁰, le Tribunal des professions résume les critères retenus pour l'imposition d'une sanction :

Notre Tribunal a souvent affirmé que la sanction doit s'inspirer des principes établis en droit criminel en matière de sentence. Elle doit être juste, appropriée et proportionnée à la faute. La sanction doit viser à protéger la société tout en respectant les droits du professionnel. Elle protégera la société en dissuadant le professionnel de récidiver ou les autres membres de la corporation de l'imiter. Elle respectera les droits du professionnel en veillant au respect de ses droits constitutionnels et en demeurant dans le cadre du droit disciplinaire. Pour concilier cet objectif de dissuasion avec les droits du professionnel, la sanction doit se situer à l'intérieur de ce cadre. Pour établir ce cadre, il faut considérer les éléments de preuve objectifs et subjectifs qui se rapportent à la sanction.

²²⁸ Il s'agit d'un extrait de la décision *Commissaire c. Bergeron et al.*, (C.D.P.), C-96-1845-3, 5 décembre 1997.

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ *Bourdélais c. Pouliot*, (1990) D.D.C.P. 293.

Encore récemment, le Comité a rappelé l'objectif du *Code* :

L'objectif premier du Code de déontologie, rappelons-le, vise à assurer la protection du public. Pour atteindre efficacement cet objectif, la sanction qu'il convient d'imposer doit satisfaire aux critères de dénonciation, de dissuasion et d'exemplarité.²³¹

En matière de sanction déontologique, nous retenons que les principes suivants, développés en droit professionnel et disciplinaire, trouvent application : l'objectif est de corriger et non punir ; l'application d'une sanction doit être proportionnelle à la faute ; la sanction doit considérer tous les facteurs aggravants et atténuant entourant l'événement ainsi que le dossier de l'employé ; la sanction doit protéger autrui tout en respectant le droit de l'employé ; la sanction doit demeurer dissuasive et empreinte d'exemplarité pour les autres employés et /ou professionnel.

Les événements de l'affaire Tremblay et als.²³², font suite à une tentative de meurtre. Les détails fournis par les témoins et la victime permettent l'identification des deux agresseurs, soit un homme et une femme, à partir de photos de suspects tirées du registre de la police. Les recherches ont révélé une adresse précise permettant à la police d'effectuer une surveillance continue à cette adresse. Dans les jours qui suivent, deux hommes et deux femmes entrent à cette adresse. Le groupe d'intervention tactique est demandé pour procéder à l'arrestation des suspects. Lorsque les suspects repartent en automobile, la police file la voiture jusqu'à une intersection où l'escouade intercepte le véhicule. Le sergent Tremblay donne l'ordre aux occupants du véhicule de ne pas bouger en gardant les mains visibles. La voiture recule et le passager avant se penche vers l'avant et ses mains ne sont plus visibles. Croyant que le passager était sur le point de saisir une arme en dessous de son siège, lorsqu'il voit le passager se relever, le sergent Tremblay tire un coup de feu et l'atteint mortellement. Il s'agit de M. Marcellus François. Par la suite, l'enquête révélera que les occupants de la voiture n'étaient pas les suspects reliés à la tentative de meurtre.

²³¹ *Commissaire c. Drouin*, (C.D.P.), C-98-2263-2, 4 mai 1999.

²³² *Commissaire c. Michel Tremblay et als.*, (C.D.P.), C-93-1236-3, 10 juin 1994.

Le comité déclara non dérogatoire la conduite du policier à partir des faits suivants²³³ :

- 1° Le recul de la voiture suspecte et la position nouvelle dans laquelle ce mouvement mettait le sergent Tremblay, à savoir, qu'il ne pouvait plus voir les mains du passager ;
- 2° Le geste de monsieur François après l'ordre du sergent Tremblay (Freeze ! Bouge pas !) ;
- 3° La conviction du sergent Tremblay que le geste que monsieur François venait de poser, à savoir, que le suspect allait employer une arme pour mettre sa vie en danger.

Les membres de la formation reconnaissent comme étant raisonnable la conviction du sergent Tremblay et sont donc d'avis que le coup de feu était justifié dans les circonstances. La preuve prépondérante n'a pas démontré que le sergent Tremblay a utilisé son arme de façon imprudente et en manquant de discernement à l'égard de monsieur Marcellus François.

La cour du Québec confirma la décision du comité en écrivant :

Sur la question de la prudence et du discernement démontrés par Tremblay lors du coup de feu, les conclusions des trois experts sont à l'effet que Tremblay était justifié de tirer en raison : 1°. des renseignements qu'il possédait sur les suspects ; 2°. du refus du chauffeur d'obtempérer aux ordres et du recul de la voiture ; 3°. du geste posé par le passager avant ; 4°. de l'impossibilité pour Tremblay de voir les mains de Marcellus François. [...] En effet, les circonstances particulières entourant cette affaire font en sorte que, par erreur, Tremblay a cru sa vie en danger et pour cette raison le Comité a refusé de voir dans le coup de feu un élément d'immodération ou d'excès inhérent à tout abus.²³⁴

En somme, nous pouvons retenir que le droit à l'erreur est possible même dans un cas d'usage de force mortelle dans la mesure où tous les éléments pouvant démontrer la perception d'un danger immédiat sont présents au moment de la prise de décision d'agir; que ce danger s'avère fondé ou non par la suite. Ces éléments sont notamment que tout policier raisonnable placé dans les mêmes circonstances aurait procédé de la même manière et que l'action de faire feu est conforme aux enseignements reçus des institutions d'enseignement policier au Québec ou dans le reste du Canada.

²³³ *Ibid.*, pp. 95-96.

²³⁴ *Commissaire c. Michel Tremblay et als.*, (C.Q.), 500-02-014187-947, 28 février 1997, pp. 10-11.

CHAPITRE V

L'ANALYSE DES RÉSULTATS OBTENUS

5.1 La gradation de la force et ses facteurs d'évaluation

Notre analyse des décisions du Comité de déontologie policière permet de dégager plusieurs principes que nous présentons dans les sections qui suivent.

5.1.1 Le droit de recourir à la force

Les tribunaux reconnaissent que l'usage de la force tire son fondement de l'existence d'une loi ou d'un règlement autorisant le policier à agir, ce que le législateur a fait notamment en adoptant l'article 25 du Code criminel. De cette disposition, les tribunaux retiennent que seul l'abus de force est interdit et ce, pour toute intervention d'un policier dans l'exercice de ses fonctions. L'abus de force se manifeste lorsque le degré de force utilisée est supérieur à ce qui est requis pour atteindre les objectifs visés. Cette notion de force nécessaire se retrouve à l'article 26 du Code : « Quiconque est autorisé par la loi à employer la force est criminellement responsable de tout excès de force, selon la nature et la qualité de l'acte qui constitue l'excès. »

En somme, ces dispositions législatives autorisent les policiers à employer la force dans l'exercice de leurs fonctions. Cependant, ce droit est octroyé dans la mesure où le policier a recours à un degré de force qui soit sans excès. Le législateur a voulu ainsi marquer l'existence d'une nette distinction entre « *maîtriser* » et « *agresser* » quelqu'un.

Le recours à la force peut être requis pour maîtriser l'individu pendant ou après l'arrestation. Fait à noter, le *Code de procédure pénale du Québec*²³⁵ prévoit également des dispositions permettant l'utilisation de la force dans des situations particulières telles que : l'exécution d'un mandat d'amener (a.46), l'arrestation sans mandat (a.82), le cas d'une poursuite d'une personne qui s'enfuit (a.86), lors d'une perquisition (a.109); ou de l'exécution d'un mandat d'emprisonnement (a.354).

L'analyse des décisions permet de dégager un principe d'évaluation fondé sur la comparaison de la conduite du policier mis en cause par rapport à la conduite attendue d'un policier agissant de manière raisonnable dans les circonstances. Cette adéquation de la conduite du policier cité par rapport à tout autre policier placé dans les mêmes circonstances s'apprécie en fonction de toutes les circonstances existant au moment de l'événement²³⁶. Nous retenons à titre illustratif de cet élément, ce passage du juge Désormeau de la cour du Québec dans l'affaire *Leclair et Beaulieu c. Côté*²³⁷ : « [...] il y a lieu de soupeser le caractère grave et dangereux de ces circonstances pour déterminer si la force utilisée dépasse la mesure souhaitable ou permise ou si elle constitue une forme de violence inutile et nettement déraisonnable. »

5.1.2 L'erreur ou l'abus d'autorité

La jurisprudence en matière déontologique reconnaît le droit à l'erreur. La jurisprudence distingue l'erreur simple de l'abus d'autorité. Cet aspect s'avère important car il permet de dire que la conduite d'un policier ne peut être considérée dérogatoire du simple fait qu'il aurait pu agir autrement et qu'il est possible de conclure à l'erreur en l'absence d'abus d'autorité.

²³⁵ *Code de procédure pénale du Québec*, Montréal, édition Wilson et Lafleur, 1990.

²³⁶ *R. c. Bottrell*, 60 C.C.C. (ed) 218.

²³⁷ *Supra*, note 106.

Pour la notion d'abus d'autorité policière, le Comité cite régulièrement dans ses décisions un passage extrait d'une décision en appel rendue par le juge Gilles Poirier de la cour du Québec²³⁸ dans laquelle, il énonce le principe suivant : «Le code de déontologie prohibe l'abus d'autorité et non pas toute forme d'erreur dans l'exercice des fonctions du policier. Il faut que l'erreur constitue un abus d'autorité. [...] L'abus d'autorité comporte un élément d'excès. Il ne suffit pas que le geste soit simplement erroné ; celui-ci doit être répréhensible, mauvais, immodéré ou excessif».

Principe qu'une autre décision²³⁹ vient préciser en qualifiant l'abus de la manière suivante : «Faut-il rappeler en effet que la faute doit présenter un caractère de malice, s'apparentant à mauvaise foi ou de négligence désinvolte, s'apparentant à incompetence grossière, pour équivaloir à un manquement déontologique».

Dans l'évaluation de l'utilisation de la force, nous constatons que le Comité de déontologie examine les faits en se demandant si les gestes posés étaient nécessaires. Il s'agit là d'un critère pertinent et utile pour circonscrire ce qui départage le geste requis de celui qui est abusif. « Pour le Comité, ce critère du nécessaire exigé du policier est respecté lorsque la preuve démontre que tout policier placé dans les mêmes circonstances aurait lui aussi appliqué le même degré de force que celui utilisé par le ou les policiers cités, puisque adéquatement adapté à la résistance et aux difficultés rencontrées »²⁴⁰.

Le critère de nécessité emporte également l'examen du degré de force utilisé pour tenter de déterminer s'il était excessif. Cela ne se limite pas au degré de force utilisé en fonction de la situation mais porte également sur la question de savoir si le moyen utilisé par le policier est démesuré en fonction du but visé comme l'illustre cet extrait d'une décision du comité :

²³⁸ *Côté c. Johnson*, C.Q. 500-02-023612-927, (1994) 94T-717, p.10.

²³⁹ *Boivin et Pelletier c. Commissaire à la déontologie policière*, (C.Q.), 550-02-04618-963, le 9 avril 1998.

²⁴⁰ *Supra* note 45, p. 10.

L'abus d'autorité caractérisé ici par l'utilisation de la force ne se mesure pas seulement par le degré de force réellement déployé, mais aussi par l'examen de l'ensemble du moyen utilisé, pour se demander s'il est disproportionné avec l'objectif recherché qui était tout simplement de s'assurer dans le présent cas, que cette personne qui n'était ni menaçante ni dangereuse attende la fin du travail du policier.²⁴¹

Enfin, il nous faut noter que le Comité cite régulièrement *l'arrêt Cluett*²⁴² dans ses décisions précisant qu'il n'est pas possible d'établir une règle d'examen rigide et stricte et, qu'au mieux il faut utiliser le critère de l'usage raisonnable comme l'illustre cet extrait d'une décision de la cour du Québec :

L'évaluation du degré de force utilisée par un policier lors d'une arrestation doit se faire à la lumière de toutes les circonstances entourant les gestes posés ; il y a lieu de soupeser le caractère grave et dangereux de ces circonstances pour déterminer si la force utilisée dépasse la mesure souhaitable ou permise ou si elle constitue une forme de violence inutile et nettement déraisonnable.²⁴³

Ainsi, selon les circonstances, la force utilisée peut être considérée raisonnable, convenable et nécessaire dans la mesure où cette force fut exercée sans violence inutile ou gratuite. Ce critère du raisonnable s'apprécie à la lumière de plusieurs facteurs présents dans l'intervention policière comportant l'usage de la force. Ce sont ces facteurs qui permettent de faire l'évaluation du caractère raisonnable du recours à la force et de la justesse du degré de force utilisée par le policier.

5.1.3 L'usage de la force et les techniques enseignées

Le recours à la force est accueilli plus favorablement par le Comité lorsque la force s'exerce selon des techniques dûment enseignées par l'École nationale de police du Québec. D'ailleurs, les parties ont recours fréquemment aux témoignages des enseignants à titre de témoins experts. Ce sont ces mêmes instructeurs, reconnus comme témoins experts, qui ont

²⁴¹ *Commissaire c. René Ouellette et Jean-François Corbeil*, (C.Q.), 400-02-003815-006, 10 janvier 2001, p. 6.

²⁴² *Supra* note 51.

²⁴³ *Supra* note 238.

fait ressortir les divers facteurs pouvant être considérés par le Comité pour évaluer le degré de force à utiliser. Il s'agit généralement des six facteurs suivants²⁴⁴ :

- l'environnement (la scène s'est déroulée à l'extérieur et près de la circulation) ;
- le nombre de personnes impliquées (un policier contre deux sujets) ;
- la perception des capacités de la personne (la stature imposante de monsieur et son état émotif, soit la colère) ;
- la connaissance ou la non-connaissance du sujet (le policier ne possède aucun renseignement concernant la personne) ;
- le temps et la distance (le policier devait-il agir immédiatement).

Plusieurs décisions rapportent le témoignage de ces témoins experts. Le résultat de leurs témoignages permet d'anticiper un impact positif pour le policier qui a appliqué les techniques qui lui furent enseignées dans l'exercice de son travail policier. L'inverse, c'est-à-dire la présence de gestes non enseignés, ne donne pas systématiquement ouverture à la déclaration de conduite dérogatoire. Dans la majorité de ces cas on constate une attitude démontrant de l'impatience. Le comité est influencé par ce genre de situation et peut percevoir la conduite comme étant dérogatoire, même s'il appert que le policier est intervenu selon la gradation de force.

Ainsi, on peut dire que la formation policière en usage de la force dispensée à l'École nationale de police associée aux témoignages d'experts provenant de ce milieu d'enseignement, permettent aux divers tribunaux dont le comité de déontologie policière de mieux comprendre la notion de gradation de force utilisée dans l'intervention policière. Les standards développés et l'uniformisation de la formation ainsi que les documents de supports qui y sont rattachés constituent une source importante de savoir pour fournir l'éclairage nécessaire à la compréhension de la problématique entourant le recours à la force.

²⁴⁴ *Commissaire c. Demers*. (C.D.P.) Montréal, 18 avril 2001, C-2000-2879-3, p. 6

5.1.4 L'usage de la force entre légalité et légitimité de l'intervention policière

À ce chapitre, nous avons constaté que la légalité de l'intervention policière avait un lien direct avec le droit au recours à la force. Bien qu'il existe des décisions de la cour du Québec²⁴⁵ affirmant qu'il faut plus qu'une violation d'une disposition législative pour déterminer si l'acte est dérogatoire, notre étude montre que, de façon constante, le comité manifeste dans l'examen de la preuve un intérêt décisif à savoir si l'intervention respecte le cadre légal. Cette controverse entre le comité et la Cour du Québec nous interpelle face à la tendance du comité de déontologie à déclarer dérogatoire tout recours à la force lorsque celle-ci fait suite à une intervention illégale. Certains de nos résultats présentent diverses interventions policières comportant des violations à la Charte : toutefois le comité lui-même constate que l'erreur commise par les policiers était manifestement une erreur de bonne foi. Il devient dès lors difficile de comprendre comment le Comité peut déclarer la conduite dérogatoire si dans le déroulement de l'intervention le recours à la force et son usage rencontrent les critères du « nécessaire » à la lumière des circonstances. Cela est d'autant plus incompréhensible que la Cour du Québec, le tribunal d'appel, a clairement signalé qu'il faut juger distinctement le policier cité relativement à l'arrestation et au recours à la force.

5.1.5 L'obligation d'identification du policier

Nous avons relevé dans notre recherche que le policier avant d'agir doit être clairement identifié comme tel. À défaut de porter l'uniforme, il doit s'identifier avec son insigne et s'assurer que la personne a bien compris qu'il s'agit d'un policier. Cela permet d'attester de la présence policière qui constitue le premier niveau dans le tableau de gradation²⁴⁶ de la force en intervention policière. À l'opposé, nos résultats montrent que l'absence d'identification suffisante contrevient à l'effet recherché par la présence policière.

²⁴⁵ Voir *Supra* note 118, à la p. 13.

²⁴⁶ Bélanger, R., *Problématique de l'emploi de la force*, Institut de police du Québec, SP-FO-301-20-97.

En conséquence, toute force plus importante sera considérée comme déraisonnable par le comité dans la mesure où le prévenu n'est pas informé qu'il est interpellé par un policier ou qu'il a un policier devant lui.

5.1.6 La gradation dans l'usage de la force

C'est là l'un des éléments les plus importants de l'évaluation du caractère raisonnable de l'usage de la force en intervention policière. Nous avons donc choisi d'en traiter en respectant les différents niveaux de contrôle de cette question en débutant par l'utilisation de l'intervention verbale.

- l'intervention verbale

De manière générale, il ressort de notre recherche qu'avant de recourir à l'usage de la force physique, le policier doit dans la mesure du possible, formuler ses directives ou ses ordres à voix haute et mentionner qu'il appartient à la police ; cela peut également comprendre, selon les circonstances, une tentative de communication pour obtenir la coopération de la personne. C'est du moins ce que la jurisprudence considère souhaitable voire nécessaire dans le respect du principe de gradation de force. Rappelons que le respect de cette obligation permet de dissiper les craintes de la personne interpellée et par le fait même sa résistance face à l'intervention du policier. Cela vient donc apporter un éclairage important sur les circonstances du recours à la force.

En outre, nos résultats montrent que le policier ne doit pas hésiter à prendre son temps avant d'agir si la situation le permet. À défaut de quoi, son geste pourra être perçu par le Comité comme de l'impatience attestant un manque de contrôle de soi et pouvant avoir un effet négatif sur le choix de ses actes. Les décisions analysées présentent plusieurs cas où l'usage d'une force plus importante que nécessaire aurait pu être évité si les policiers avaient pris leur temps dans le déroulement de l'intervention. Ainsi, on peut conclure que prendre le temps nécessaire à une bonne communication tactique pour tenter de désamorcer une escalade vers le recours à la force physique, constitue généralement une approche viable et souhaitable.

pour éviter une déclaration de conduite dérogatoire. Certaines décisions permettent de croire qu'il est possible d'inclure l'invitation physique consistant à un contact physique initial, comme par exemple la saisie d'un bras, pour escorter la personne au véhicule de police sans contrevenir au Code de déontologie.

En somme, nous avons constaté que l'identification policière et l'intervention verbale demeurent essentielles avant de recourir à la force physique lorsque les circonstances le permettent. Cette prémisse nous semble aller de soi, car elle s'inscrit dans la notion de gradation de la force sans toutefois oublier que cette notion de gradation n'est pas une règle stricte et qu'elle dépend des circonstances de l'évènement. Lorsqu'il s'agit de choisir et d'appliquer un niveau de force, on attend du policier qu'il procède de manière graduelle mais cette gradation est étroitement liée au niveau de résistance du prévenu et de la présence ou non d'un danger immédiat. Comme le montre la jurisprudence, le policier n'aura pas à tenter une invitation physique avant l'usage du poivre de Cayenne si le prévenu est sur le point de le frapper, notamment au visage, dans ces circonstances, la jurisprudence reconnaît le bien fondé du recours à des moyens d'intervention coercitifs légers.

- l'intervention coercitive légère

Le premier type d'intervention coercitive légère comprend les techniques de contrôle articulaire. À titre d'exemple, une technique légère à main nue consiste à saisir le bras de la personne et à diriger celle-ci en l'escortant dans la direction souhaitée. La saisie du bras (technique de transport) peut être accompagnée soit d'une pression à certains endroits appelés points de pression (douleur) ou d'un contrôle articulaire du poignet et du coude. Plusieurs variantes comportant des techniques de diversions peuvent être appliquées en fonction du niveau de résistance du prévenu. Le contrôle articulaire est utile pour répondre à un niveau de résistance passive du prévenu. Il est utile également pour assurer le contrôle des membres périphériques du prévenu et ainsi rendre sécuritaire la fouille sommaire et la pose de menottes²⁴⁷. Nous avons relevé que cette option n'est pas jugée dérogatoire par le comité de

²⁴⁷ Truncate, J. J. et T. E. Smith, *Monadnock Defensive Tactics System*, Monadnock PR-24 Training Council, 1994, 187 pages.

déontologie lorsque l'intervention policière est légale et que la personne n'obtempère pas aux directives verbales du policier.

Le poivre de Cayenne (oléorésin capsicum) constitue le deuxième type d'intervention coercitive qualifiée de légère. Il en est ainsi parce que le recours à cette arme intermédiaire ne nécessite par l'usage de la force physique et permet d'éviter des lésions corporelles par rapport aux autres types d'intervention. Cependant, la jurisprudence du comité indique une préoccupation face à la douleur que provoque cet instrument et impose en conséquence l'obligation pour le policier d'être en mesure d'en justifier l'utilisation. Ainsi, en présence d'éléments justificatifs, les décisions du comité confirment qu'il n'est pas dérogatoire d'utiliser le poivre de Cayenne dans le but de maîtriser une personne mais il est clair que son usage est à proscrire sur des personnes maîtrisées sous garde. L'usage du poivre auprès d'une personne maîtrisée et menottée sera perçu par le comité comme un geste de vengeance de la part du policier exaspéré par le comportement du prévenu. Nous avons constaté également dans diverses situations que le comité juge préférable le recours au poivre plutôt que l'usage de la force physique. C'est le cas notamment lorsqu'il y a nécessité d'agir et que la corpulence de l'individu ou les caractéristiques des lieux justifient le choix de l'agent d'utiliser le poivre de Cayenne. Il nous faut noter par ailleurs que, dans plusieurs situations, le poivre à lui seul ne fut pas suffisant et que l'application d'autres techniques se sont avérées nécessaires compte tenu de la résistance du prévenu.

- l'intervention coercitive puissante

À ce chapitre, les coups frappés à mains nues ou avec armes constituent le premier type d'intervention qualifiée de moyen puissant de coercition. Notre échantillon regroupe diverses situations présentant des coups frappés dans lesquelles, le comité considère la nature et le nombre de coups pour établir sa décision. Il vérifie, notamment, si les coups sont portés en vue de réussir à maîtriser la personne ; quel était le rapport de force entre le policier et le prévenu ; quel était le niveau de résistance et de quelle nature sont les lésions. Ces éléments sont déterminants lorsqu'il s'agit d'une intervention coercitive puissante. Ainsi, on constate qu'il est possible d'utiliser la lampe de poche comme arme intermédiaire mais son utilisation doit s'effectuer selon les mêmes prémisses que le bâton de police, c'est-à-dire qu'il faut

l'utiliser lorsqu'une intervention coercitive puissante est justifiée. Dans notre échantillon, plusieurs situations portent sur des coups à la tête sans qu'un danger imminent ou l'urgence d'agir ne soit présent. Or, l'impact potentiel de cette arme est de provoquer des lésions qui peuvent être majeures lorsque le coup n'est pas porté dans une zone appropriée en vue de minimiser le risque de lésions majeures. Malheureusement ce n'est pas ce que montre notre échantillon en présence de coups frappés à mains nues ou avec une arme intermédiaire. Le comité reconnaît généralement que, le nombre de coups portés démontre une perte de contrôle du policier, celui-ci ne prenant pas le temps d'arrêt requis pour évaluer l'efficacité de son premier coup et ainsi déterminer si la maîtrise de l'individu est atteinte. En ce qui concerne l'endroit où le coup est porté, le Comité retient que, selon le cas, les dommages corporels peuvent être minimes ou majeurs et peuvent être aggravés s'il y a coups multiples d'où l'exigence accrue de justification pour que la conduite soit déclarée non dérogatoire.

La prise de l'encolure constitue le deuxième type de moyen coercitif puissant. Nous avons constaté à travers les décisions que les policiers ont tendance à utiliser rapidement ce type d'intervention en invoquant son efficacité par opposition à l'échange de coups. De leur côté, les experts soulignent que tant les formateurs que les consignes en usage demandent de l'utiliser en dernier recours en raison des risques inhérents de blessures à la trachée ou d'arrêt respiratoire associé à cette technique. Nous avons noté, par ailleurs, que dans plusieurs cas, la conduite n'a pas été qualifiée de dérogatoire en raison de l'absence de lésions. De plus, lorsque cette technique est utilisée pour amener la personne au sol en position ventrale afin de poser les menottes de manière sécuritaire, la conduite n'est généralement pas jugée dérogatoire ²⁴⁸. La jurisprudence considère que malgré l'aspect spectaculaire de voir un policier mettre au sol un individu, il s'agit d'une mesure préventive, car, dans plusieurs cas, l'individu passe de la résistance passive à l'agression sur le policier lorsqu'il réalise qu'il est sur le point d'être privé de sa liberté de mouvement. Alors, il n'y a plus d'espace physique entre cet individu et le policier et le temps de réaction du policier par rapport au geste du

²⁴⁸ Voir les décisions suivantes: *Commissaire c. Bruno Blouin, Daniel Rouleau*, (C.D.P.), C-93-1272-3, 22 septembre 1994.; *Commissaire c. Daniel Brouillette*, (C.D.P.), C-94-1341-1, 3 février 1995; *Commissaire c. Dany Girard, Benoit Richard*, (C.D.P.), C-98-2587-1, 17 mai 1999; *Commissaire c. Yves Fortier, Guy Lamontagne, Richard Morency et Robert Tremblay*, (C.D.P.) C-97-2063-1, 22 août 2000, *Commissaire c. Pierre Lavallée, Jacques Allaire, Guylaine Laclerc et Harold Gauthier*, (C.D.P.), C-98-2604-1, 14 septembre 2001. *Commissaire c.*

prévenu ne sera pas suffisant pour parer à l'agression. La jurisprudence reconnaît en conséquence le bien fondé de la technique utilisée pour éviter la perte de contrôle du prévenu. En autant que cela réponde à une juste évaluation de la part du policier par rapport à l'attitude, l'intoxication, la capacité physique ou encore en raison de connaissances particulières sur cette personne. Le Comité reconnaît le droit du policier de favoriser l'amener au sol pour la pose de menottes plutôt que de rester debout.

La jurisprudence indique qu'une problématique subsiste dans l'amener au sol par rapport à la technique utilisée pour y parvenir. Dans plusieurs cas, le policier utilise la technique du contrôle par l'encolure qui est considéré comme une intervention coercitive puissante en raison des risques pouvant découler de sa mauvaise application. En somme, on peut tirer de la jurisprudence que, pour éviter de voir leur conduite jugée dérogatoire, les policiers devraient privilégier d'autres techniques toutes aussi efficaces que la prise de l'encolure pour amener la personne au sol.

5.1.7 Les facteurs reliés au prévenu

- le degré de résistance

Il apparaît important d'aborder ici la question de la résistance du prévenu puisque cela constitue l'un des premiers éléments de la justification du choix du degré de force utilisée. Ainsi, nous avons constaté que le recours à la force nécessaire est reconnu par la jurisprudence lorsque le policier en conformité avec son mandat doit agir face à une personne présentant un niveau de résistance. Dans l'évaluation du choix de mesures utilisées par le policier, c'est le critère de comparaison avec l'acte posé par le policier prudent et prévoyant agissant dans les mêmes circonstances qui lui servira.

Nous avons relevé également que le niveau de résistance du prévenu est décisif pour le Comité afin de déterminer si les dommages corporels du prévenu sont une conséquence

directe de sa résistance. À défaut d'une résistance du prévenu, ses dommages corporels seront considérés comme découlant directement du recours à la force par le policier.

Enfin, nous avons noté que plus l'écart est grand entre le niveau de résistance du prévenu et le niveau de force utilisée par le policier, plus le geste du policier sera susceptible d'être jugé dérogatoire, à moins que le policier puisse démontrer qu'il a agi dans l'appréhension d'un danger imminent laissant craindre pour sa sécurité et celle d'autrui. Dans le cas où la conduite du policier serait jugée dérogatoire, l'impact de cet écart se fera ressentir dans l'évaluation du Comité pour déterminer la sanction qui sera imposée.

- les facteurs intrinsèques

Parmi les autres considérations qui auront un impact sur la décision du comité, nous avons noté que les facteurs intrinsèques occupent une place majeure. Nous avons constaté que le Comité considère important pour son évaluation de l'utilisation de la force par le policier, les différences entre le prévenu et le policier au plan des caractéristiques de sexe, poids et grandeur de chacun de même que le nombre de policiers participant à l'intervention. Le rapport de force entre les uns et les autres aura une influence dans l'appréciation du degré de force utilisée. Cependant ces facteurs n'auront pas d'effet à eux seuls, ils seront rattachés à d'autres éléments présents notamment le niveau de résistance du prévenu et les circonstances de l'affaire. Nous avons noté l'impact significatif des caractéristiques physiques telles qu'un fort gabarit en lien à une résistance défensive et agressive justifiant l'utilisation d'intervention coercitive puissante de la part des policiers. À l'inverse, le comité juge plus sévèrement le recours à la force par les policiers lorsque le prévenu est une femme ou un mineur.

Les qualités physiques du policier par rapport au prévenu sont également considérées dans l'examen de l'intervention policière. Il en est de même de la formation. Le policier qui démontre avoir reçu une formation appropriée et qui l'utilise telle qu'enseignée par le service de formation policière peut généralement convaincre le Comité du bien-fondé de son recours à la force. L'expérience du policier est également considérée et ce particulièrement dans la détermination de la sanction.

Un autre facteur intrinsèque important dans les décisions analysées est le niveau d'intoxication présent au moment de l'évènement. Dans ce type de cas, le Commissaire rencontre plus de difficultés pour s'acquitter de son fardeau de preuve. Le témoignage du plaignant, dont la preuve démontre qu'il était intoxiqué par l'alcool, est imprécis et comporte des incohérences ou de l'exagération. Par opposition aux témoignages des policiers fondés sur une prise de note contemporaine à l'évènement. Le plaignant paraît généralement moins crédible aux yeux du Comité. Le niveau d'intoxication du prévenu tend plutôt à supporter les faits relatifs à l'attitude ou aux gestes agressifs de celui-ci envers le policier, apportant par le fait même une confirmation du niveau de résistance du prévenu face au policier.

Pour ce qui est de la preuve soumise au Comité par les policiers, nous avons constaté qu'advenant le cas où leur crédibilité est mise en doute cela aura pour effet non seulement de conduire à une déclaration de conduite dérogatoire mais également d'augmenter l'importance de la sanction. En contre partie, lorsque c'est le plaignant qui n'est pas crédible, le Comité accueille généralement la défense des policiers et déclare leur conduite non dérogatoire.

- la présence de dommages corporels

Dans notre recherche nous avons noté que le comité tente de discerner dans un premier temps si les dommages sont une conséquence du niveau de résistance du prévenu ou le résultat du moyen utilisé par le policier. Dans ces derniers cas, nous avons relevé l'importance attribuée par le comité à la technique utilisée par le policier, notamment, au fait qu'il s'agit ou non d'une technique enseignée à l'institut de police ou que la technique a été appliquée adéquatement conformément à ce qui est enseigné. Les décisions rendues démontrent que l'on ne peut établir de lien direct automatique entre le fait que le prévenu ait subi des blessures et l'existence d'une conduite dérogatoire, à l'égard de l'usage de force plus grande que nécessaire. En conséquence, la présence de lésions ou d'une blessure chez un prévenu ne conduit pas systématiquement à la reconnaissance d'un acte dérogatoire en vertu du Code déontologie policière en regard du recours à la force utilisée par les policiers, d'une part.

D'autre part, si la conduite du policier est reconnue dérogatoire dans un événement impliquant des lésions, celles-ci auront une influence sur la gravité de la sanction comme en témoigne cet extrait d'une décision de la Cour du Québec :

On note que la sévérité de la sanction augmente avec l'addition des facteurs suivants : la présence plus ou moins importante de séquelles physiques, la gratuité du geste (lorsqu'il n'y a aucune provocation de la part du plaignant), la répétition du geste violent, le grade du policier, la préméditation. Lorsqu'il n'y a pas de séquelles physiques, on opte plutôt pour l'avertissement ou la réprimande. La suspension sans traitement est prononcée lorsqu'il y a un ou plusieurs de ces facteurs aggravants.²⁴⁹

Enfin, la présence de blessures chez le policier atteste généralement une relation directe avec le niveau de résistance du prévenu. On note que des cas d'agression ou de résistance défensive ont entraîné chez le policier des morsures, des chutes au sol suite à une poussée ou un épuisement physique résultant de la tentative de maîtriser l'individu récalcitrant. Dans la mesure où le comité conclut que le policier était justifié de recourir à la force au départ, la présence de blessures aura pour effet de confirmer la présence d'un danger pour la sécurité du policier justifiant un degré de force plus important.

5.1.8 Les circonstances particulières

Notre analyse confirme que la circonstance particulière la plus déterminante est le danger imminent. Nous avons constaté que lorsque la preuve démontre l'existence d'un danger imminent ou la perception d'un tel danger par le policier, qu'elle s'avère par la suite fondée ou non, constitue un critère déterminant pour déclarer non dérogatoire la conduite du policier ayant eu recours à une intervention coercitive puissante ou ayant utilisé son arme de service. Le simple fait que le danger n'était pas fondé ne sera pas suffisant pour déclarer la conduite du policier dérogatoire. Cependant il ne suffit pas que le policier affirme qu'il croyait à un tel danger. La jurisprudence a développé l'exigence que la preuve soumise devant le tribunal

²⁴⁹ *Commissaire c. Ouellette, Corbeil*, C.Q. 400-02-003815-06, Trois-Rivières, janvier 2001, p. 2.

doit convaincre le comité qu'un autre policier placé dans les mêmes circonstances agirait de la même manière.

Le nombre de personnes impliquées dans l'évènement et pouvant assister le prévenu dans sa résistance à l'arrestation fait également partie des circonstances particulières qui auront un impact sur la décision. Le Comité prendra en considération, dans certains cas, le nombre d'options ouvertes au policier en fonction de son équipement. Enfin, la présence de plusieurs policiers aura un effet sur l'évaluation du danger imminent et influencera le Comité quant à son appréciation du type de moyens utilisés.

Généralement, le Comité effectue l'examen des faits et circonstances en se situant dans le temps où le policier a pris la décision d'intervenir. Il s'agit là d'une démarche essentielle comme l'a confirmé la Cour du Québec, car il arrive que le policier agisse en fonction d'une perception de danger imminent qui par la suite s'avère non fondée.

D'autres éléments peuvent être considérés comme des circonstances particulières. Sans faire une liste exhaustive, nous avons relevé dans notre échantillon certains éléments retenus par le Comité tels que les informations préalables dont dispose le policier à son arrivée sur les lieux de l'évènement à propos d'un suspect de meurtre ou encore la situation physique d'une intervention comme, par exemple, l'interception d'un véhicule en bordure d'une voie rapide en période de circulation dense. Ce sont là quelques exemples de circonstances particulières déterminant le choix d'une option de force par rapport à un autre pour le policier et qui peuvent faire la différence dans l'évaluation du comité afin de déterminer s'il y a eu geste dérogatoire ou non.

5.2 Les facteurs relatifs à l'usage de l'arme à feu

5.2.1 L'usage d'une arme sans coup de feu sur la personne

Dans le cas de l'usage d'une arme à feu, les décisions rendues par le Comité démontrent, d'une part, que la conduite du policier sera considérée non dérogatoire s'il est en mesure de prouver qu'il a dégainé son arme parce qu'il appréhendait un danger pour sa sécurité ou celle d'autrui. Le Comité se prononce également sur la manière de faire. Il est important que le doigt longe le pontet et que l'arme soit pointée vers le sol et non sur le suspect. Toutefois, ce dernier élément n'est pas, à lui seul, suffisant pour déclarer dérogatoire la conduite du policier lorsque la légitimité d'avoir dégainé l'arme est reconnue.

D'autre part, les décisions confirment que la conduite d'un policier qui tire des coups de feu dans les airs ou sur des objets en mouvement, pourrait être qualifiée de dérogatoire pour usage négligeant d'une arme à feu puisqu'il est interdit de faire des coups de semonce. Il n'est pas non plus permis de tirer sur un véhicule en mouvement pour l'immobiliser à moins de vouloir stopper un véhicule sur le point de frapper quelqu'un. De manière générale, les directives émises par les différentes organisations policières prohibant ce genre d'utilisation de l'arme sont claires. On considère cette façon de faire trop risquée.

Rappelons ici qu'un policier peut être déclaré coupable de négligence dans l'utilisation de l'arme à feu non seulement en vertu des règles déontologiques mais également des règles pénales. Cependant pour être passible d'une condamnation pénale, l'analyse de la preuve doit démontrer l'intention de faire feu ; l'action de faire feu ; la capacité d'évaluer le risque inhérent à son geste lorsqu'il tire et le fait qu'un policier raisonnable se trouvant dans la même situation n'aurait pas posé ce geste. La preuve de tous ces points conduira à conclure à la culpabilité du policier à l'égard d'une infraction criminelle de négligence dans l'utilisation d'une arme à feu, qu'il est atteint une personne ou non.

5.2.2 L'usage de l'arme avec coups de feu sur une personne

Dans les cas de coups de feu tirés sur la personne, la jurisprudence est indiquée que le policier doit être persuadé qu'il est dans une situation de danger imminent pour lui-même ou les personnes présentes. Le policier doit alors se poser les questions suivantes telles que résumées du témoignage d'un témoin expert :

- 1 - Le suspect a-t-il la possibilité de m'atteindre ; ma vie est-elle en danger ?
- 2 - Est-ce que le suspect a la volonté de m'atteindre ?
- 3 - Est-ce que le suspect a commencé à poser un geste dans le processus qui a pour finalité de m'atteindre ?

Si les réponses à ces trois questions sont positives, alors le policier est justifié d'appuyer sur la gâchette et de tirer en direction du suspect. Tels sont donc, selon ce témoin, les concepts de base qui sont enseignés aux futurs policiers qui suivent des cours de formation à l'Institut de police du Québec et qui doivent les guider au moment de l'utilisation de leur arme de service.²⁵⁰

Lorsque le policier applique cette démarche d'analyse le Comité considère sa conduite non dérogatoire. Par ailleurs, il est important de souligner que l'appréhension d'un danger imminent même s'il s'avère non fondé par la suite peut justifier le recours à la force voir même la force mortelle. Parmi les éléments retenus par la jurisprudence, mentionnons le refus d'obtempérer, l'attitude menaçante et la capacité physique de passer de l'attitude menaçante au geste agressif. Ce sont autant d'éléments qui permettent au policier, après des avis verbaux répétés, d'utiliser la force, voir même la force avec l'arme de service.

²⁵⁰ *Commissaire c. Raymond Érick Masse*, (C.D.P.), C-92-1069-3, 6 juillet 1992, p. 12.

5.3 Sommaire des résultats

Nous avons relevé que le comité considère divers facteurs dont les circonstances particulières telles que les lieux, l'heure, l'éclairage, les personnes à proximités, afin d'évaluer le risque inhérent au geste. Ainsi, le policier qui a des éléments d'information permettant d'appréhender un danger plus grand en faisant feu sur le suspect plutôt que de le laisser partir et qui utilise son arme à feu malgré tout, commettra une erreur de jugement faisant preuve de manque de discernement et de prudence. Nous avons constaté également que le comité trouvera dérogatoire la conduite du policier si la manifestation du danger imminent découle d'une action préalable non planifiée ou irréfléchie. Ainsi, l'option du retrait du policier pour concertation avec son collègue plutôt que l'usage de force mortelle serait la démarche à suivre selon le comité. Tout porte à croire que le comité effectuant l'analyse de l'ensemble de la chaîne des événements peut considérer dérogatoire la conduite du policier parce qu'il n'a pas pris le temps d'analyser et de préparer ses actions en regard de la situation anticipée et ce, même si son intervention a finalement rendu nécessaire l'usage de la force.

En terminant cette analyse, notons que la jurisprudence démontre que le policier peut utiliser la force nécessaire dans une intervention policière légale. Il peut agir devant la menace, une appréhension basée sur des faits observables qui constituent des critères objectifs mesurables. Cependant, il doit faire preuve de prudence à l'égard de toute perception liée à ses émotions et pouvant affecter la légitimité de ses actions concernant le recours à la force. Le policier devant un danger imminent pour sa sécurité, qu'il s'avère fondé ou non par la suite, peut recourir à la force mortelle selon les circonstances.

Les décisions rendues nous démontrent qu'il est important pour le policier de s'identifier et de prendre le temps de bien faire comprendre à la personne en cause qu'il est policier et qu'il est en service. Il doit faire preuve d'une grande patience avant d'agir et cela en regard de toutes formes d'interventions policières.

Nous avons constaté qu'indépendamment du niveau de force utilisée, ce qui est déterminant pour le Comité, ce sont les éléments factuels observables par le policier et considérés par celui-ci dans son évaluation rationnelle et objective. Cette analyse rapide et basée sur la formation reçue engendrera une décision menant au choix du type de force utilisée. Ce sont, dans les faits cette analyse, considérée être celle à laquelle aboutirait le policier raisonnable placé dans une même situation, qui servira de balises au comité pour déterminer si la conduite du policier doit être jugée dérogatoire ou non dérogatoire.

Enfin nous croyons important d'exprimer une certaine réserve quant à la déclaration de conduite dérogatoire lorsqu'il s'agit d'évaluer un geste découlant de lacunes dans la préparation de l'intervention. Il nous semble que dans la plupart des cas où l'on constate que le geste est une conséquence directe d'une préparation inadéquate de l'intervention, le policier ne devrait pas être le seul responsable du ou des gestes posés. L'organisation policière a des responsabilités face aux ressources humaines, aux équipements nécessaires, à l'encadrement adéquat du travail policier et encore plus en matière de formation continue touchant aux multiples sphères d'activités policières. Bien qu'en matière déontologique, le Comité soit responsable avant tout de juger le policier en regard de la citation émise par le commissaire, nous n'avons relevé dans notre échantillon aucune décision comportant des suggestions ou recommandations du Comité envers les organisations policières ou les institutions d'enseignement policier.

En terminant cette présentation de nos résultats, nous croyons utile de rappeler certains critères qui émergent de notre analyse à titre de points de repères pour clarifier ce qui peut constituer une démarche conforme aux normes de déontologie policière.

Nous avons choisi de les présenter sous forme de listes à la fois énumérative et descriptive.

Éléments à respecter par le policier dans le cadre du recours à la force

- s'assurer de la légalité de l'intervention policière ;
- utiliser des techniques appliquées conformément aux enseignements de l'E.N.P.Q. ;
- respecter l'obligation de s'identifier comme policier ;
- utiliser une intervention verbale (ordres répétés et écoulement du temps) ;
- réserver l'utilisation de l'arme intermédiaire (aérosol ou impact) à la seule maîtrise de la personne ;
- réserver l'utilisation de l'arme intermédiaire avec impact à la présence d'un danger imminent, sans oublier de :
 - réévaluer la situation après chaque coup porté ;
 - cibler une zone à faible risque et éviter la tête ;
- retenir : que le danger imminent ne peut découler d'une action erronée du policier ;
 - que la perception de danger imminent par le policier qui s'avère non fondée par la suite n'aura pas un effet négatif ;
 - que la preuve du danger imminent repose sur des faits objectifs et observables tel que : le prévenu peut porter atteinte à sa sécurité ou à celle du policier en fonction des éléments suivants :
 - l'intention de faire ;
 - la capacité de faire ;
 - l'occasion d'agir.
- utiliser une technique autre que la prise de l'encolure lorsque l'objectif consiste à amener au sol une personne pour la menotter ;
- ne dégainer et pointer l'arme de service:
 - que s'il y a danger imminent appréhendé par le policier ;
 - que si le policier a des connaissances particulières sur le suspect interpellé ;
 - qu'en respectant des normes de sécurité dans la manipulation de l'arme.
- ne pas utiliser l'arme de service en tirant sur un objet en mouvement ou en l'air (conduite dérogatoire) ;

- faire feu sur la personne en considérant :
 - la présence d'un danger imminent pour sa vie ou celle des autres personnes ;
 - que cela comporte un risque inhérent au coup de feu (rate la cible) ;
 - que cela comporte un risque inhérent à la cible atteinte (déplacement du danger).
- éviter que l'usage de l'arme ne génère un danger plus grand que sa non utilisation ;
- éviter l'absence de planification susceptible d'engendrer des conséquences graves ;

Facteurs d'évaluation liés à l'intervention policière

- les agissements d'un autre policier dans les mêmes circonstances ;
- la notion d'abus d'autorité plutôt que l'erreur simple ;
- le caractère de malice, négligence, mauvaise foi, incompetence grossière ;
- la relation proportionnelle entre l'ensemble des moyens et le degré de force utilisé et l'objectif recherché ;
- l'écart entre les caractéristiques personnelles (sexe et âge) du prévenu et celles du policier ;
- le nombre de policiers présents et la perception ou présence du danger imminent et le degré de force nécessaire pour atteindre l'objectif visé ;
- la présence de lésions chez la personne découlant de l'usage de la force.

Facteurs considérés dans la détermination de la sanction

- la nature de l'intervention ;
- l'absence de vengeance ;
- l'absence de lésion ;
- le geste non prémédité ;
- le geste isolé ;
- les éléments relatifs au policier, tels que :
 - démonstration de regret ;
 - appréciation de ses supérieurs ;
 - absence d'antécédents déontologiques ;
 - années d'expériences policières.

CONCLUSION

Dans le cadre de ce mémoire nous avons d'abord présenté un sommaire de l'évolution des forces policières à travers le temps pour situer la notion d'usage de la force dans le cadre de ce travail. Puis, nous avons décrit les multiples tâches conférées au policier ainsi que le mécanisme de contrôle de l'activité policière au Québec depuis la création de la première commission de police du Québec, en 1968, jusqu'à aujourd'hui. C'est de la branche du droit disciplinaire qu'émergea l'idée du contrôle de la déontologie par un organisme décisionnel, indépendant et public. Cet organisme a pour mission d'assurer le respect de normes codifiées visant tous les rapports du policier avec le citoyen. Nous avons choisi de centrer notre recherche sur certains articles du code de déontologie en lien avec l'usage de force en excluant les articles traitant de l'abus d'autorité.

Notre objectif était de clarifier ce qui constitue un abus de force policière selon le code de déontologie policière du Québec. Malgré un nombre restreint de cas étudiés, notre échantillon est représentatif des multiples interventions policières comportant l'usage de la force. Ayant constaté l'existence d'une démarche analytique prévue dans le cadre de la formation policière relativement à l'usage de la force nous avons élaboré une grille d'analyse à partir de ces données. Cette grille d'analyse a donné lieu à l'élaboration d'un ensemble de critères répartis en catégories. Ces critères se sont avérés pertinents pour encadrer la lecture des décisions rendues par le Comité de déontologie et par la Cour du Québec.

Notre recherche a montré que l'utilisation de la force repose sur un pouvoir légalement reconnu par divers lois et règlements. L'usage de la force inclut l'intervention verbale et croît jusqu'à l'utilisation de l'arme de service en passant par diverses techniques de maîtrise de l'individu. Dans ce sens, l'usage de la force fait partie intégrante des actions posées par le policier lors de ses interventions. L'intérêt du mémoire est donc de déterminer ce qui permet de distinguer le niveau de force excessif par rapport à la situation et qui, de ce fait, rend l'usage de la force utilisée dérogatoire au Code de déontologie

Notre recherche révèle que le comité de déontologie s'appuie sur le modèle systémique utilisé en formation policière, pour comprendre, analyser et fonder sa décision sur le recours à la force. Nous avons identifié, au-delà des critères reconnus et présents dans notre grille d'analyse, des éléments déterminants dans les décisions rendues par le comité. À titre d'exemples, notons l'importance accordée à la crédibilité des témoins sans égard à leurs statuts de policiers ou de civils ; aux signes d'impatience du policier lors de l'intervention ; à l'absence de planification de l'intervention par le policier ; à la perception d'un danger immédiat, qu'il s'avère fondé ou non par la suite ; ainsi qu'à l'usage prohibé d'une arme intermédiaire sur une personne maîtrisée.

La tendance qui émerge de notre étude montre que ces éléments agissent en interaction avec les autres critères d'analyse. Nous avons constaté que chaque situation nécessite un examen rigoureux de l'ensemble des moyens utilisés par le policier afin de maîtriser la personne. Bref, chaque situation constitue un cas d'espèce en raison des multiples facteurs déterminants qui lui sont propres. Nous ne pouvons dégager de règle unique d'application universelle pour délimiter l'usage de force nécessaire par opposition à la force excessive. En d'autres mots, notre étude nous amène à conclure qu'il est nécessaire, à l'intérieur du processus déontologique, de maintenir l'audition contradictoire dans le respect des règles d'équités procédurales afin de mettre en relief tous les éléments d'un événement et ainsi assurer une décision qui favorise le respect des droits du citoyen et du policier.

Nous croyons cependant que les résultats plus spécifiques de notre recherche peuvent s'avérer utiles pour combler les besoins de formation des policiers, autrement dit, que ces résultats peuvent être transposés dans un processus de formation continue. Dans le cadre des organisations policières, il n'y a actuellement que peu de formation continue spécifique à l'usage de la force. Il nous apparaît clair que de rendre accessible l'étude des décisions du Comité de déontologie pourrait permettre de sensibiliser les policiers à cette problématique à l'aide d'une vision plus concrète des enjeux entourant l'usage de la force. Ce type de formation leur permettrait également de mieux saisir le rôle du Comité de déontologie en matière d'usage de la force.

En somme, nous croyons que ce travail apporte une compréhension plus claire des facteurs pris en considération par le Comité de déontologie dans les cas d'usage de la force alors que les résultats de l'analyse permettent d'établir des balises supplémentaires pour le policier appelé à utiliser la force dans ses interventions.

ANNEXE A

CODE DE DÉONTOLOGIE DES POLICIERS DU QUÉBEC

SECTION II

LES DEVOIRS ET NORMES DE CONDUITE DU POLICIER

ANNEXE A

LES DEVOIRS ET NORMES DE CONDUITE DU POLICIER

5. Le policier doit se comporter de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction.

Notamment, le policier ne doit pas :

- 1- faire usage d'un langage obscène, blasphématoire ou injurieux ;
- 2- omettre ou refuser de s'identifier par un document officiel alors qu'une personne lui en fait la demande ;
- 3- omettre de porter une marque d'identification prescrite dans ses rapports directs avec une personne du public ;
- 4- poser des actes ou tenir des propos injurieux fondés sur la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion, les convictions politiques, la langue, l'âge, la condition sociale, l'état civil, la grossesse, l'origine ethnique ou nationale, le handicap d'une personne ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap ;
- 5- manquer de respect ou de politesse à l'égard d'une personne.

6. Le policier doit éviter toute forme d'abus d'autorité dans ses rapports avec le public.

Notamment, le policier ne doit pas

- 1- avoir recours à une force plus grande que celle nécessaire pour accomplir ce qui lui est enjoint ou permis de faire ;
- 2- faire des menaces, de l'intimidation ou du harcèlement ;
- 3- porter sciemment une accusation contre une personne sans justification ;
- 4- abuser de son autorité en vue d'obtenir une déclaration-,
- 5- détenir, aux fins de l'interroger, une personne qui n'est pas en état d'arrestation.

7. Le policier doit respecter l'autorité de la loi et des tribunaux et collaborer à l'administration de la justice.

Notamment, le policier ne doit pas :

- 1- empêcher ou contribuer à empêcher la justice de suivre son cours-,
- 2- cacher ou ne pas transmettre une preuve ou un renseignement dans le but de favoriser ou de nuire à une personne.

8. Le policier doit exercer ses fonctions avec probité. Notamment, le policier ne doit pas :

- 1- endommager ou détruire malicieusement un bien appartenant à une personne ;
- 2- disposer illégalement d'un bien appartenant à une personne ;
- 3- présenter à l'égard d'une personne une recommandation ou un rapport qu'il sait faux ou inexact.

9. Le policier doit exercer ses fonctions avec désintéressement et impartialité et éviter de se placer dans une situation où il serait en conflit d'intérêts de nature à compromettre son impartialité ou à affecter défavorablement son jugement et sa loyauté.

Notamment, le policier ne doit pas :

- 1- solliciter, accepter ou exiger d'une personne, directement ou indirectement, un don, une récompense, une commission, une ristourne, un rabais, un prêt, une remise de dette, une faveur ou tout autre avantage ou considération de nature à compromettre son impartialité, son jugement ou sa loyauté ;
- 2- verser, offrir de verser ou s'engager à offrir un don, une récompense, une commission, une ristourne, un rabais, un prêt, une remise de dette, une faveur ou tout autre avantage ou considération de nature à compromettre l'impartialité de cette personne dans l'exercice de ses fonctions ;
- 3- recommander à une personne avec laquelle il a été en contact dans l'exercice de ses fonctions, notamment un prévenu, les services d'un procureur en particulier ;
- 4- se placer dans une situation où il serait en conflit d'intérêts lorsqu'il sollicite ou recueille du public de l'argent par la vente d'annonces publicitaires ou de billets ou de quelque autre façon au profit d'une personne, d'une organisation ou d'une association.

10. Le policier doit respecter les droits de toute personne placée sous sa garde et éviter de lui montrer de la complaisance.

Notamment le policier ne doit pas :

- 1- sauf sur ordonnance médicale, fournir à une personne placée sous sa garde des boissons alcooliques, des stupéfiants, des hallucinogènes, des préparations narcotiques ou anesthésiques ou toute autre substance pouvant produire l'ivresse, l'affaiblissement ou la perturbation des facultés ou l'inconscience ;
- 2- être négligent ou insouciant à l'égard de la santé ou de la sécurité d'une personne placée sous sa garde ;
- 3- tenter d'obtenir au bénéfice d'une personne placée sous sa garde un avantage indu ou lui procurer un tel avantage ;
- 4- sauf en cas de nécessité, fouiller une personne de sexe opposé, assister à la fouille d'une telle personne ou faire fouiller une personne placée sous sa garde par une personne qui ne soit pas du même sexe,
- 5- s'ingérer dans les communications entre une personne placée sous sa garde et son procureur ;
- 6- avoir recours à une force plus grande que celle nécessaire à l'égard d'une personne placée sous sa garde ;
- 7- permettre l'incarcération d'un mineur avec un adulte ou d'une personne de sexe féminin avec une personne de sexe masculin sauf dans les cas prévus par la loi.

11. Le policier doit utiliser une arme et toute autre pièce d'équipement avec prudence et discernement

Notamment, le policier ne doit pas :

- 1- exhiber, manipuler ou pointer une arme sans justification
- 2- négliger de prendre les moyens nécessaires pour empêcher l'usage d'une arme de service par une personne autre qu'un policier.

12. Lorsqu'il constate ou est informé de la présumée commission d'un acte dérogatoire au présent Code, le directeur d'un corps de police doit informer par écrit le citoyen concerné des droits accordés par la *Loi sur l'organisation policière* (L.R.Q., c. O-8, 1). Et adresser copie de cet écrit au Commissaire à la déontologie.

13. Le présent Code remplace les dispositions concernant la déontologie policière prévues au *Règlement sur la déontologie et la discipline des membres de la Sûreté du Québec* édicté par le décret 467-87 du 25 mars 1987, au *Règlement sur la déontologie et la discipline des policiers de la Communauté urbaine de Montréal* (R.R.Q., 1981, c. C-37.2, r. 1). Il remplace également toute autre norme concernant la déontologie policière édictée par une municipalité.

BIBLIOGRAPHIE

LÉGISLATION

Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives, projet de loi 68, Assemblée nationale du Québec, première session, trente-quatrième législature, présenté le 15 mai 1990.

Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives, projet de loi 86, L.Q. 1988, c. 75

Ministère de la Sécurité publique, *Code de déontologie des policiers du Québec*, D. 920-90, (1990) 122 G.O. II, 2531, art. 1, 5 à 11, 6 paragraphes 2, 8, 9 [c. 0-8.1, r. 1] (90-09-01) [LOP-2] dans la *Loi sur l'organisation policière*, L.R.Q., c. 0-8.1.

Ministère de la Sécurité publique, *Loi sur la police*, L.R.Q., c. P-13.1 [LP-1], Chapitre II, *Discipline interne*, [2000, c. 12, art.257].

Ministère de la Sécurité publique, *Organisation policière (Loi sur l')*, (L.R.Q., c. O-8.1).

Ministère de la Sécurité publique, *Règlement sur la déontologie et la discipline des membres de la Sûreté du Québec*, D. 467-87, (1987) 119 G.O. II, 1809 [c. P-13, r. 3.1] (87-04-16)* [LP-6] de la *Loi de police*, L.R.Q.

JURISPRUDENCE

ARRÊTS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA

Cluett c. La Reine, R.J.P.Q. 85-335, [1985] 2 R.C.S. 216, (1986) 21 C.C.C. (3d) 318.

La Reine c. Creighton [1993] 3 R.C.S. 3, 73.

Priestman c. Colangelo et Synmall, [1959] R.C.S. 615.

R. c. Bottrell, 60 C.C.C. 218.

Roberge c. La Reine, [1983], 1, R.C.S. 312.

Storrey v. R., [1990] 1 R.C.S. 241.

Valente c. La Reine [1985] R.C.S. 673,689.

COUR D'APPEL

C.U.M. c. Rousseau et al, (C.A.), 500-09-001265-818.

COUR SUPÉRIEURE

Duclos c. Comité de déontologie policière, (C. S.), 500-05-052579-990, 2001.

Fafard c. Comité de déontologie policière, (C. S.), 500-05-052560-990, 2001.

Patry c. Comité de déontologie policière, (C. S.), 500-05-052569-991, 2001.

R.c. Lussier, R.J.P.Q., 97-124, (C.S.) 7 janvier 1999.

COUR DU QUÉBEC

Bergeron et Samson c. Commissaire, (C.Q.), 500-02-06379-982, 6 mars 2000.

Boivin et Pelletier c. Commissaire, (C.Q.), 550-02-04618-963, avril 1998.

Bouchard, Duncan, Trudeau et Whitty c. Commissaire, (C.Q.), 500-02-068420-988, 17 octobre 2001.

Boutin et Lacasse c. Monty, (C.Q.), 450-02-008051-016, 29 mai 2002.

Boulay, c. Commissaire, (C.Q.), 105-80-0000007-020, 23 décembre 2004.

Cloutier c. Commissaire, (C.Q.), 500-02-034612-924, 28 octobre 1994.

Commissaire c. Nantais, (C.Q.), 500-02-087293-002, 6 mars 2003.

Commissaire c. Ouellette et Corbeil, (C.Q.), 400-02-003815-06, 10 janvier 2001.

Commissaire (Côté) c. Tremblay et als., (C.Q.), 500-02-014187-947, 28 février 1997.

Cournoyer, Gingras et Chartier c. Commissaire, (C.Q.), 500-02-072144-988, 29 mai 2001.

Daoust, Alain c. Commissaire, (C.Q.), 500-02-093245-012, 6 février 2002.

- Daoust, Benoit c. Commissaire*, (C.Q.), 500-80-000366-022, 13 novembre 2002.
- Dulude et Langlais c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-087551-003, 17 mai 2001.
- Dumont c. Commissaire*, (C.Q.), D.T.E. 95T-581.
- Fillion et als. c. Commissaire* (C.Q.), 165-02-000222-981, 29 novembre 2000.
- Fleurant c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-100282-016, 18 octobre 2002.
- Gagné c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-071535-988, 9 mai 2000.
- Gagnon c. Commissaire*. (C.Q.), 200-02-026489-015, 14 février 2002.
- Grimard et Rousseau c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-036528-920, 10 avril 1995.
- Janhevich Mitchell c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-077878-994, 30 octobre 2000.
- Johnson c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-023612-927, 2 juin 1994.
- Juneau c. Commissaire*, (C.Q.), 105-02-000263-965, 4 septembre 1998.
- Labrecque et Laroche c. Commissaire*, (C.Q.), 450-80-000246-040 / 450-80-000252-048, 12 mai 2005.
- La Reine c. Dechamplain*, (C.Q.), 625-01-000977-993, 17 mai 1999.
- La Reine c. Larouche*, (C.Q.), 750-01-008825-992, 7 novembre 2003.
- Lavoie et St-Surin c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-098090-017, 13 mai 2002.
- Leclair et Beaulieu c. Côté*, (C.Q.), Montréal, 500-02-005702-936, 7 juin 1994.
- Lévesque, Dany c. Commissaire*, (C.Q.), 150-02-002201-001, 14 novembre 2001.
- Mailloux et Tremblay c. Commissaire*, (C.Q.), 200-02-021277-993, 23 février 2000.
- Mercier, Lapointe et Roy c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-098875-011, 12 février 2004.
- Mileto, Roberto c. Commissaire*, (C.Q.), 500-80-001410-035, 8 juillet 2004.
- Monty c. Provencher et Rochette*, (C.Q.), 400-02-004022-008, 20 décembre 2000.
- Plourde c. Côté*, (C.Q.), 500-02-015018-950, 22 septembre 1997.
- Saulnier c. Commissaire*, (C.Q.), 500-02-023682-946, 20 février 1997.

Tétreault c. Commissaire, (C.Q.), 500-02-101949-019, 1^{er} avril 2003.

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Bourdelais c. Pouliot, [1990], D.D.C.P. 293.

Commissaire c. Arruda et Mileto, (C.D.P.), C-99-2812-3, 25 février 2003.

Commissaire c. Auger et al, (C.D.P.), C-96-1845-3, 5 novembre 1998.

Commissaire c. Auger, Bissonnette, Létourneau, (C.D.P.), C94-1348-1, 19 août 1994.

Commissaire c. Bélanger, Charbonneau et Laframboise, (C.D.P.), C-2000-2920-2, 2 mai 2002.

Commissaire c. Bergeron et Lapointe, Samson et Vadeboncoeur, (C.D.P.), C-96-1845-3, 5 décembre 1997.

Commissaire c. Bisson et Blanchet, (C.D.P.), C-2001-2992-2, 31 janvier 2003.

Commissaire c. Blanchet, Richard, Soucy et Turcotte, (C.D.P.), C-98-2565-2, C-98-2566-2, C-98-2567-2, 3 juillet 2000.

Commissaire c. Blouin et Rouleau, (C.D.P.), C-93-1272-3, 22 septembre 1994.

Commissaire c. Bouchard, Duncan, Trudeau et Whitty, (C.D.P.), C-94-1526-2, 20 février 1998.

Commissaire c. Boulay, (C.D.P.), C-2001-3041-1, 8 juillet 2002.

Commissaire c. Boutin et Lacasse, (C.D.P.), C-2000-2934-1, 31 août 2001.

Commissaire c. Brassard, Donato et Nantais, (C.D.P.), C-99-2728-2, C-98-2729-2, 21 juin 2000.

Commissaire c. Briand et Labbé, (C.D.P.), C-2002-3105-1, 18 juin 2003.

Commissaire c. Brosseau et Fortin, (C.D.P.), C-2000-2948-3, 21 novembre 2001.

Commissaire c. Brouillette, (C.D.P.), C-94-1341-1, 3 février 1995.

Commissaire c. Bussière, Dostie et Couturier, (C.D.P.), C-97-2340-2, 30 septembre 1998.

Commissaire c. Cardinal et als., (C.D.P.), C-99-2768-3, 17 mai 2001.

Commissaire c. Chamberland et Paradis, (C.D.P.), C-99-2830-2, 10 juillet 2002 .

Commissaire c. Corriveau, Couture, Dupré, McGarr et Turgeon, (C.D.P.), C-2002-3093-3, 22 janvier 2003.

Commissaire c. Cournoyer, Gingras et Chartier, (C.D.P.), C-97-2036-1, C-97-2040-2, 3 août 1998.

Commissaire c. Cusson, (C.D.P.), C-93-1308-2, 27 janvier 1995.

Commissaire c. Daoust, (C.D.P.), C-98-2639-1, 6 octobre 2000.

Commissaire c. Daoust, (C.D.P.), C-2000-2950-1, 8 mai 2002.

Commissaire c. Demers, (C.D.P.), C-2000-2879-3, 18 avril 2001.

Commissaire c. Desrosiers, (C.D.P.), C-96-1844-3, 29 mai 1998.

Commissaire c. Drouin, (C.D.P.), C-98-2263-2, 4 mai 1999.

Commissaire c. Dulude et Langlais, (C.D.P.), C-98-2479-3, 15 juin 2000.

Commissaire c. Ferland et Fortin, (C.D.P.), C-96-1819-1, 22 novembre 1996.

Commissaire c. Fillion, Gaudrault et Girard, (C.D.P.), C-97-2221-2, 8 mai 1998.

Commissaire c. Fleurant, (C.D.P.), C-99-2795-2, 8 août 2001.

Commissaire c. Fortier, Lamontagne, Morency et Tremblay, (C.D.P.), C-97-2063-1, 22 août 2000.

Commissaire c. Franc et Hérard, (C.D.P.), C-2002-3110-3, 3 avril 2003.

Commissaire c. Gagné, (C.D.P.), C-97-2286-1, 12 mai 1998.

Commissaire c. Gagnon et Arteau, (C.D.P.), C-2000-2857-1, 13 février 2001.

Commissaire c. Garneau, (C.D.P.), c-98-2666-3, 20 février 2001.

Commissaire c. Gaudreau, (C.D.P.), C-97-2172-2, 30 avril 1998.

Commissaire c. Gingras, (C.D.P.), C-2003-3149-1, 22 octobre 2003.

Commissaire c. Girard et Richard, (C.D.P.), C-98-2587-1, 17 mai 1999.

- Commissaire c. Grimard et Rousseau*, (C.D.P.), C-91-1030-1, 23 octobre 1992.
- Commissaire c. Janhevich*, (C.D.P.), C-98-2611-3, 4 juin 1999.
- Commissaire c. Johnson*, (C.D.P.), C-91-1020-3, 3 juillet 1992.
- Commissaire c. Juneau*, (C.D.P.), C-96-1766-1, 11 septembre 1996.
- Commissaire c. Labrecque et Laroche*, (C.D.P.), C-2003-3116-2, 28 janvier 2004.
- Commissaire c. Lambert*, (C.D.P.), C-99-2750-1, 13 mars 2000.
- Commissaire c. Lamy et Paquet*, (C.D.P.), C-982715-3, 14 janvier 2000.
- Commissaire c. Langevin et McNicoll*, (C.D.P.), C-97-2038-1, 13 novembre 1997.
- Commissaire c. Larouche*, (C.D.P.), C-2005-3264-2, 26 janvier 2006.
- Commissaire c. Lavallée, Allaire, Laclerc et Gauthier*, (C.D.P.), C-98-2604-1, 14 septembre 2001.
- Commissaire c. Lavoie et St-Surin*, (C.D.P.), C-98-2622-3, 12 février 2001.
- Commissaire c. Lemieux et Roger*, (C.D.P.), C-2001-3012-2, 19 juillet 2002.
- Commissaire c. Lepage, Richard, Labonté et Laniel*, (C.D.P.), C-98-2678-2, C-98-2679-2, 21 juillet 2000.
- Commissaire c. Lévesque*, (C.D.P.), C-98-2625-2, 15 octobre 1999.
- Commissaire c. Mailloux et Tremblay*, (C.D.P.), C-98-2363-2, 16 novembre 1998.
- Commissaire c. Malo et Lavoie*, (C.D.P.), C-98-2711-3, 4 avril 2000.
- Commissaire c. Marcoux et Cardin*, (C.D.P.), C-95-1750-3, 8 juillet 1996.
- Commissaire c. Masse*, (C.D.P.), C-92-1069-3, 6 juillet 1992.
- Commissaire c. Mercier, Lapointe et Roy*, (C.D.P.), C-992796-2, 15 mai 2001.
- Commissaire c. Moquin et Tétreault*, (C.D.P.), C-2000-2965-3, 3 juillet 2001.
- Commissaire c. Morin et Ouellet*, (C.D.P.), C-99-2758-3, 17 avril 2002.
- Commissaire c. Ouellette et Corbeil*, (C.D.P.), C-99-2767-1, 17 février 2000.

Commissaire c. Pichette et Décary, (C.D.P.), C-2002-3108-3, 15 mai 2003.

Commissaire c. Provencher et Rochette, (C.D.P.), C98-2643-2, 17 mai 2000.

Commissaire c. Rivard, (C.D.P.), C-98-2492-2, 4 mars 1999.

Commissaire c. Saulnier, (C.D.P.), C-94-1350-1, 19 septembre 1994.

Commissaire c. Simard, Desroches, Poirier et Zalitis, (C.D.P.), C-94-1488-2, 22 novembre 1995.

Commissaire c. Tessier, (C.D.P.), C-97-2324-2, 30 septembre 1998.

Commissaire c. Tremblay et als., (C.D.P.), C-93-1236-3, 10 juin 1994.

Commissaire c. Vargas Castillo, Garo et Vermette, (C.D.P.), C-97-2291-3, 24 novembre 1998.

Lemieux c. Lippens, 1973 R.L. 429.

DOCTRINE : MONOGRAPHIES

Auby, Jean-Marie, *Droit de la fonction publique*, Paris, Dalloz, 1991, 295 pages.

Avocats Le Corre & associés (Firme), *L'approche disciplinaire : choix de sanctions, modèles et cas vécus*, Cowansville (Qc.), Yvon Blais, 1996, 270 pages.

Barreau du Québec, Formation permanente, *Développements récents en droit professionnel et disciplinaire*, Cowansville (Qc.), Yvon Blais, 1999, 177 pages.

Bélanger, Laurent, *La gestion des rapports sociaux au travail, Gestion stratégique des ressources humaines*, Boucherville, Gaetan Morin, 1988, p.592.

Bergel, Jean-Louis, *Droit et déontologies professionnelles*, Aix-en-Provence, Librairie de l'université, 1997, 374 pages.

Blais, Réjean, Barreau du Québec, Formation professionnelle, *Déontologie : appliquer à sa pratique les règles de l'éthique*, Cowansville, Yvon Blais, 1989, 115 pages.

Boucher, Jean Carol, *Le contrôle de l'activité policière*, Cowansville, Yvon Blais, 1992, 564 pages.

Chalom, Maurice, *Le policier et le citoyen pour une police de proximité*. Ed. Liber. Montréal, 1998, 164 pages.

Chateauraynaud, Francis, *La faute professionnelle : une sociologie des conflits de responsabilité*, Paris, Métailié, 1991, 474 pages.

Choquette, Jérôme, *La police et la sécurité des citoyens*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1971, 184 pages.

Code de procédure pénale du Québec, Montréal, Édition Wilson et Lafleur, 1990.

Corbo, Claude, *À la recherche d'un système de déontologie policière juste, efficient et frugal*, Rapport de l'examen des mécanismes et du fonctionnement du système de déontologie policière effectué à la demande du ministre de la Sécurité publique du Québec, Publication du Québec, 1996, 208 pages.

D'Aoust, Claude, Leclerc, Luis, Trudeau, Gilles, *Les mesures disciplinaires : étude jurisprudentielle et doctrinale*, Montréal, Université de Montréal, École de relations industrielles, 1982, 484 pages.

D'Aoust, Claude, Dubé, Louise et Trudeau, Gilles, *L'intervention de l'arbitre de grief en matière disciplinaire*, Cowansville (Qc.), Yvon Bais, 1995, 161 pages.

De Blois, Robert, *Initiation à la déontologie policière*, Québec, Ardoise, 1998, 89 pages.

Delpérée, Francis, *L'élaboration du droit disciplinaire de la fonction publique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969, 250 pages.

Deslauriers, Jean-Pierre, *L'analyse de contenu : notion et étapes, Les méthodes de la recherche qualitative*. Sillery, P.U.Q. 1987, 153 pages.

Desrosiers, Monique, *Mesure disciplinaire et non disciplinaire*, [jurisprudence, doctrine, commentaires], 2^e éd., Montréal, Société québécoise d'information juridique, 1994, 508 pages.

Dupont, Robert et Lesage, Laurent, *L'arbitrage d'un congédiement dans le cadre d'une convention collective*, Corporate studies, 1991, 28 feuillets.

Dussault, René, *Le professionnel fonctionnaire face aux mécanismes d'inspection professionnelle et de discipline institués par le code des professions*, Québec, Office des professions du Québec, 90 pages.

Gauthier-Montplaisir, Francine, *L'arbitrage des griefs et les infractions disciplinaires à caractère criminel*, Cowansville (Qc.), Yvon Blais, 1983, 171 pages.

Goulet, Mario, *Le droit disciplinaire des corporations professionnelles*, Cowansville, Yvon Blais, 1993, 238 pages.

Herman, Jacques. *Analyse de données qualitatives – 1. Traitement d'enquêtes-échantillons, répartitions, associations*, Paris, Masson, 1986, V.

Horth, Raynald, *L'approche qualitative comme méthodologie de recherche en sciences de l'éducation*, Québec, Les Éditions de la Mer, 1986, 195 pages.

Huberman, Michael, Miles, Matthew. *Analyse des données qualitatives : recueil de nouvelles méthodes*. Bruxelles, De Boeck-Wesmael, s.a., 1991, 480 pages.

Laurent, Laplante, *La police et les valeurs démocratiques*, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1991, 124 pages.

Leclerc, Michel et Quimper, Michel, *Les relations du travail au Québec, Une analyse de la situation dans le secteur public*, Presses de l'université du Québec, 1994, 336 pages.

Normandeau, André, *Une police professionnelle de type communautaire*, tome II, Montréal, Ed. Méridien 1998, 353 pages.

Ouellette, Yves, « *Les commissions d'enquête quasi policières: problèmes de procédure et de preuve* », *Développements récents sur les commissions d'enquête*, Cowansville, Yvon Blais, 1998, 172 pages.

Poitras, Lawrence A., *Rapport de la Commission d'enquête chargée de faire enquête sur la Sûreté du Québec*, Québec : Les Publications du Québec, 1999, 5 vol. + 2 CD- ROM.

Prévost, Lionel, *Résolution de problèmes en milieu policier*. Mont-Royal, Modulo, 1999, 181 pages.

Tremblay, Jean-Noel *Le métier de policier et le management*, Les presses de l'université Laval, 1997, 247 pages.

Varaût, Jean-Marc, *Mission de réflexion et de propositions en vue de l'élaboration d'un code des professions judiciaires et juridiques*, Paris, La Documentation française, 1998, 287pages.

AUTRES SOURCES

Bélanger, Ronald, *Problématique de l'emploi de la force*, Institut de police du Québec, SP-FO-301-20-97, Tableau.

Bellemare, Jacques, Commission des droit de la personne du Québec, *Premier rapport du Comité d'enquête sur les relations entre les corps policiers et les minorités ethniques et visibles à la Commission des droits de la personne du Québec proposant un nouveau régime de discipline et de déontologie policière*, Montréal : Commission des droits de la personne du Québec, 1988, 26 feuillets.

Bellemare, Jacques, *Enquête sur les relations entre les corps policiers et les minorités visibles et ethniques*, rapport final du Comité d'enquête à la Commission des droits de la personne du Québec, Montréal, 1988, 26 feuillets.

Commissaire à la déontologie, *Processus de traitement des plaintes sur la conduite des policiers et des constables spéciaux*, Service des communications du bureau du Commissaire à la déontologie policière, feuillet d'information.

Fiset, André Me, (Castiglio & Associés), *L'utilisation de la force nécessaire*, Montréal, 11 juin 2004, 34 feuillets.

FD., FPCUM., APPQ., *Mémoire conjoint présenté à Monsieur Claude Corbo chargé par le ministre de la Sécurité publique d'examiner le fonctionnement du système de déontologie policière*, Québec, 1996, 53 pages en feuillet et 16 annexes.

Hébert, Jean-Claude, *Le droit disciplinaire et les garanties juridiques fondamentales*, Montréal, 89 feuillets.

Institut de police du Québec, *Modèle systémique « Vision des valeurs »*, 1998, tableau transmis lors d'un cours pilote sur l'approche verbale en situation de crise.

Institut de police de Québec, *Le contrôle par l'encolure*, précis de cours, programme de formation policière spécialisée et continue, 17 pages.

Ligue des droits et libertés, *mémoire concernant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives*, 1987, 42 pages.

Maxwell, Wayne, *Le recours à la force excessive*, Périodique, La Gazette de la Gendarmerie Royale du Canada, vol.55, no 10, 1993, p. 2 à 6.

Monadnock PR-24 Training Council, *Expandable baton, Curriculum handbook*, New Hampshire, U.S.A., 1995, feuillet 14 pages.

Truncale Joseph J., Smith Terry E., *Monadnock Defensive Tactics System*, Monadnock PR-24 Training Council, 1994, 187 pages.

Protecteur du citoyen, *Le mécanisme disciplinaire prévu par le Code des professions protège-t-il adéquatement les citoyens et les citoyennes ?*, feuilles mobiles, Québec : Protecteur du citoyen, 1992, 82 pages.

Puder, Gil, *Revoir la théorie du recours à la force : une approche exhaustive*, Périodique, La Gazette de la Gendarmerie Royale du Canada, vol.55, no 10, 1993, page 7-10.

Québec, Assemblée nationale, Ministère de la Sécurité publique dans Le journal des débats de l'Assemblée Nationale « *Adoption de la Loi sur l'Organisation policière* » (1^{er} décembre 1988). L'honorable Herbert Marx, ministre de la Sécurité publique.

Service du développement et de la formation de la Sûreté du Québec. *Projet sur le profil de compétences- Étapes I : Analyse de situation de travail du patrouilleur*. Document de travail interne septembre 1998, 28 pages, page 3-4.

Solliciteur général du Canada (Document de soutien par André Normandeau et Barry Leighton), *Une vision de l'avenir de la police au Canada*, Canada, 1990, 153 pages.

Sûreté du Québec de 1870 à 1995 125 ans vers l'avenir, 1995, document interne, 41 pages.

Syndicat professionnel de la police municipale de Québec, « *Mémoire sur la réforme de la déontologie présenté à M. Claude Corbo* », 1996, 57 feuillets.

DICTIONNAIRES ET GRAMMAIRES DU FRANÇAIS

Larousse, *Bibliorom*, Microsoft Corporation et Liris Interactive, 1996.

Nicoleau, P., « *Dicojuris* », « *lexique de droit privé* », éd. Ellipses 1996, V° Déontologie.
